

Jean-Paul Damaggio

Personnages des Amériques en 2006-2007

Sommaire

Prologue avec Carlos Fuentealba le 1^{er} mai 2007 à Neuquén, Argentine.
Introduction avec des Tarn-et-Garonnais *muy sentimental*, le 21 janvier 2006 à Montauban.
Avec Ramona la zapatiste le 23 janvier 2006, à La Realidad, Mexique.
Avec Schafik Handal, le Che Salvadorien décédé, le 2 février 2006, au San Salvador.
Avec Oton Solís, le Costaricain candidat à la présidentielle, le 11 février 2006 au Costa Rica.
Avec Kintto Lucas, journaliste équatorien, le 20 mars 2006 à Quito.
Avec James Petras dans des manifs aux USA, le 28 mars à Montevideo.
Avec Nancy Obregon, une plongée dans l'élection péruvienne, le 9 avril 2006.
Avec Andrés Solís les 1 et 4 mai 2006 à Cochabamba en Bolivie.
Avec Valentina Palma au cœur des luttes d'Atenco le 3 mai 2006, Mexique.
Avec Alberto Fujimori, ex-président, le 11 mai 2006, à Santiago du Chili.
Avec Luis Cordoba, à Piura, pour la défaite d'Humala Ollanta, le 6 juin 2006.
Avec Pedro Obando, instit équatorien face à la folie foot, le 26 juin 2006.
Avec Enrique Rueda Pacheco, luttes sociales et électorales, le 6 juillet 2006 au Mexique
Avec Dretford Escorcía, bouquiniste à Maracay, le 10 juillet 2006.
Avec la chanteuse, Lila Downs, à Oaxaca Mexique, le 11 septembre 2006.
Avec Oscar Olivera, de l'eau dans le gaz de Bolivie, le 20 novembre 2006.
Avec Rafael Larrea, un coup de génie du peuple équatorien 3 décembre 2006.
Avec Heinz Dieterich, après des élections au Venezuela, le 10 décembre 2006.
Avec Dora María Téllez, Droit des femmes aux Amériques le 1^{er} janvier 2007.
Avec Uslar Pietri, semer au Venezuela, le 21 janvier 2007 à Toulouse.
Avec Rigoberta Menchú et les peuples autochtones des Amériques, le 15 mars 2007.
Conclusion sous forme de devinettes.

Annexes :

Tableau des présidentielles 2004-2007

Bibliographie en français

Sources en espagnol

Prologue

Le 1^{er} mai 2007

Avec Carlos Fuentealba Carte postale de Neuquén

Cette fois c'est sûr, en ce 1^{er} mai argentin, je tourne la page de mes recherches. Pas à pas je vais les transcrire en quelques chapitres pour dire enfin les Amériques qui luttent. Laissons les présidents (même si les élections présidentielles seront présentes), les PDG, l'OEA, le FMI, pour quelques noms croisés ici ou là grâce aux amis les plus divers (surtout le prénommé Diego) qui ne sont ni en quête de marginalités (vous vous souvenez des phalanstères des Amériques ?) ni en quête d'honneurs. En commençant ces lignes, je pense à un homme bien précis qui m'accompagnera en permanence, un Péruvien ordinaire qui enseigna l'anglais, qui conduit à présent une moto-taxi et pense, quand il le peut, à Victor Hugo. Avec un autre Péruvien, de retour pour quelques jours dans son pays pour y retrouver sa famille, j'ai utilisé des bus pourris et frappé à des portes si amicales que, depuis 1997, je n'ai plus cessé de tendre l'oreille aux actions multiples des oubliés des Amériques (j'en connus quelques-uns aux USA où j'ai travaillé deux ans). Il venait d'Argentine où il émigra, première étape grâce aux infos de l'ami Diego.

A Neuquén, en Patagonie Nord, les enseignants, après cinquante-quatre jours d'une grève très dure viennent d'y obtenir (au prix de la mort de l'un d'entre eux, le 4 avril) un succès, fruit de l'engagement de toute une population. Diego suit les routes de l'histoire ; son premier séjour à Neuquén se déroula voici trois ans environ (trois ans déjà). Arrivés par la route venant du nord en compagnie de quatre personnes, ils avaient quitté, à trois, la ville de Santiago du Chili en direction de Mendoza. José, le penseur de l'équipe, voulait suivre le chemin par lequel le jeune Pablo Neruda avait fui la dictature de son pays au cours des années 30. Avec José et Diego se trouvait Monsieur Pécuchet, son bras droit et à l'occasion cuisinier de talent. En descendant du bus à Mendoza, Argentine, ils ont croisé un homme en quête de compagnie pour aller, avec sa drôle de camionnette, jusqu'à Neuquén. Ils ont accepté la proposition car ils voulaient passer par cette ville afin d'atteindre la Patagonie Sud.

En arrivant à la confluence de deux rivières, *el Río Limay* et *el Río Neuquén*, qui donne *el Río Negro*, ils trouvèrent un parc pour stationner une nuit, un bref séjour qui laissa Diego avec trois frustrations : José refusa par manque de temps de visiter l'entreprise Zanon, Pécuchet préféra préparer un plat portugais (même s'il y eut du mal à trouver les ingrédients et en particulier l'huile d'olive de *Siurana*) qu'un plat local, et le chauffeur, Osvaldo Bayer, leur raconta pendant tout le trajet l'histoire de *Severino di Giovanni*, qui resta une énigme.

En conséquence, Diego se promet de revenir à Neuquén et il s'y retrouva le 28 avril 2007 au moment d'une lutte phénoménale conduite dans la région. Le terme «phénoménal» peut surprendre vu son absence d'écho en France, mais la Patagonie, c'est loin, l'écho des événements qui s'y déroulent n'a pas les relais de la guerre en Irak.

En sortant de l'aéroport international, le vendredi soir, Diego prit un bus pour un petit hôtel du centre ville. Le lendemain il put soigner sa première frustration : aller visiter l'entreprise Zanon. Bien sûr, auparavant il passa au siège de l'ATEN pour y rencontrer quelques syndicalistes en grande conversation, en particulier Marcelo Guagliardo, le secrétaire général, et Alejandro Garcia le responsable des rapports avec la presse. L'ATEN c'est l'Association des Travailleurs Enseignants de Neuquén. Comme partout, leur grève porte sur des revendications salariales. « Comme partout » car par définition, dans un monde où l'essentiel c'est d'accroître la productivité, les enseignants font figure de poids morts, incapables qu'ils sont de se plier à ce dogme (tout comme les coiffeurs). Faire disparaître les paysans reste une tâche relativement facile par rapport à l'organisation de l'exploitation moderne des enseignants ! Bref, la revendication a conduit à une grève générale qui dura cinquante-quatre jours, au blocage des routes, à l'assassinat par la police de Carlos Fuentealba (on n'invente pas un nom aussi prometteur). Après les manifestations monstres, avec le soutien très large des étudiants de l'Université nationale de la Comahue, ils préparent un autre rassemblement pour lundi. Dans cette ville de deux cent mille habitants, trente mille manifestants envahirent déjà la rue. Pour lundi, ils vont en doubler le nombre. En même temps, ils proposent majoritairement une

rencontre avec les autorités pour ouvrir enfin des négociations (une augmentation salariale infime a été octroyée par le pouvoir). Qui sont les autorités ? Un gouvernement provincial, dont le parti est maître des lieux depuis quarante ans, et qui se prépare à garder le pouvoir, dans deux mois, au cours des nouvelles élections locales. Autant dire une mafia qui a décidé comme toutes les mafias du monde (et elles n'ont pas besoin de s'épauler) de provoquer de la violence pour susciter la peur et en appeler ensuite au soutien des défenseurs de l'ORDRE.

A la fin de 2001, l'Argentine a connu une révolution populaire suite à une crise économique colossale. Depuis, les forces dominantes ont reconstitué leurs avoirs sur le dos de la généralisation de la misère, sans pouvoir endormir totalement les *piqueteros* et autres autogestionnaires. A Neuquén, ils veulent faire sonner l'heure de la revanche de classe. Peut-on, en conséquence, négocier avec de telles autorités ? La première des conditions émises par les enseignants, c'est de pouvoir discuter avec le plus présentable de l'équipe de Jorge Sobisch (le nom du gouverneur) à savoir Carlos Silvestrini. Mais laissons les discussions ardues car c'est enfin l'heure du détour de Diego par l'usine Zanon.

La grève lancée par les enseignants et l'agitation qui s'en suit, seraient une lutte sociale destinée à l'oubli organisé par les moyens d'aliénation (de communication dit-on), s'il n'y avait pas Zanon. Dans cette usine de céramique, les patrons, en 2001, décidèrent de faire les valises (sans payer des retards importants de salaire). Après deux mois de surveillance devant les portes, pour empêcher les machines de sortir, les ouvriers décidèrent de les franchir (les portes) pour occuper illégalement le lieu. Puis, d'une illégalité à l'autre, ils relancèrent la production et voilà comment Zanon devint une des deux cents entreprises récupérées d'Argentine. Si ailleurs le temps usa les expériences (le temps et les adversaires), ici à Neuquén l'entreprise passa de trois cent cinquante à quatre cents soixante-dix ouvriers et son autogestion ne fit que se renforcer jusqu'à cette décision humoristique : rebaptiser l'usine. En ce 21 avril 2007, Diego entre dans la **Fasinpat** et vous comprendrez l'humour : **Fabrica Sin Patrone** (usine sans patron). Ce voyage étant béni des dieux (je ne dis pas lesquels), Diego put assister à deux phénomènes extraordinaires : le désespoir provenant de l'incendie d'un atelier (mercredi dernier) et l'espoir provenant de l'inauguration de nouveaux ateliers résultats d'investissements colossaux. Pour les ignorants de la fabrication de céramiques (j'en suis), disons que c'est comme pour la fabrication des gâteaux, mais en plus sévère : il n'est pas bon, pour rester vivant, d'être en même temps au four et au moulin. Entre l'an 2000 et l'occupation de l'usine, dix salariés furent victimes d'accidents du travail mortels. Cet incendie est venu rappeler les risques du métier même autogéré. D'où la volonté commune d'engager un million de pesos (à présent un dollar vaut trois pesos) pour moderniser des secteurs restés sans travaux depuis vingt ans. Le propriétaire ne va-t-il pas s'en réjouir en pensant au jour où il reprendra possession des lieux ? **Fasinpat** a un statut incertain rattaché, plus ou moins, au statut des coopératives. Pour le moment, la production avoisine mensuellement quatre cent mille mètres carrés de céramiques.

Il est évident que le gouverneur n'aime pas du tout le genre de publicité que ces acharnés de l'autogestion font à sa ville et sa région. De films en documentaires, les visiteurs n'arrêtent pas d'alimenter un tourisme peu orthodoxe. A propos de film, ce soir un festival de cinéma israélien va nous régaler de quelques beautés. Mais tout d'abord, Diego veut soigner sa deuxième frustration en goûtant enfin la cuisine de Patagonie. C'est sûr, il n'aurait pas dû demander une bonne adresse de restaurant à Alberto Esparza car aussitôt, en guise de réponse, celui-ci l'invita chez lui pour saisir la dimension populaire authentique de la cuisine locale. Après avoir confronté les impératifs de leurs emplois du temps, rendez-vous fut fixé au lendemain dimanche, vers treize heures, chez lui. D'ici là, Diego va se contenter de quelques **empanadas** et pommes, même si ce n'est pas tout à fait la bonne saison pour ce fruit (les plus belles pommes du pays sont produites ici). En cet automne austral, aux froides nuits, il faut attendre encore un mois.

Pour occuper une journée largement entamée, Diego acheta la presse locale, **Página 12**, comme journal national et **Río Negro** comme journal local. Avec **Página 12** il pensait éclaircir le mystère Osvaldo Bayer car depuis son premier voyage il a découvert (en particulier au Festival latino de Toulouse) que le modeste chauffeur est en réalité un des intellectuels les plus surprenants du pays. Historien et cinéaste, journaliste et pamphlétaire, son nom sonne allemand au milieu de noms italiens. Comme il participe très souvent, le samedi, à la rubrique **contratapa** de **Página 12** Diego espérait, en ce 21 avril, le retrouver mais à la place il a lu Sandra Russo analysant l'évolution médiatique du pays. Cette carte postale étant déjà très

longue, je laisse les considérations sur la télévision argentine pour vous offrir la conclusion : « Il y a peu de temps, ils tuèrent un instituteur. Un homme bon. Un homme qui aimait son travail parce qu'il croyait que l'éducation rend aux gens, leur identité. Telle est l'éducation dans un pays civilisé : elle est une consistance, une cause. Sans doute la plus sensée de toutes celles qui peuvent exister. »

Diego ne va pas davantage vous raconter le film israélien de Avi Seshar présenté par le Cercle Hébraïque de la ville : **Sof Haolam Smola** qu'ils traduisirent en espagnol : **Fin del mundo a la izquierda**. Peut-être un film adapté à la situation française telle qu'elle sera traduite par le vote aux présidentielles ! L'action se passe en 1969 et permet une confrontation heureuse entre Juifs venant d'Inde et Palestiniens. En ce dimanche il aurait eu envie de s'installer dans le musée des beaux-arts de la ville après le repas populaire chez Alberto (vous saurez plus tard la recette d'une soupe et d'une entrée : **el caldillo de Almejas** et le **panqueque de manzana**). Mais Alberto lui avait préparé une visite originale de son univers aux rues extrêmement quadrillées. Il avait deviné que Diego était hanté par Osvaldo et il voulut lui montrer comment, à chaque coin de rue, **la Patagonie rebelle**, qu'il honora tant et plus, y était vivante, vivante, vivante. Oui, c'est un vieux de la vieille Osvaldo, un patriarche, un survivant, un clairvoyant aussi. Né en 1927, il fête en conséquence ses quatre-vingt ans cette année. D'après Alberto, intarissable sur le sujet, pour bien sourire sur les photos, il ne dit pas « whisky » mais une formule moins neutre : « salud y anarquía » (santé et anarchie mais en français ça ne donne pas le même mouvement des lèvres). Quant à la célèbre histoire de **Severino di Giovanni**, ce n'est pas une histoire inventée. Fusillé comme anarchiste, le premier février 1931, cet homme fut dispensé de participation aux merveilles des combats de 1936 (la même année, au Mexique, c'était la première nationalisation du pétrole, et Diego raconta à Alberto, le 36 de chez nous, en Europe) mais pas sa femme, dont la légende est plus considérable encore. Elle se prénomme América ! América, n'est-ce pas beau ? América Scarfo est décédée à 93 ans en 2006 et les poètes la chantèrent souvent. Son ultime rêve, son dernier vœu, Osvaldo eut le bonheur de l'aider à le réaliser. Du temps de la présidence de Carlos Menem, elle voulut enfin récupérer les lettres d'amour de Severino volées par la police en 1930. Bayer alla alors d'un bureau à un autre et jusqu'au Ministre de l'intérieur qui était le seul à pouvoir autoriser une telle aventure. Le ministre s'appelait Carlos W. Corach et à la surprise d'Osvaldo et d'América, il accepta de les recevoir et signa les documents donnant enfin accès aux lettres d'amour conservées plus soigneusement qu'un secret militaire. En sortant du bureau du ministre, celui-ci indiqua à Bayer : « N'oublie pas, Bayer, que je m'appelle Carlos W. Corach. Carlos comme Carlos Marx et W. pour Wladimiro Lenin ». Alors souriant, dans sa belle barbe blanche, Osvaldo lui répondit : « On dirait pas ! ».

L'ami José de 2003 (on l'appelait plutôt Pepe) aurait aimé cette anecdote, et si j'avais pu la lui raconter, il aurait même arrêté son voyage à Neuquén, il aurait recommencé à se soigner et serait sans nul doute encore vivant parmi nous.

Alberto laissa Diego à son hôtel avec dans la tête mille rêves de fêtes et un livre pour lui faciliter le retour. **Patagonia rebelde** occupera tout le temps du voyage en avion. Encore une fois cependant, Diego quitta trop vite le **mate** (boisson typique), **San Martin, l'avenida de la República italiana** mais au moins, il avait les réponses qu'il cherchait. Et surtout il savourait cette victoire assez rare, d'une belle grève. C'est Silvia Venero qui fut chargée d'annoncer la décision majoritaire de reprise du travail le lundi 30 avril suite à l'accord conclut avec le ministère qui fait passer le salaire de 600 à 1200 pesos (avec hausse proportionnelle pour les retraités) et permet l'embauche de 400 auxiliaires. Sans oublier le paiement d'une pension et d'une assurance vie à la veuve de Carlos Fuentealba. L'ami Diego me laissa dubitatif sur un seul point : le lieu de la négociation était un temple évangélique. Il me laissa dubitatif car au même moment les religieux du pays venaient d'appuyer fermement la décision d'une juge interdisant la pilule du lendemain pour les jeunes filles sous prétexte qu'il s'agissait d'une forme d'avortement. La décision venait d'être prise en Terre du Feu, à Ushuaia, et n'était rien d'autre que la traduction de discours de fanatiques religieux. La ministre tenta d'expliquer que la pilule, plutôt que de provoquer des avortements, en empêche plus d'un, mais à quoi bon expliquer à des fanatiques religieux ... Nous aurons l'occasion de revenir sur le sujet.

J'ai admiré le compte-rendu que Diego me fit des manifs du 1^{er} mai et en particulier de la rencontre émouvante sur la nationale 22, à 35 kilomètres de Neuquén, là où il fut décidé de

rendre hommage à Carlos le martyr de la lutte. Le policier qui décida de l'abattre passait le même jour devant les juges. Sera-t-il sérieusement condamné ?

Avant de quitter l'Argentine un mot sur le taux de croissance devenu le plus fort des Amériques après la crise la plus dure. Ce rite annuel du FMI (la comparaison entre le montant des PIB) nous apprend que les mineurs du Chili, pour ne plus rester avec leurs piètres salaires firent grève pendant un mois, ce qui porta un coup au taux de croissance du pays (de 5,2 en 2007 à 5,1 pour 2008) ! Cette bête étrange, « taux de croissance », en fait de belles sans autorisation de personne ! Au Mexique, quelle est la source d'entrée de devises ? Le pétrole ? Oui, mais tout autant l'argent que les immigrants vivant aux USA économisent sur leur vie, pour l'envoyer à leurs familles pauvres restées au pays. Voilà des billets inévitablement « réinvestis » à Mexico ou à Oaxaca ! Conséquence : si les immigrants toussent, le taux de croissance souffre ! (de 3,4 en 2007 à 3,5 en 2008). Mais évoquons le plus qu'incroyable : l'Argentine qui en 2001 était au bord du gouffre social, avec des révoltes qui chassèrent président sur président, possède le taux de croissance le plus phénoménal du continent. La pauvreté y fait un bon en avant (de 25 à 50% de la population) et le taux de croissance s'en porte à merveille. Il passerait cependant de 7,5 en 2006 à 5,5 en 2007 mais dans le pays on parle plutôt d'un taux autour de 10. La bonne santé de la Chine y est pour beaucoup. Les cadeaux du Venezuela permettant d'en finir avec le poids de la dette seraient également importants. Pour le Brésil, ce même taux (de 4,4 à 4,2) souffre de deux maux : les aides financières que le gouvernement de Lula verse aux pauvres du pays, et le paiement de la dette (elle représente 50% du PIB !). Tout devient infernal avec le Venezuela qui prétend nationaliser, suscitant ainsi la méfiance des investisseurs étrangers, et qui va supporter une baisse du prix de pétrole (tout est prévu ...) : le taux de croissance va passer de 6,2 en 2007 à 2 en 2008. D'un taux le plus fort ou presque (avec l'Argentine), le pays de Chávez va passer au taux le plus faible ! Et on nous dira que ce taux est une donnée économique et non pas politique ! En effet il nationalise donc les marchés n'ont plus confiance, et les investissements baissent ! A parler de l'Argentine, que nous apprend la revue *Géopolitique* (n°96) sous la plume de Gerardo della Paolera, grand amoureux de son pays et du capitalisme : « Lorsque les Argentins ont cent cinquante milliards d'avoirs hors de leur pays et que l'on fait appel à des capitaux étrangers pour investir en Argentine, on se dit que ce pays n'a pas d'avenir ». C'est son système social qui n'a pas d'avenir, un système social dont on veut nous faire croire qu'il fonctionne suivant la confiance que les riches lui accordent !

Quant au Pérou, sur la même question, il semble au mieux de sa forme avec un taux qui reste autour de 6%, mais le paysan de Cajamarca n'a rien remarqué. Il a le tort de pratiquer une agriculture de l'autosuffisance (le lait est plus comestible que la monnaie) quand l'essentiel se joue sur les marchés de l'exportation. La clef de voûte est totalement étrange puisqu'elle repose sur deux piliers orthodoxes de l'économie libérale : exporter des marchandises, investir avec des fonds venant de l'étranger. Mais où est l'étranger quand on sait que les USA veulent aussi exporter leur maïs OGM vers toutes les Amériques ? Ce débat économique révèle qu'y compris un journal de centre-gauche, très ouvert aux luttes sociales comme *La Jornada*, au Mexique, prend les données du FMI pour argent comptant. Dans un long article du 10 avril 2007, le journal profite de l'occasion pour contester la politique gouvernementale de la droite mexicaine, mais pas l'ombre d'une analyse critique sur le « thermomètre ». Bien sûr, la persistance du chômage provenant d'une absence d'action politique, est incluse dans la baisse du taux de croissance mais rien pour discuter de sa fiabilité. Pas de discussion non plus sur la réduction de la production du pétrole qui commence à s'épuiser. Tout tourne autour du dilemme : comment s'adapter aux révélations du thermomètre ? On n'en changera donc jamais ?

Avec des Tarn-et-Garonnais *muy sentimental*

Autant le dire tout de suite, mon triangle des Bermudes c'est Montauban-Toulouse-Auch. Comme on le disait autrefois : c'est de là que j'écris. Après bien des travaux sur les Amériques, j'y ai commencé à répertorier les oubliés de ce continent en janvier 2006 avec le début de *l'autre campagne* au Mexique qui se traduit par le voyage du *délégué zéro* (le sous-commandant Marcos), une année qui a bien fini quand on pense à la mort de Pinochet (absent de ces pages). Entre les deux dates, il faudrait être idiot pour croire que le drame n'était pas chaque matin au coin de la rue.

Mes sources d'information ? Je n'ai pas à me plaindre des journaux français, je les lis peu. Je retiens le travail de Maurice Lemoine dans *Le Monde Diplomatique* (pour le reste voir les références données dans les textes). Par contre la presse des Amériques étant gratuite sur internet elle alimente beaucoup mes recherches avec comme pilier de l'édifice : *La Jornada* du Mexique, une coopérative qui réussit à garder une certaine indépendance.

Aujourd'hui, les maîtres du monde aiment les révolutions, les manifestations, les soulèvements ... quand ils se passent ailleurs qu'en Amérique latine. En Ukraine ou en Géorgie, c'est toujours super pour nos médias. Cochabamba ou Maracay, des lieux où les révoltés osent encore parler de socialisme, de nationalisation, de démocratie et autres vocables archaïques qui ne valent pas mondialisation, privatisation et consensus ou pensée unique, c'est comme des non-lieux. Et Diego aime autant les non-lieux que les utopies (il paraît que c'est la même chose si on ne confond pas les non-lieux et les sans-lieux).

Mes complices involontaires dans toutes ces pérégrinations, dont Manuel Vazquez Montalban, ont toujours craint l'instinct de fuite qui nous habite plus ou moins. Cependant rien n'a pu me détourner de l'Occitanie. Je n'en suis ni fier, ni heureux. C'est un constat. Un constat qui concrètement m'a poussé à chercher des personnages oubliés, des langues oubliées, des vies oubliées, des pays oubliés, des luttes oubliées pour qu'elles restent sans suite. Masochisme que de vouloir toujours chercher l'ombre ? L'ombre est sœur de la lumière !

Par avance j'entends le reproche classique : les révolutionnaires qui peuplent ces pages ne mettent pas les mains dans le cambouis, ils refusent de participer à la gestion de la cité. Or, tous participent, par leur travail et tant d'autres activités, à la dite cité (beaucoup plus que ceux qui leur font la leçon). Et les mains de ma modeste personne s'usèrent dans le cambouis d'une vie enseignante qui me permit de vérifier que dans les plus petits villages de la France d'aujourd'hui, des enfants de partout animent les écoles. Je dédie donc ce livre à une des élèves de ma dernière classe. Elle venait du Paraguay dont elle aimait tant parler.

Aussi, en guise d'introduction, je vais rendre compte d'un débat sur la Bolivie tenu le 21 janvier 2006 à Montauban. Je le fais en reprenant un titre de Souchon, traduit par *Los Machucambos* venus le chanter à un festival latino sur les bords du Tarn : « *Muy sentimental, la gente es, en general, en busca de un ideal, moral, sin nada de comercial ...* ». Elle fut la conclusion du débat¹ en question grâce à Alain Escudié (et la guitare de Germinal).

Première question : socialement, le laboratoire néo-libéral expérimenté aux Amériques préfigure-t-il celui que l'on impose en Europe ? Il existait partout aux Amériques des statuts minoritaires, mais socialement de référence, qui donnaient quelques droits aux travailleurs. Ces statuts ont été balayés pour laisser place à « l'informel ». Une petite couche sociale (des mineurs, des ouvriers agricoles, des employés) avait obtenu des droits qui indirectement servaient à tous (droits souvent méconnus chez nous : « l'Etat-providence » ne fut pas seulement un fait de pays riches). En 1936, combien de Français furent touchés par les congés

¹ Par ses nombreux participants, ce débat confirme le bon plan médiatique de Moralès de passage en Europe. Un bon plan qui n'a pas échappé à Mario Vargas Llosa. Le Péruvien, dans sa chronique habituelle sur *El País*, décida d'en démonter les pièges sous prétexte que Morales faisait du « racisme à l'envers ». Mario plaide contre ceux qui infériorisent les Indiens et contre ceux qui les surestiment : « Don Evo est le parfait créole latino-américain, rusé comme un renard, carriériste et assommant ... ».

payés, alors que le pays était encore essentiellement agricole ? Il n'empêche que ce modèle social eut tendance à se développer. Aujourd'hui la tendance est au contraire à développer le non-droit. Dans les cités françaises on expérimente la flexibilité, la violence sociale, la soumission des femmes, qu'ensuite le système généralise. Autrefois, les zones pauvres pensaient être aspirées vers le haut. Aujourd'hui, les quelques secteurs « protégés » se savent tirés vers le bas. Autrefois, l'Espagne entrant dans le marché commun espérait une amélioration de sa situation. Aujourd'hui, la Pologne entrant dans l'Union européenne tente de s'enfoncer le moins possible dans la crise (au profit d'une classe riche).

En Bolivie, comme dans toute l'Amérique latine, la misère a fait des bonds en avant (dans cette zone l'écart de salaire y est de 1 à 12 quand il est de 1 à 6 dans les pays développés ; d'après un calcul officiel faisant le rapport entre les 20% des salaires les plus élevés et les 20% des plus bas). Evo Morales, ce paysan membre du syndicat *Via Campesina* (ce que les médias mentionnent moins que le fait qu'il est indien) a réussi des alliances sociales pour accéder au pouvoir (victoire que le débat veut fêter). Il souhaite que le peuple bénéficie des richesses naturelles (surtout le gaz) de son pays. Il se propose donc d'en faire une redistribution sur le modèle bolivarien (d'ailleurs Chávez a aussitôt envoyé ses experts pétroliers à La Paz). Mais cette redistribution va-t-elle accompagner la poursuite de l'exode rural ? va-t-elle créer une infrastructure industrielle ? va-t-elle permettre une prise de pouvoir économique des travailleurs sur leur outil de travail ? Si on se réfère au modèle bolivarien l'essentiel tourne autour de l'idée d'une articulation entre secteur privé et secteur public qui placerait le secteur privé sous contrôle de la société.

Autre question, celle de la coca. Elle serait là-bas comme la vigne chez nous, à savoir une culture porteuse de toute une tradition sociale. C'est vrai sauf que la feuille de coca qui s'exporte est transformée en cocaïne par des voyous. Morales maintiendra les cultures utiles pour la consommation intérieure. Les USA utilisent-ils la lutte contre le narco-trafic pour mieux imposer un contrôle policier sur toute la société ? D'une part, la consommation de drogue est antérieure au capitalisme, et d'autre part, chez le plus gros producteur de coca, les USA n'ont pu empêcher l'élection d'un adversaire politique majeur. Leur contrôle du pays et de la coca a donc quelques faiblesses. Morales a bénéficié de l'appui d'un mouvement social qui n'existe pas seulement chez les paysans mais aussi chez les mineurs, chez les citoyens allergiques à la privatisation de l'eau ..., en conséquence les promesses non-tenues risquent de lui coûter cher. L'originalité de la Bolivie tient à la force de ce mouvement social d'où le choix de Che Guevara d'y implanter une guérilla. Lula s'appuyait sur un parti mais, peut-être à cause de la taille du pays, il céda très vite face aux producteurs d'OGM par exemple. Le puissant mouvement social brésilien (les paysans sans terre) ne purent imposer leurs revendications. A côté, Chávez procéda autrement. Il se donna de nouveaux outils institutionnels et à partir du pouvoir d'Etat il alimente un mouvement social qui reste faible. Une nouvelle centrale syndicale qui échappe au contrôle des patrons vient de tenir son premier congrès.

L'Amérique latine est en ébullition et les expériences tentées là-bas sont un élément de notre actualité locale. Tirer les leçons de Porto-Alegre, ça ne veut pas dire jeter l'expérience, au lendemain de son échec, mais profiter de tout le phénomène pour construire nos alternatives. Si Chávez conserve le pouvoir c'est qu'il a su s'appuyer sur les expériences chiliennes (Allende), colombiennes (Gaitan), péruviennes (Velasco), nicaraguayennes (Ortega), cubaines (Castro), argentine (Peron) et sur celles du Venezuela aussi, bien sûr.

Ce détour brosse un paysage que nous allons détailler avec Diego qui envoie pour le moment quelques messages d'Amérique centrale.

Hier, le journal *La Prensa* de Managua, Nicaragua, a donné la parole à une Nicaraguayenne exemplaire, **Dora María Téllez**. Un entretien qui tombe à pic au moment où Diego rencontre les animatrices du **Collectif des femmes** de **Matalgapa**, la ville où il se repose tranquillement. Dora participa à l'opération la plus audacieuse de la guerre des Sandinistes, au cœur même de la capitale Managua, à savoir la prise d'otages dans l'Assemblée nationale. Mais depuis longtemps elle a quitté le FSLN (Front sandiniste de Libération nationale) pour participer à la création du Mouvement de rénovation sandiniste (MRS). On lui a demandé de se positionner par rapport aux évolutions vers la gauche de l'électorat de l'Amérique latine. Comme les femmes du collectif (leur local se trouve un peu au-dessus de la cathédrale), elle note avec plaisir cette évolution en distinguant nettement les différences de situation. D'Europe, on veut parler d'un phénomène global. D'ici, il s'agit de bien autre chose. Par exemple elle dit : « Evo Morales correspond à la réalité de son pays où un apartheid dura 500 ans ». Dans ce contexte, Dora considère que Daniel Ortega représente le passé (tout comme Castro). En fait, aux Amériques, il y a autant de gauches que de nations² ! Et au sein de chaque nation, autant de gauches que partout : la gauche écolo, la gauche réaliste, la gauche radicale et la gauche incertaine.

La discussion avec les femmes du collectif dévia très vite vers un autre sujet, le Chiapas, beaucoup plus près du Nicaragua que la Bolivie. Attention n'y voyez pas un désintérêt pour la cause bolivienne présente elle aussi dans la presse par la photo d'une femme ... la sœur d'Evo : le visage d'une indienne fatiguée par le travail, à l'ovale parfait, aux cheveux partagés d'une belle raie qui eut la responsabilité de préparer les habits d'Evo pour la fête d'avant-hier et hier. Elle n'a pas eu de souci avec la cravate : toute la campagne électorale a tourné à un affrontement entre les ponchos et les cravates, et comme il n'est pas question qu'Evo trahisse les siens, il restera sans cravate. Son discours d'hier nous ramène aussi au Chiapas puisqu'il a encore cité le sous-commandant Marcos et son principe essentiel (commander en obéissant au peuple).

Mais ici, à Matalgalpa, au Collectif de femmes, comment est venue la discussion sur les zapatistes ? Diego a eu le plaisir immense de rencontrer une femme, Carla, qui arrivait du Mexique. N'ayant pas voulu rater le début de la nouvelle campagne lancée par les organisations regroupées dans la Sexta et qui débutait le 1^{er} janvier à San Cristobal de las Casas, Carla fit le voyage et se trouvait encore dans le secteur, à Palenque et dans les environs, quand elle apprit la triste nouvelle, le décès d'une femme aussi « ordinaire » que Dora, **la comandanta Ramona**. Ici à Matalgapa, dès qu'on monte un peu dans la montagne on se croirait dans les paysages du Chiapas ce qui explique peut-être cette attention toute particulière aux luttes qui s'y déroulent. La mort de Ramona ne pouvait que susciter une intense émotion parmi ces militantes qui animent une radio, un centre de formation, un centre médical, une *finca*, afin de permettre à des femmes de gagner plus de droits et plus d'autonomie.

Que dire de Ramona ? Elle vient de mourir à 36 ans. Dans la forêt du Chiapas. Suite à une tuberculose ancienne (d'autres diront un cancer) qui fit souffrir ses reins. En 1996, une greffe lui accorda dix années de plus. Son frère put lui offrir son rein. Une greffe peu ordinaire pour une femme ordinaire. Ordinaire ? Ses doigts en avaient fait une reine de la broderie. Dans la forêt du Chiapas.

En 1994, elle apparut sur la scène politique. Une zapatiste. Déjà très malade. Puis en 1996, à Mexico, se déroula le premier Congrès national indigène. Marcos voulut faire le voyage. Le président de la république exigea un échange : trois autres Zapatistes à la place de Marcos. Les zapatistes proposèrent **la comandanta Ramona** à la place de Marcos. Elle prit l'avion pour la première et dernière fois. A Mexico, après un discours devant 50 000 personnes, elle

² La gauche chilienne vient de vivre l'élection d'une femme à la présidence de la république. Michelle Bachelet se retrouve avec la majorité dans les deux Chambres mais Maria Poblete nous indique dans *Marianne* (21-27 janvier) qu'elle n'est pas un Chavez au féminin. Chavez, la hantise ! On y apprend que « le pays jouit d'un solide santé avec une croissance de 6% qui en fait un modèle sur le continent latino-américain » mais sur le même journal, à la fin de l'année, l'économiste Philippe Cohen indique : « l'une des nations les plus inégalitaires du monde ... Surtout la politique néo-libérale poursuivie après Pinochet a engendré deux bombes à fragmentation : l'école et les retraites. 5 millions de Chiliens (sur 17 millions !) ont dû quitter le collège (...) Côté retraites les fonds de pension en position oligopolistique siphonnent 30% des cotisations en frais de gestion ». En fait, l'augmentation du taux de croissance n'est que la croissance de la marchandisation : jusqu'aux fonds marins qui furent privatisés !

disparut : direction une clinique privée. C'était le 12 octobre 1996. Pour une greffe peu ordinaire sur cette femme ordinaire. Dans une clinique privée ? Il y eut débat chez les zapatistes car le président de la république proposa les services gratuits d'une clinique publique. Pour des raisons de sécurité, les zapatistes payèrent une clinique privée (avec un soutien citoyen). Suite à quelques jours de convalescence, retour au Chiapas pour la jeune femme que les présents à la manifestation de Mexico découvrirent étrangement petite.

La comandanta Ramona, une Tzotzil qui, chez les Tzotzil n'avait pas le droit de s'adresser aux hommes. Trois fois invisible. Aux yeux des maîtres du monde, aux yeux des Mexicains, aux yeux des hommes de sa communauté. Qu'importe, elle osa tout ! Quand elle découvrit à quel point l'injustice était insupportable, elle osa tout ! Elle demanda à tous de prendre les armes. Beaucoup l'écoutèrent.

La comandanta Ramona, une brodeuse de profession, une paysanne en même temps. Toujours avec des fils entre ses doigts. Elle n'avait pas de temps à perdre, ses jours étaient comptés. Ses chemises (*huipiles*) parfaites ! Aux couleurs splendides. Celles d'une femme splendide. **La comandanta Ramona**, une analphabète qui vécut trop peu pour apprendre l'espagnol. Une voix d'oiseau. Incroyable n'est-ce pas ? Pour elle tout s'acheva le 6 janvier 2006.

« Le monde a perdu une des ces femmes qui habillent les nouveaux mondes ». A ces mots, **le délégué zéro** retient quelques sanglots. **Le délégué zéro**, c'est **le sous-commandant Marcos**. Doté d'une moto, il a commencé à sillonner le pays. Il a peut-être pensé au commandant zéro quand il s'est donné ce nom. Ce commandant zéro était le sandiniste, Eden Pastora qui prit les otages avec Dora et qui se bat aujourd'hui avec la droite ! Ainsi va le monde. En ce 6 janvier **le délégué zéro** parle devant une foule rassemblée à **Tonala**. Peu de temps avant, il avait envahi, avec ses amis, les vestiges mayas de **Palenque** pour dire : **nous ne sommes pas des ruines**. Des centaines de touristes médusés répétaient : les indigènes sont vivants ! A Tonala, quelqu'un lui indique un appel urgent au téléphone. Il s'écarte puis revient devant ses amis. « Le monde a perdu une de ces femmes qui habillent les nouveaux mondes » (ceux chers aux militants sincères). « Elle va nous manquer ». Il annonce qu'il s'en va, oui il reviendra mais là, il ne peut plus rester, il s'en va.

Personne ne saura où eut lieu la cérémonie funèbre. Quelque part dans la municipalité rebelle **San Andrés Sakam'chem de los Pobres**. Dans la forêt du Chiapas.

Le 8 janvier les zapatistes indiquent : « **La comandanta Ramona**, en plus d'être une de nos dirigeantes, s'était transformée en un symbole de la lutte construite à partir de la base et à gauche. Sa perte a suscité chez nous une grande douleur dont il est difficile de parler ». La vie continue ; la moto du **délégué zéro** a repris la route. Le passe-montagne noir des zapatistes continue d'être leur visage. Il reste une chanson du groupe musical **Quetzal : Nous sommes tous Ramona**. Demain une œuvre littéraire surgira pour mettre en scène cette « femme magique », comme la lumière éclaira une autre semi-mexicaine **Tina Modotti** et une semi-américaine **Lila Downs**. Ce jour-là le combat zapatiste sera plus vivant que jamais.

Diego s'était contenté d'écouter et de me rapporter les propos de Carla, un sacré prénom ... qui serait bien comme titre de film... A moi, qui voyage surtout par les livres, il me rappela Georges Friedmann³ et son Chiapas qu'il avait visité au début des années 60 ! En reprenant le texte aujourd'hui il est facile de constater qu'il était prémonitoire. Il s'appuie sur le combat d'Alfonso Caso dans un chapitre au titre clair : *Mexique, qu'as-tu fait de tes Indiens ?* dont voici deux passages. D'abord l'accueil par une personne formée par l'Institut National Indigène (INI) : « Nous sommes accueillis par une jeune fille, Delfina E., très petite comme toute les femmes de la région, habillée à « l'européenne », s'exprimant en bon espagnol, regard vif, visage intelligent, attentif à tout ce qui se passe dans le pueblo (...) ». Puis le tableau général : « Le voyageur circulant à travers les Altos du Chiapas ne peut pas s'émouvoir des conditions dans lesquelles y vivent la plupart des Indiens. Non loin de leurs cases couvertes de chaume, accrochées aux flancs boisés des montagnes abruptes, dans de maigres clairières, résultats de coupes faites par les Indigènes, parfois entre des troncs calcinés, se dressent quelques épis de maïs, leur principal aliment. Là, presque à chaque détour de la route, apparaît aux yeux brutalement matérialisée, la spoliation des Indiens, leur rejet dans des régions inhospitalières, ravinées, soumises à une érosion accélérée par le déboisement ... ». Toute la description annonce les révoltes futures⁴.

³ *Signal d'une troisième voie ?*, Gallimard, 1961.

⁴ Il est si rare que l'écrivain Carlos Montemayor ait quelques lignes dans la presse française que je me dois de le noter. Grâce à Ixchel Delaporte un entretien sera publiée dans *l'Huma-Dimanche* du 29 juin 2006. Ce défenseur des zapatistes a pu bénéficier de deux traductions en France : *La guerre au paradis* chez Gallimard en 1999. Un roman époustoufflant. Et « *La Rébellion indigène au Mexique* » chez Syllepse en 2001.

Avec Schafik Handal le Salvadorien

Le 2 février 2006

Diego vient de voir Adan Chávez en chair et os et il m'en informe aussitôt par courriel. Il est toujours à Matagalpa, un lieu idéal pour quelques virées au San Salvador ou au Honduras. Adan Chávez n'est autre que le frère du président Hugo Chávez, et fait fonction d'ambassadeur du Venezuela à Cuba⁵. Le 26 janvier Diego a appris le décès brutal du Che salvadorien, Schafik Handal, aussi, avec ses amis, ils ont décidé d'aller jusqu'à la capitale San Salvador pour participer à l'enterrement de ce héros de légende (encore un enterrement !). Par Estelí, par la panaméricaine, par le Honduras, en moins d'une journée de bus ils ont débarqué à San Salvador. Aujourd'hui, au Nicaragua, quand un grand chantier commence, à chaque fois les gens disent, ce sont les Salvadoriens car ce petit pays a une bourgeoisie dynamique depuis la paix conclue en 1992, deux ans après la fin du pouvoir sandiniste à Managua. Schafik Jorge Handal commandant du FMLN (Front Farabundo Marti de Libération nationale) fut un des artisans de cette paix. Le FMLN est né un peu sur le modèle sandiniste en se référant à un salvadorien de légende Farabundo Marti d'où le nom du mouvement .

Diego en convient, le lieu historique en ce 26 janvier c'était plutôt le grand rassemblement de Caracas (le Forum social mondial) mais pourquoi faudrait-il oublier que la vie continue, même là où les caméras sont absentes ? De ce mort sans caméra mais en présence d'Adan Chávez, fils de Palestinien égaré comme plusieurs autres au San Salvador, les dirigeants de son parti disent qu'il laisse des enseignements rendant chacun plus fort que jamais.

En 2004, à l'élection présidentielle, deux candidats d'origine palestinienne s'affrontèrent, et une fois encore Schafik perdit, un Schafik qui fait penser à Daniel Ortega quant à sa façon de rester à la direction de son parti. En beaucoup plus intelligent cependant.

Bref, pour l'enterrement diverses personnalités firent le déplacement dont Adan Chávez. Aucune n'évita la messe à la cathédrale légendaire de San Salvador, là où se fit assassiner Monseigneur Romero, l'évêque des pauvres. Quant à son dernier passage dans cette cathédrale, Diego se souvient, c'était quand les foules se sont rassemblées, le 25 mars 2005, pour faire vivre la mémoire d'Oscar Arnulfo Romero abattu 25 ans auparavant, comme si c'était hier (24 mars 1980). Moi-même, j'ai toujours en tête, une salsa de Rúben Bladès à propos de cet homme devenu un saint pour son peuple, sans autorisation du Vatican. J'avais alors écrit un petit texte :

« Arnulfo Romero, je t'appelle Oscar. En la belle Italie, Morozzo della Rocca publie ta biographie. Voici 25 ans, tu es mort au cœur de ton pays, tué par des sicaires, frères de militaires. 25 ans que tu vis, dans le cœur de ton peuple. Viva San Salvador. Des milliers dans les rues, se chargent de tant de fleurs, qu'à Rome on se demande, le secret du labeur. Cher archevêque Oscar, combattre l'injustice, sa sainteté le Pape, ne l'admettra jamais. Salvador Juarez, écrivain de son état, nous répète à présent, que tu portas la voix de millions de sans-voix. Viva San Salvador.

Tout pour l'intégrité, tout pour l'humilité, telle était ton option pastorale et sociale. La curie complota, le Vatican s'énerma, donc saint, tu ne seras pas. C'est beaucoup mieux ainsi, car il est des honneurs qui tuent les bonnes mœurs. Viva San Salvador.

Monseñor Romero, ton amour pour les pauvres illumina ta vie, voici pourquoi je t'offre quelques lignes perdues, d'un beau présent chargé de tant de libertés ».

Mais revenons à Schafik et à Diego, qui, sans une grande envie d'écrire sur le sujet, se sent heureux de participer à cette immense ferveur populaire qui accompagne à sa dernière demeure, le vieil Handal. Ce n'est pas que Diego regrette le choix qu'il fit opérer à son parti, en faveur de l'Internationale socialiste (observateur au Congrès de 2003 à Sao Paulo sans en être membre) dont il vient d'entendre l'hymne pour la première fois (gageons que si *l'Humanité* rend compte de l'événement ce fait sera omis)⁶. Aux Amériques le chemin le plus court entre deux points n'étant jamais la ligne droite, cet ami de Castro restera à la fois un homme public et une énigme. Réalisme magique oblige ? Il vient de décéder d'une crise cardiaque dans un aéroport,

⁵ Peu après il prendra toute sa place dans le gouvernement où la famille Chavez se complète du cousin par alliance Rafael Ramirez.

⁶ Vérification faite, c'est le 26 janvier que Patrick Le Hyaric, directeur de *L'Humanité*, rendit compte de l'événement sans mentionner l'Internationale socialiste. Voici sa conclusion : « Schafik restera dans nos cœurs. Son combat, sa pensée nous serons toujours utiles ».

en revenant de Bolivie où il fêta l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales. Il avait les raisons de sa propre politique.

De partout viennent des discours pathétiques pour pleurer sur la fin brutale de cet homme né le 14 octobre 1930 (il avait donc 75 ans). A vingt ans, il entre dans la lutte aux côtés des étudiants. Dès 1952, il doit s'exiler et choisit le Chili où il reste jusqu'en 1956. Les liens tissés dans ce pays le suivent pour toujours car c'est là qu'il se lie d'amitié avec le mouvement communiste. Il revient au Salvador en 1959, doté de moyens lui permettant d'accéder aussitôt au Comité central du parti communiste placé dans l'orbite soviétique. Il se fait connaître dans le pays par une action parlementaire régulière et deux candidatures aux présidentielles en 1972 et 1977, deux candidatures placées sous le signe du parti d'union démocratique nationaliste, la couverture légale du parti communiste. Le passage à la lutte armée devenu indispensable le conduit à la direction du FMLN. Il se retrouve encore le candidat à la présidence de la République en 2004. Le parcours politique de cet homme lui permet de retomber toujours sur ses pattes afin de rester à la direction des affaires. C'est vrai, la longévité en politique est très fréquente car la longévité appelle la longévité. Au bout d'un moment, celui qui connaît tout le monde est le mieux placé pour continuer, jusqu'à mourir à son poste.

Bien que son parti soit minoritaire au parlement, trois jours de deuil national ont été décrétés. Les propos critique de Diego seraient-il déplacé face à tant de vénération ? Diego le reconnaît, il a eu sa période Schafik et vous l'avez deviné peut-être, c'était au début des années 80 quand il vivait au rythme des infos lui parvenant du Salvador (un de ses plus grands amis s'appelait Salvador et il était carreleur). Diego se souvient surtout d'un entretien qu'Handal avait eu avec Marta Harnecker. Cette philosophe chilienne l'obligeait-elle à faire effort d'intelligence ? Le fait est là, Handal veut analyser le monde avec précision : Allende est tombé parce que les questions économiques primaient sur les questions de contrôle du pouvoir et les démocrates chiliens auraient dû appuyer dès le début le militaire Prats. En relisant le texte à présent, Diego comprend qu'en évoquant Allende, Handal ne parlait que de lui-même et de sa passion pour le pouvoir.

Sur le chemin de retour, Diego et ses amis parlèrent beaucoup de toute cette histoire passée et ils décidèrent qu'à faire les fous, ils pourraient laisser les enterrements pour le plaisir d'un dépouillement électoral, en allant le dimanche suivant dans l'autre petite tranche de l'Amérique centrale, le Costa Rica (le nouveau président devait surgir des urnes dès le premier tour). Dans le plus grand silence médiatique, ce pays sans histoire devrait nous confirmer que sans l'histoire il est impossible de comprendre l'actualité.

Encore une fois, à la réception de ce message, je me suis précipité sur ma bibliothèque pour y retrouver Marta Harnecker⁷ qui ne fut traduite qu'aux temps glorieux des années 60 (temps glorieux pour la présence latino américaine en France). Admiratrice de Louis Althusser, son effort philosophique constant aurait pu susciter une attention plus soutenue. Avec elle j'ai découvert l'unité impossible de l'Amérique latine. Unité car comme pour Handal, les dirigeants et intellectuels appartiennent davantage à tout le continent, qu'à leur seul pays, mais unité impossible car chaque pays à une histoire si forte que les rapprochements restent circonstanciels. Vouloir créer aux Amériques « dix, vingt Vietnam » c'était importer un modèle extérieur dans un cadre où même des modèles « intérieurs » étaient sans effet ! Castro peut bénéficier d'une large admiration populaire sur tout le continent, son modèle de socialisme restera toujours solitaire. Les USA pourront tout tenter pour imposer leur système de vie, il touchera seulement une zone très délimitée dans les quartiers dits « exclusifs ». En Europe, les exclus se sont les pauvres mais là-bas se sont les riches. Les pauvres sont exclus malgré eux. Les riches s'excluent d'eux-mêmes. Comprendre ce décalage a un intérêt global que nous ne manquerons pas de vérifier en une autre occasion.

⁷ Marta Harnecker, Cuba : Dictature ou démocratie ? Maspéro, 1976 (livre traduit un an après sa sortie)

Le 11 février 2006

Aux Amériques, tout le monde a un peu de famille ici ou là, et s'en va donc souvent pour de brefs séjours ici ou là (le voyage en bus peut se faire à moindre frais si ensuite on est hébergé). En conséquence, partir de Matagalpa, Nicaragua, vers le Costa Rica, semble un jeu d'enfant. Après l'étape obligée, Managua, il faut emprunter une panaméricaine en perpétuel travaux jusqu'à Granada mais une journée suffit pour atteindre San José où les amis de Diego ont un pied à terre (ils furent du voyage).

Comment ne pas être surpris par les visages que l'on croise en ce pays ? Tous aussi blancs les uns que les autres ! Cette « côte riche » (mais bien moins verte qu'au Salvador) n'a eu comme pétrole que sa stabilité politique issue d'une histoire étrange. Les premiers conquistadors trouvèrent peu d'Indiens et s'installèrent comme paysans autonomes. L'appel aux esclaves rendu inutile, petit à petit est né un pays de « classe moyenne » sans les énormes écarts visibles ailleurs, entre les Indiens moins considérés que les animaux domestiques, et les énormes propriétaires paysans. A l'aube du 20^{ème} siècle, quand les grandes compagnies nord-américaines firent leur apparition, une bourgeoisie agricole nouvelle fit alliance avec *la frutera* cette compagnie productrice de bananes, présente au cœur d'un grand roman *Papa verde* de Miguel Angel Asturias. Vu les déboires de la *United Fruit Compagnie* au Guatemala, elle accepta au Costa Rica, en 1956, que les taxes représentent 45% de ses bénéfices.

Ce pays n'a pas besoin d'armée ! Cependant avec le Nicaragua, ce n'est pas la franche amitié. Toutes les raisons sont bonnes pour susciter quelques querelles entre les Ticos et les Nicas (la concurrence touristique entre San José et Granada est la plus actuelle), querelles qui n'empêchent pas le gouvernement des Ticos (le nom des Costaricains) de donner le droit de vote aux quinze mille Nicas qui vivent sur son territoire. Le 5 janvier, avec le président, les électeurs choisissent cinquante-neuf députés et quatre-vingt-une municipalités. Cette élection minuscule (moins de trois millions d'électeurs) n'étant pas de nature à bousculer la vie du monde, elle passe inaperçu : le 6 février (lendemain du vote) le journal espagnol *El País* annonçait sans broncher que les sondages donnaient son favori gagnant : 42% pour Arias (PLN) et 31% pour Solís (PAC). Première anomalie, le parti du président sortant (Parti social-chrétien), un pilier du bi-partisme ordinaire du pays, était éliminé et remplacé par un nouveau parti né en l'an 2000. Deuxième anomalie Arias aurait 40,5% et Solís 40,2% pour 78% des bulletins dépouillés.

Les débats au cœur de la campagne permettent de revoir les questions clefs du monde actuel : faut-il privatiser la sécurité sociale, l'électricité et les télécommunications ? Toujours les mêmes enjeux, ceux imposés par le FMI ! Avec, en plus, la bataille contre la corruption qui n'est pas une bataille contre des crapules, mais contre un système qui fabrique les crapules : deux ex-présidents furent emprisonnés pour malversations (Rafael Calderon, chef de l'Etat de 1990 à 1994, et Miguel Angel Rodriguez, de 1998 à 2002), tout comme l'ex-président du Nicaragua ! Et autre similitude découlant des précédentes : la montée de l'abstention. Quand l'électeur constate l'inutilité du politique, il reste à la maison. Le taux de participation vient d'être le plus bas depuis 1958 : 65,3%.

L'envie d'assister à cette élection, de la part des amis Nicas de Diego, tenait à une raison précise : l'ex-président du Costa Rica, celui qui permit la conclusion de la paix au Nicaragua en 1988, (il y gagna le prix Nobel), est à nouveau candidat (après avoir fait modifier la Constitution pour permettre ce retour). Oscar Arias va-t-il remonter sur le fauteuil de président ? (sous-entendu : en fin d'année, Daniel Ortega va-t-il revenir au pouvoir à Managua ?). Président de 1986 à 1990, Oscar Arias bénéficie depuis, d'une notoriété internationale exceptionnelle. Sa dernière initiative, en 2002, fut d'appeler à la création avec Desmond Tutu et Gorbatchev d'une Banque du sang pour aider les enfants pauvres d'Afrique, victimes du sida. Son immense fortune lui permet de mener une campagne électorale phénoménale avec son frère comme bras droit (après les frères Chávez voici donc les frères Arias !). Il possède l'essentiel des médias (le journal *La Nación* et onze stations radios), car il contrôle les forces économiques majeures (liées à la production de sucre). Vous avez deviné deux choses : c'est lui qui est pour les privatisations et qui est membre de l'Internationale socialiste. Son adversaire du Parti d'Action

Citoyenne (PAC), sans appartenir à la gauche classique, se place du côté de l'altermondialisme. Il s'appelle Oton Solís. Si Oscar Arias soutient l'accord avec les USA pour leur fameux traité de libre commerce (il a été signé mais pas ratifié par le parlement), ce n'est pas le cas d'Oton Solís, un économiste qui, jusqu'en 1990, fut membre du parti et du gouvernement d'Oscar Arias, date à laquelle il s'opposa à la mise en place des premières mesures néo-libérales (on les appelle des plans d'ajustement). En l'an 2000, il créa son parti, soutenu par une Eglise très active et anti-libérale, ce qui ne veut pas dire de gauche. Il arriva aussitôt à 27% des voix en 2002.

Les rues de San José, avec leur apparence européenne, firent imaginer à Diego, un dépouillement à la mode française. Or, il a suscité une animation imprévue, pas parce que les marchands ambulants le perturbèrent, comme annoncé (pour des droits à défendre), mais parce que le résultat révélait une surprise : Oton Solís pouvait être élu ! Dans ce duel (voici, quatre ans, il opposa comme toujours un social-démocrate du PLN au social-chrétien élu, Abel Pacheco), le PAC d'Oton est un intrus. Premièrement, il a permis une forte remobilisation électorale : l'abstention très faible jusqu'aux années 90 (18,9% en 1994), se mit à voisiner les 40% en 2002, faisant craindre un 50% en 2006. Elle fut seulement de 25% ! Deuxièmement, il a permis l'apparition d'hommes politiques nouveaux.

Bref, quel est donc le résultat ? IL NE SERA CONNU QUE DEBUT MARS dans un pays pourtant si petit⁸ ! Il faut tout recompter manuellement car l'écart est minime ! Pour être élu au premier tour, il faut passer la barre des 40% et les derniers résultats donnaient 40,1% contre 40,8% pour 75% du dépouillement. Depuis, aucun résultat public ne peut être donné et Oscar Arias perd les pédales. Après trois jours à San José, Diego a vérifié que l'attente est pesante. D'autant que pour le parlement tout est clair (mais pas simple). Le parti d'Oscar Arias a 25 députés et celui d'Oton Solís seulement 18. Le parti au pouvoir (PSUC) est tombé à 4. Le Mouvement libertaire 8 (comprendre libertaire comme libéral) et 4 sont ceux de partis indépendants. L'heure de l'instabilité fait suite à celle de la grande stabilité. Les mouvements sociaux sont sur le qui-vive.

Dans ce petit pays, Diego eut la confirmation que le « bordel » qui règne en Haïti (une intervention des USA et de la France arrêta un processus électoral) risquait de s'étendre, d'autant qu'en revenant vers Matagalpa, l'équipe de voyageurs découvrit Managua au cœur d'une grève des bus (les enseignants nicas ont fait eux une rentrée normale). Pour qui connaît l'étendue de la ville, inutile d'expliquer le bazar que ça représente. De San José, Diego est arrivé à un terminal près de l'Université (un mini terminal en vérité). De là, il devait traverser toute la ville pour aller à celui de Matagalpa (nettement plus important et plus organisé). Il a beaucoup marché avant de l'atteindre. Au moment de payer sa place, il a failli se faire arnaquer, le patron du bus ne voulant rendre la monnaie que sur 20 alors qu'il avait donné un billet de 100. Il a fini par revenir, avec grand plaisir, au cœur de la verdure nordique du pays, pour y attendre les élections législatives de mars. Il projette un retour vers le Pérou où les tensions montent fortement entre la classe politique et un nouveau venu Ollanta Humala (un intrus) qui risque, au second tour, d'affronter la candidate de l'OPUS DEI ! (oui, une femme peut devenir, là-bas aussi, présidente).

Avec Kintto Lucas et Luis Macas, nouveau soulèvement populaire en Equateur

Le 20 mars 2006

Finalement Diego décida de s'envoler pour Quito, un pays où l'actualité n'est jamais en repos. Parce qu'il avait trouvé une fois, dans une librairie de la ville un beau livre de Kintto Lucas⁹, il a toujours ce journaliste en référence. Et les nouvelles du pays qu'il donne sur Internet, annoncent un nouveau soulèvement.

Le précédent date seulement du 20 avril 2005, quand le président de l'Equateur, Lucio Gutiérrez, fut emprisonné dans son propre palais par la foule cernant la place centrale de Quito. Au petit matin, il réussira à fuir par une porte dérobée, en sortant masqué dans une voiture, afin

⁸ Le résultat donnera finalement Oscar Arias gagnant.

⁹ Mujeres del siglo XX, Abya Yala, 1997. On y retrouve des personnages de ce livre comme Ramona par exemple.

de se réfugier à l'ambassade du Brésil. Après les classiques tractations diplomatiques, le nouveau président, son suppléant Alfredo Palacios, le laissera partir pour Brasilia.

Etrange révolte que celle qui chassa une fois de plus, dans ce pays, un président démocratiquement élu. Après les militaires qui conduisaient de telles opérations, cette fois, c'est justement un militaire élu depuis trois ans par les forces de gauche, qui doit conclure si piètrement son mandat. Plus étrange encore : la modeste station de radio, **Radio Luna** (soutenue semble-t-il par le maire de Quito Paco Moncayo) fut l'organisatrice de la chute du président ! On ne dira jamais assez l'importance des radios communautaires en Amérique latine. Précédemment, le mouvement indigène était à la base de tels bouleversements mais, en 2005, **Radio Luna** mobilisa la population de Quito, car le président avait perdu sur deux fronts : déception du côté des couches populaires, rancune des classes moyennes qui ne lui pardonnaient toujours pas son engagement antérieur à gauche. L'évocation de la corruption de la famille présidentielle fut le détonateur.

En avril 2006, la nouvelle révolte en cours va-t-elle chasser Alfredo Palacios ? Pour le moment en ce 20 mars, d'énormes mouvements (blocage de routes) viennent de se produire et les Indigènes de la CONAIE, qui semblent avoir retrouvé les forces perdues, ont décidé de lancer, le mardi 21 mars, le début d'un soulèvement exceptionnel, si le président persiste dans sa volonté de signer le traité de libre-échange avec les USA. Dans ce contexte, Lucio Gutiérrez revient à la *Une* des médias, tout comme un de ses prédécesseurs, Abdala Bucaram, le fit en avril 2005 (il rentra alors au pays, en venant de Miami, alors qu'il était, lui aussi, sous le coup d'accusations de corruption).

Un journaliste de **Hoy** vient de s'étonner que la télévision puisse dérouler le tapis rouge devant les pas d'un personnage aussi peu digne de respect que Lucio Gutiérrez . Celui-ci, après son séjour au Brésil, décida de rentrer au pays, en prévision des élections présidentielles, et fut donc arrêté. Le président Palacios vient de le libérer sans jugement, d'où les multiples déclarations télévisées de Lucio pour annoncer son retour sur la scène politique. Il considère que le peuple lui reste fidèle. Or l'Equateur, un des laboratoires politiques cher aux USA, traverse une grave tourmente. Souvenez-vous de deux choses : le dollar est devenu monnaie nationale en 2001, et au même moment, l'armée des USA faisait sienne une partie du territoire équatorien, l'île de Manta, pour y implanter une base militaire capable d'intervenir en Colombie. Lucio a été élu en promettant de rendre Manta à son pays, mais il a cédé aussitôt face à Washington. Palacios a annoncé dès sa prise de pouvoir qu'il rendrait Manta à son pays, mais il a cédé lui aussi. Le bras de fer porte également sur le pétrole. L'Equateur produit du brut mais importe des produits dérivés et devient une victime de l'augmentation du prix du baril ! (en 1995 40% des recettes de l'Etat venaient du pétrole, contre 21% aujourd'hui). En 1989 est né Petroecuador qui importe le galon de diesel 2,13 dollars qu'elle a vendu sous forme de brut à 0,90 dollar (les recettes de la vente du brut servent à maintenir le prix du gazole à un tarif correspondant au niveau de vie équatorien). Cette entreprise nationalisée est aujourd'hui coincée entre les ordres des multinationales et les nécessités du pays. Dans le même temps, les promesses des multinationales en matière d'environnement ne sont pas tenues, et des affrontements viennent de se produire entre l'armée et les manifestants qui demandent l'expulsion du pays de la Compagnie nord-américaine Occidental.

Le retour sur la scène médiatique de Lucio Gutiérrez vise donc à masquer les luttes sociales cruciales qui se déroulent. Cet homme permet de troubler le jeu politique : tout en ayant gardé des amitiés à gauche (y compris avec Chávez, par l'intermédiaire de l'ambassadeur du Venezuela à Quito), il est devenu l'homme de Bush. En soutenant un ancien responsable de la CONAIE, Antonio Vargas, Gutiérrez avait réussi à diviser cette puissante et originale organisation indigène, avec l'aide des évangélistes. Aujourd'hui, tout est mis en place pour discréditer son leader actuel Luis Macas¹⁰. En conséquence, que se passera-t-il dans les prochains jours ? Les USA semblent prêts à laisser pourrir la situation jusqu'à faire de l'Equateur un nouvel Haïti.

¹⁰ Pour les élections Luis Macas sera finalement le candidat des Indigènes qui voulurent être présents de manière autonome pour éviter les déceptions du traître Gutiérrez. Ils eurent droit à d'autres déceptions. Le score de 2% de Macas signera sans doute la fin de toute intervention de la CONAIE dans le champ du politique. Comme dans d'autres endroits, la force du mouvement social ne se traduit pas dans les élections. Il faut dire qu'en Equateur la gauche fut très divisée et finalement, le succès au premier tour de Rafael Correa, réussira à l'unir et à la conduire à la victoire au second tour.

Hoy et **La Hora**, les deux quotidiens de centre-gauche sont prudents (**Hoy** dénonce le manque de démocratie des Indigènes alors qu'ils luttent pour la tenue d'un référendum sur le TLC : Traité de Libre Commerce !) mais **Radio Luna** garde son franc parler, donne la parole aux leaders syndicaux et tout se prépare pour l'épreuve de force (qui n'aura pas lieu seulement à Quito mais dans tout le pays).

Kintto Lucas, journaliste exceptionnel, se bat avec son journal **Quintaji**, contre les traités bilatéraux (que les dirigeants des USA préfèrent aujourd'hui aux grandes messes des sommets de l'OMC). Des luttes gigantesques pourtant jamais évoqués en France. Au Costa Rica, au Salvador, au Pérou, au Guatemala et ici en Equateur l'affrontement entre les hommes du pouvoir et les mouvements sociaux sont constants. Ces luttes entraînent un virage à gauche de l'électorat (la Colombie étant un cas à part). Au cours des prochains jours, à Quito, nous devrions découvrir si Gutiérrez tire les marrons du feu, en vue des élections d'octobre, ou si le mouvement social évite les embrouilles et va jusqu'à la victoire à savoir le renvoi aux calendes grecques de la signature du TLC. La signature d'un TLC Pérou-USA en décembre suscite de l'impatience du côté des forces économiques équatoriennes car si l'accord en discussion ne se conclut pas rapidement, la campagne électorale risque de compliquer la situation.

Diego se décida à suivre les événements de la ville de Loja au sud du pays pensant se rendre ensuite au Pérou. Loja est une ville agréable par sa propreté, un combat obsessionnel du maire. Il a équipé les camions poubelles de hauts-parleurs diffusant de la musique, pour rendre cette activité plus gaie !

En fait Diego n'eut pas l'occasion de s'y attarder car le mouvement dura seulement deux jours puis fut stoppé en attente de négociations. Très vite, le président accepta de renvoyer au lendemain des présidentielles toute signature. En conséquence, avant d'aller au Pérou, Diego s'offrit un détour par Montevideo, ville dont il rêvait depuis longtemps grâce à deux écrivains, Mario Benedetti¹¹ et Eduardo Galeano.

Avec James Petras, pour la dignité des latinos

Le 28 mars 2006 à Montevideo

Diego avait tenu à passer un moment par Montevideo, et le succès des révoltes équatoriennes lui laissant un peu de temps avant de s'installer durablement au Pérou, il se posa dans la ville dès le 26 mars. Il ne s'attendait pas à y retrouver l'actualité des USA. Sur une radio communautaire il entendit la rencontre téléphonique hebdomadaire de Efrain Chury Ibarne avec James Petras. Si généralement, le chercheur nord-américain y commentait les nouvelles des Amériques, cette fois, il centra son propos sur des manifestations monstres qui se tenaient dans son pays ! Comment, pensa Diego, des manifestations secouent les USA et nous n'en savons rien ! Il colla son oreille à la radio et en apprit de bonnes !

James Petras : « D'après des personnes présentes aux manifestations le nombre de participants dépassa le million ! Les estimations policières sous-estiment toujours de tels phénomènes. Dans certaines villes ce furent les manifestations les plus importantes de toute l'histoire du pays. A Chicago, Los Angeles, il y a eu plus de monde que pendant les manifestations contre la guerre du Vietnam et cette fois elles rassemblent le peuple dans sa diversité. C'est la lutte du Tiers-monde présent au sein même des USA avec, la participation de l'Archevêque de Los Angeles qui déclara publiquement que si la loi en discussion est approuvée, rendant ainsi illégales la présence des immigrés et de ceux qui les appuient, il appellera à la désobéissance civile les curés, les sœurs les catholiques. » Avec cet archevêque, le maire de Los Angeles, Antonio Villaraigosa apporte aussi son soutien au mouvement.

Après l'émission radio, Diego se précipita dans un cyber-café pour y lire **La Opinion**, journal latino de Californie qui confirmera les infos de Petras. Depuis la mi-mars le pays est en effet traversé par des manifestations monstres de sans-papiers (indocumentados) qui

¹¹ A la date du 28 mars, sur mon calendrier en espagnol proposant à chaque page des phrases poétiques de Benedetti je peux lire : « Je suis impatient de t'écouter, heureux de t'écouter, chanceux de pouvoir t'écouter, et craintif à l'idée de t'écouter » (extrait de *Poemas de otros*)

s'opposent à une loi votée à la Chambre, et en discussion au Sénat. La droite républicaine veut frapper l'immigration par cette loi dite HR 4437 ou loi Sensenbrenner qui vise à rendre « criminelle » toute présence illégale sur le sol US, et toute aide à des sans papiers, avec les conséquences judiciaires que cela implique. Le développement de la construction du mur séparant les USA du Mexique est aussi au programme. La loi est en discussion au sénat où les démocrates, sensibles aux révoltes, proposent, avec l'appui de quelques républicains, son adoucissement : plus de référence à la criminalisation et des papiers pour tous ceux qui sont dans le pays depuis plus de cinq ans. Les sans-papiers seraient entre douze et vingt millions et le sénat proposerait d'en légaliser sept millions sur cinq ans.

James Petras continue d'expliquer : « Le contenu des marches est profondément prolétarien. Ils n'étaient pas tous des prolétaires mais c'était le cas de la grande majorité et en particulier des plus mal payés, qui font un travail difficile et dangereux dans la construction, l'agriculture. Et c'est une protestation politique contre l'Etat qui veut imposer une nouvelle loi. Ce n'est pas seulement un conflit du travail mais un conflit au sujet du travail. Je pense que c'est l'expression d'un nouveau pouvoir émergent des latinos dans diverses villes et Etats, où il sont quasiment la majorité, comme à Los Angeles, où les trois-quarts des enfants des écoles sont des Asiatiques ou des Latinos. »

Pour une part, cette lutte continue les luttes des noirs pour les droits civiques. On y retrouve l'influence des églises (cette fois c'est l'église catholique), le principe de la manif monstre, de la désobéissance civile et d'un combat sur la durée (l'action du 1^{er} mai est déjà prévue : une journée sans immigrés !). En même temps, elle est d'une autre nature. La bataille des noirs était une bataille DANS le système, pour permettre aux noirs d'accéder aux mêmes droits que les blancs. Dans le système, car le mouvement devait bénéficier uniquement aux noirs. Pour comprendre, il faut savoir qu'aux USA le système des races est clair. Côté indien la race est fixée par la généalogie : si un couple est mixte, sa descendance n'est pas indienne pour l'institution. Côté noir, la race est dans l'apparence : si un couple est mixte, les enfants sont noirs pour l'institution, car il suffit d'avoir un seul caractère négroïde pour être classé noir. Pour les Indiens, il s'agissait d'arriver à leur disparition. Pour les Noirs, il s'agissait de refuser le métissage. Ces questions furent concrètes jusqu'aux années 60 : comment savoir si je dois aller à l'école des Noirs ou à l'école des Blancs, si je suis un Blanc aux cheveux crépus ? La bataille pour les droits civiques a rendu les écoles ouvertes à tous, donc cette question a disparu, mais les races sont restées sinon comment mettre en œuvre « la discrimination positive » ?

Avec la lutte des sans-papiers, le social l'emporte sur le racial, puisqu'il s'agit surtout de latinos (d'où l'intervention de l'église catholique alors que pour les Noirs ce furent les églises protestantes) qui peuvent être indiens (surtout s'ils sont Equatoriens), noirs, blancs et surtout métis. Côté Rio Grande, c'est le refus du métissage. Côté Rio Bravo, donc au Mexique, le métissage est la règle (ce qui ne signifie pas une diminution des discriminations y compris dans ce pays laïque). Existe-t-il d'autres fleuves frontières sans le même nom sur les deux rives ?

James Petras continue de répondre à Efrain qui lui demande : « Je lisais dans **La Jornada**, que le directeur de l'institution **Enlaces-América**, affirme que nous voyons naître le nouveau mouvement pour les droits civils aux USA ? »

James Petras : « Oui, mais c'est une vision très limitée car les droits civils ne touchent pas les conditions de travail, qui sont les pires et qui est le contexte de cette protestation. Derrière ce mouvement il y a beaucoup de revendications sociales oubliées par la bureaucratie syndicale, des millionnaires qui n'essaient jamais d'organiser en profondeur les immigrants. Y compris l'organisation qui s'appelle Organisation des Journaliers agricoles qui est une mafia qui manipule pas moins de sept mille salariés et qui n'a obtenu aucune victoire en vingt-cinq ans mais qui au contraire fait perdre des droits. Pendant ce temps, les dirigeants de ces mal nommés syndicats qui sont des descendants de Mexicains, consomment avec leur famille les financements qui viennent de fondations. Nous allons donc voir apparaître de nouvelles organisations. Et la forme des mobilisations est tout aussi importante. Elle s'est produite grâce aux réseaux de radios communautaires qui répercutèrent les informations, grâce à des associations culturelles et le tout pour des manifestations pendant le temps de travail. »

Parmi les nouvelles organisations, Diego note, toujours sur **La Opinión**, **L'alliance nationale pour les droits des êtres humains**, dirigée par l'universitaire Armando Navarro

qui indique : « Depuis 2004, date de création de notre association je reçois des menaces téléphoniques, par courrier et par mail, et maintenant, avec le mouvement en cours je me protège du mieux que je peux, mais c'est une part de la vie politique depuis toujours. Les forces de droite ont cependant un problème, ce mouvement n'a pas de direction centralisée ». S'agit-il d'une différence majeure avec le rôle central joué par Martin Luther King dont nous savons comment s'acheva sa vie ?

Autre différence : le social passe tellement au premier plan que la majorité des forces économiques des USA s'oppose à cette criminalisation des immigrés (indispensables aux entreprises), contre les forces politiques de droite ! Ce phénomène rappelle le rapport entre Bush et Chávez : politiquement il existe une « guerre » entre les deux, mais économiquement Chávez s'entend bien avec les pétroliers US (chacun défendant ses intérêts bien sûr).

Voilà pourquoi, face à de telles contradictions, ce mouvement de révolte a le vent en poupe. Son aspect social n'élimine pas l'aspect communautaire mais Diego note le changement de nature, et quand on sait l'importance planétaire des luttes qui se déroulent aux USA (aux obsédés du génial mai 68 français, rappelons qu'il faisait suite à d'importants mouvements nés aux USA contre la guerre du Vietnam) on peut éventuellement lire dans le phénomène une inversion de la tendance à la régression sociale, inversion qui rencontre les luttes en Amérique du Sud, en France et dans bien d'autres pays, mais qui ne passent pas le mur des médias. Qui dit inversion, dit solutions ! La seule est-elle la légalisation des sans papiers ? Non bien sûr : il y a l'aide aux pays d'origine et là, par contre, les forces économiques se retrouvent avec la droite. Par les accords bilatéraux du libre-échange, les pays latinos s'enfoncent dans la crise qui alimente l'immigration. Comment le système peut-il sortir de la contradiction ?

William I. Robinson est un des intellectuels qui se plaça le plus fortement du côté des immigrés qui débutèrent leurs manifestations le 10 mars à Chicago. Il s'en suivit des licenciements et des luttes pour la réintégration qui furent parfois victorieuses. Puis il y a eu le 25 mars comme journée nationale d'action. A présent le rendez-vous est fixé au 10 avril, dans 10 villes du pays. Et ensuite viendra le premier mai, la journée sans immigrants. Mais déjà des divisions se font jour. Faut-il prendre le risque de faire grève et de perdre son job ? Que faut-il obtenir ?

Robinson rappelle les actes des adversaires : « L'organisation paramilitaire Minutemen qui est une version moderne et anti-latine du KKK s'est répandue de son lieu d'origine, la frontière sud de l'Arizona et de la Californie, jusqu'à de très nombreux autres Etats. Son discours plus que raciste est néo-fasciste. On a filmé des membres avec le polo : « Kill a Mexican today » (tue un Mexicain aujourd'hui). Ces clubs sont promus par des leaders de la droite dure, riches propriétaires agricoles ou entrepreneurs, mais avec le soutien de membres de la classe ouvrière blanche qui ont été flexibilisés et déplacés par la crise économique ».

Diego note avec intérêt que notre bouc émissaire devient en espagnol le **Chivo expiatorio** et si les mots changent les réalités sont partout les mêmes. Là-bas ce sont 400 000 Mexicains qui tentent chaque année de passer la frontière. Chaque année vingt milliards de dollars de devises sont transférés des USA vers le Mexique mais un tiers viendrait de l'argent sale. Un livre serait à écrire sur la circulation des mafias aux Amériques.

Et Montevideo ? Diego présentera l'Uruguay une autre fois si l'occasion se présente car il est impatient de retrouver le Pérou où tant d'amis l'attendent.

P.S. : Les élections de novembre 2006 arrivant, la question fut reportée à plus tard. En juin 2007, retravaillée dans un sens plus progressiste avec l'aide d'Edward Kennedy un nouveau vote laisse la situation en l'état où elle était. La nouvelle proposition Kennedy, malgré l'appui de Bush, ne put être votée. Comme prévu, elle divisa le mouvement de protestation entre ceux qui y trouvèrent une avancée, et ceux qui pensèrent que les avancées ne compensaient pas les reculs. De leur côté, les conservateurs répétèrent que la nouvelle loi était une prime aux illégaux puisqu'ils pouvaient être amnistiés.

Côté immigrants, les organisations favorables à la loi (à cause des sept millions de légalisations prévues) étaient le Conseil national de la race, le Forum national sur l'immigration, NALEO. Les organisations défavorables étaient l'Alliance nationale des communautés latino-américaines, le Réseau national des droits des immigrants. Le projet Kennedy proposait surtout la réunification familiale considérée comme un droit majeur, avec, en conséquence le refus des programmes d'emplois temporaires. La centrale syndicale AFL-CIO était contre le vote de la loi. L'autre centrale « Chang to Win » était pour.

Pour comprendre, souvenons-nous que le capitalisme d'aujourd'hui, dans sa version offensive, avance toujours pour mieux reculer ou, pour le dire autrement : donner d'une main pour reprendre de

l'autre. Autrefois, un acquis social s'ajoutait à un acquis social. Aujourd'hui un « acquis social » est échangé contre des pertes de « privilèges » et il est toujours difficile de faire un bilan. Voilà pourquoi Bush, un homme du sud des USA, voulant faire un geste (c'était une promesse électorale) s'opposa aux plus attardés de ses amis et s'allia avec Kennedy, un homme du nord, plus soucieux d'humanitaire.

Avec Nancy Obregon, une plongée dans l'élection péruvienne

Le 9 avril 2006

Diego, pouvait-il suivre la soirée électorale péruvienne dans un hôtel plus minable ? Dès le 1^{er} avril il avait atterri à Lima puis entrepris un voyage en bus vers le Nord. Il se trouvait à présent dans un hôtel de Cajamarca, un lieu qui eut son heure de gloire, sur la place centrale de cette ville de montagne, mais qui aujourd'hui manque cruellement d'investissements. Au rez-de-chaussée cependant, une télé a permis aux quelques présents de suivre la semi-victoire d'Ollanta Humala. Quinze jours avant le scrutin, les sondages donnaient : 28% pour Humala, 27% pour Lourdes Flores, et 20% pour Alan Garcia. Humala devrait passer le cap de 30%.

En cette soirée d'automne idéale pour les joies de la rue, n'oublions pas les pluies diluviennes tombées récemment (effet d'el niño) et que Diego avait cru éviter en n'allant pas à Piura. Une fois de plus Tumbes, ville de cette région à la frontière avec l'Equateur, a été largement inondée, mais Cajamarca aussi ! Laissons cependant les problèmes du climat pour le climat électoral, après la « dégustation » d'un piètre poulet frites précédé cependant d'une soupe aux herbes dont il faudrait donner la recette. Bref, l'heure des comptes réels a commencé après la tonne de sondages.

Pour départager les deux premiers, tout le monde sait qu'un second tour sera nécessaire, c'est-à-dire une nouvelle campagne électorale d'un mois. Pour Humala la qualification est acquise avec 30%. Par contre, quel suspens entre Lourdes Flores et Alan Garcia pour la seconde place ! Humala sera-t-il face à l'oligarchie représentée par Lourdes Flores candidate de l'Opus Dei - ici comme au Chili l'Oeuvre de Dieu a ses entrées dans tous les cercles du pouvoir ? Ollanta Humala a joué la carte populaire et rien de surprenant si à Cuba, **Granma**, sous les auspices de Alonso del Prado vient d'en faire les éloges. Humala, s'il est élu, devrait compléter l'axe : Cuba-Venezuela-Bolivie ! Cependant il dit clairement : « je ne suis ni de gauche ni de droite, je suis nationaliste ». Entre les deux tours, on peut penser qu'il va insister sur l'élément « ni de gauche » pour attirer les électeurs de droite vu que la seconde place risque de revenir au candidat de la fausse gauche, Alan Garcia.

Ici même, à Cajamarca, le discours d'Ollanta passe très bien. Ce fils d'agriculteur veut faire de l'agriculture paysanne sa priorité et ce n'est pas du luxe quand on sait la misère des campagnes. Mais la région n'est pas seulement agricole. Elle possède encore une mine d'or où Diego avait espéré descendre, mais il n'a plus l'âge, et de toute façon les dirigeants ne rigolent pas avec la sécurité. Le discours anti-américain d'Humala reconforte beaucoup de citoyens péruviens qui souffrent d'assister au pillage de l'or et du pétrole par les compagnies US. Discours anti-américain qui pousse Humala à déclarer : « Je pense qu'il faut appuyer fermement le Protocole de Kyoto ». En Europe on croit souvent que les préoccupations écologiques n'ont pas encore fait des émules dans des pays pauvres plus soucieux de combattre la faim que la pollution. Or, ces deux politiques se complètent quand on cherche à renforcer les droits des êtres humains.

Dans cette élection, l'ancien président Alan Garcia est le troisième larron qui, au cours de la campagne, a pu refaire son retard. Au pouvoir de 1985 à 1990 ce chef de l'antique parti l'APRA est d'une longévité exceptionnelle. Après la chute de Fujimori, il put revenir au Pérou (suite à un exil doré notamment en France, lieu où passa aussi Humala qui en 2002 étudia à la Sorbonne). Il se retrouva candidat battu au second tour par Toledo en 2002 et le voici comme par miracle présent à nouveau au second tour ! Tout dépend donc à présent de l'évolution du discours d'Humala. Pour les dernières présidentielles équatoriennes (le pays voisin), Lucio Gutiérrez, un ancien militaire comme Ollanta, avait défendu un discours à gauche pour gagner une place au premier tour, puis il abandonna ce discours afin de gagner les électeurs de droite

pour accéder à la victoire. Total, il fit une politique de gauche pendant trois mois puis s'aligna sur Bush !

Il serait injuste de s'en tenir à l'élection présidentielle car que peut faire un président s'il n'a pas la majorité au Congrès (en France, l'Assemblée nationale). Or nous savons dès à présent qu'aucun président n'aura la majorité. A Cajamarca l'APRA aura deux députés, Alejandro Rebaso Martell et Doris Cabanillas ; Humala seulement un élu et ici une précision, un élu du Parti nationaliste qu'il dirige, mais à la présidentielle il était le candidat d'un autre parti, l'UPP, un vieux parti centriste de l'ancien responsable péruvien de l'ONU Perez de Cuellar. Le parti de Lourdes Flores (UP) aurait aussi un député bien que son résultat soit minable dans la région. Dans ce Congrès, un petit parti (FIM) qui s'était distingué au moment de la chute de Fujimori, est éliminé. Par un miracle encore inexplicable, son dirigeant, Fernando Olivera se trouva en possession d'une cassette vidéo explosive dont la diffusion sur une chaîne télé entraîna la chute de Montesinos puis de Fujimori (voir plus loin).

Parmi les « petits » candidats de la présidentielle la gauche ordinaire a été ridiculisée (moins de 1% malgré ses divisions : Parti socialiste, Force démocratique, ou Nouvelle Gauche). Par contre le candidat évangéliste Humberto Lay a pris une bonne option pour le prochain scrutin. Cette religion avait soutenu en 1990 Fujimori qui refusa de renvoyer l'ascenseur une fois au pouvoir. A présent, comme souvent en Amérique latine, les évangélistes se présentent en tant que tels et Humberto Lay a pu capitaliser des soutiens jusqu'à frôler la barre des 5%.

Vu l'actualité des difficultés du gouvernement français avec « ses » étudiants, voici une anecdote finale liée à ceux de Cajamarca. En février, la police obtint l'autorisation de pénétrer dans l'Université nationale, située assez loin de la ville, sur la route de Celendín. Les bâtiments ressemblent étrangement aux cités scolaires construites en France au cours des années 60. Diego eut le plaisir de pénétrer dans l'un d'eux, pour, au second étage, accéder à une bibliothèque plutôt archaïque mais comme toute bibliothèque dotée de trésors inestimables. Telle n'était pas la destination de la police. Les bâtiments sont sur un lieu spacieux, si spacieux qu'il y a des jardins, et dans les jardins du bâtiment des ingénieurs... les flics détruisirent un grand parterre de plants de fleurs (cinq cents). C'était du pavot ! La direction de l'université fut outrée par cette destruction de plantes ornementales et précisa : « Le nombre élevé de plants rencontrés s'explique par la propagation naturelle de semences ». La culture de la dite plante avait commencé huit ans avant. Ainsi va la vie.

C'est dans cette université que Diego rassembla les documents lui permettant d'expliquer comme Humala Ollanta en arriva à jouer les premiers rôles.

Le 29 octobre 2000, au Pérou, cinquante soldats tentent une folle rébellion dans le sud. Au même moment, le bras droit du président Fujimori, Vladimiro Montesinos, en fuite depuis le 17 septembre, est revenu secrètement mais personne ne sait pourquoi. L'armée reste fidèle au président et les deux opérations échouent. Montesinos quitte à nouveau le pays le 29 au soir par les moyens les plus rocambolesques, quand commence la débandade des cinquante soldats et de leur colonel, Ollanta Humala. Son frère Antauro était à Lima pour lui servir de relais dans la presse et il y annonçait ses références : *La République de Platon*. Loin de la philosophie, les soldats perdus dans les campagnes découvrent avec surprise un peuple qui les acclame quand ils demandent un peu de nourriture et un guide pour mieux échapper aux poursuivants. « *Humala, amigo, el pueblo esta contigo* » (Humala, cher ami, le peuple est avec toi) voilà le cri que le colonel retient de cette aventure d'où il craint de ne jamais revenir quand il est finalement arrêté.

Ce coup d'Etat d'un colonel contre un régime pourri ressemble à celui de Chávez en 1992 au Venezuela. L'histoire se répète puisque six partis politiques sur sept demandent la vie sauve pour le colonel, comme pour Chávez. Après la capture, il est donc libéré et envoyé à Paris pour l'écarter de la vie locale. Ollanta Humala y méditera sur l'expérience que le général péruvien Velasco Alvarado y a acquise, une expérience qui a conduit Velasco à réaliser un coup d'Etat militaire de gauche en 1968 ! Ce général, le jeune Chávez le rencontrera avant qu'il ne soit renversé en 1975, et il en fera un de ses modèles. Les trois militaires, Velasco, Chávez et Humala possèdent la même idole : le général de Gaulle et son nationalisme passablement anti US.

Voilà comment en 2006, des Péruviens découvrent, parfois avec effarement, d'immenses panneaux 4x3 où Humala, devenu candidat à la présidence de la république, pose devant l'immense portrait de Velasco Alvarado. Comment a-t-il pu devenir un des favoris de l'élection présidentielle ?

Comme partout, les médias jouent un rôle décisif en matière d'élection présidentielle (avec effets productifs et contre-productifs). Plus les médias boliviens ont dénoncé Evo Morales et plus il est monté dans les sondages. Au Venezuela, on ne peut pas dire que les médias fassent le bonheur de Chávez pourtant, ils jouèrent un grand rôle en 1992 quand ils le firent connaître comme celui qui déclara : « nous avons perdu, pour le moment ! ». La lecture du livre fabuleux de Maurice Lemoine, *Chávez presidente !*, montre très bien comment, au départ, le prince des médias, Gustavo Cisneros, pensa manipuler le colonel.

Au Pérou, si on ne tient pas compte de la presse *chicha* (nous dirions la presse à faux scandales), des journaux et des télé permettent de découvrir deux choses : des journalistes à l'immense talent et au courage à toute épreuve, avec au-dessus d'eux, des patrons fabricants de présidents. Fujimori poussa l'obsession du contrôle des médias jusqu'à la décision : il fit voter une loi décrétant que seuls des Péruviens pouvaient être propriétaires de télévisions, il annonça que Baruch Ivcher, personnage central dans les médias, était Israélien, et il lui confisqua *Frecuencia latina* ! Baruch Ivcher avait décidé de laisser tomber Fujimori (ou l'inverse) et fut donc chassé d'un pays où il est revenu depuis (avec une forte indemnité).

En l'an 2000, donc, les médias décidèrent, comme toujours, de promouvoir un adversaire « minable » de Fujimori. Pour détruire le prestige de Alberto Andrade, le populaire maire de Lima la télé fabriqua Alejandro Toledo. Il ne l'emporta pas en 2000 mais après la chute du président ... intervenue 3 mois après sa nouvelle prise de fonction, il sera l'heureux gagnant en 2002.

En 2006, la candidate de l'oligarchie, Lourdes Flores, peut craindre un seul adversaire Alan Garcia ancien président de 1985 à 1990. Les médias, par sondages interposés, appuyèrent Humala Ollanta qui, pour être candidat, avait signé une alliance avec l'UPP, parti traditionnel de centre-droit. Ils avaient l'assurance de pouvoir ensuite le descendre, avec des histoires du temps où le colonel combattait le *Sentier lumineux*. C'est par de telles dénonciations qu'Ollanta arriva dans les journaux français. Une diffamation qui a toujours deux avantages : les maîtres du monde avancent toujours deux fers au feu, et dans ce cas, en dénigrant un homme de gauche, le débat porte sur un sujet « pour ou contre les accusations » et non sur le bilan et ses vrais enjeux. Pas de discussion sur Lourdes Flores ou la réalité de la situation péruvienne. Pendant que vous vous demandez, « Ollanta Humala a-t-il oui ou non participé à des crimes dans le cadre des opérations militaires de 1992 ? » Baruch Ivcher vire un journaliste extraordinaire par sa pugnacité qui s'appelle César Hildelbrandt, afin de mieux assurer la victoire de sa favorite. Cette victoire devient stratégique pour toute la démocratie chrétienne : après l'arrivée au pouvoir d'Angela Merkel et de Michelle Bachelet (bien que membre du Parti socialiste, elle est porteuse du projet d'une coalition où la démocratie chrétienne prétend jouer un rôle essentiel), ce succès péruvien signerait un renouveau prometteur. N'oublions pas qu'au Pérou, 15% de la population est à présent évangéliste, que Fujimori fut élu avec l'appui total de cette religion et qu'en conséquence les catholiques souhaitent revenir aux premières places. Bref, afin d'éviter les pièges des rois des médias, posons quelques questions cruciales dans la foulée de la campagne d'Ollanta Humala :

1) Quelle est la fonction du nationalisme aujourd'hui, aux Amériques, tout comme chez nous ? Le Pérou est un pays nationaliste doté d'un soda patriotique *L'Inka Cola*. Pour Ollanta, dont le slogan est « amor por el Perú », le nationalisme c'est la capacité à faire travailler ensemble des forces de droite et des forces de gauche car le capitalisme féodal qu'il combat féroce ment porte préjudice à toute la structure sociale du pays. Son parti est le parti nationaliste péruvien.

2) Quelle est la place de la revendication identitaire ? Par son nom plus que par son apparence, Ollanta Humala prouve les traces indigènes qui lui viennent de son père (une mère blanche). En quechua Humala signifie : quelle tête ! Dans sa stratégie ethno-cacériste, l'identité indigène ne s'oppose pas au nationalisme mais l'alimente et le nationalisme ainsi vécu appelle à une union avec la Bolivie. Cependant la référence à Andrés Bello Caceres n'a pas la même cohérence que la référence à Sandino au Nicaragua, ou ailleurs à Bolivar, Tupac Katari, Tupac Amaru ou

Zapata. Caceres n'a pas voulu que sa lutte contre l'envahisseur chilien se poursuive contre l'oligarchie péruvienne alors que le choix des autres révolutionnaires fut nettement contre les classes dominantes nationales. Et le social disparaît sous le racial quand il glorifie la pureté de la race « cuivrée », attitude qui fait enrager Vargas Llosa.

3) Comment en revenir aux nationalisations ? Le projet économique industriel de Ollanta est celui de Velasco Alvarado qui osa nationaliser une compagnie US du pétrole. Cependant, tout comme Morales ou Chávez, pas question d'expropriation.

4) Où placer la question religieuse ? Au Pérou, la place des Israélo-péruviens a été importante aussi bien autour de Fujimori que de Toledo (citons pour ce dernier dont l'épouse est juive : David Waisman, Jacques Rodrich et surtout Yosef Maimann). Peut-être, pour se démarquer, Ollanta Humala s'est fait photographe aux côtés des dignitaires du Hamas, photo qui a été publiée dans **La República**, journal de centre-gauche qui, comme toute la presse, fait campagne contre lui. Le positionnement anti-impérialiste en Amérique latine conduit à des alliances avec l'Iran. Chávez, que le nationalisme a conduit vers des stratégies profondément de gauche, considère d'un bon œil la « révolution » iranienne. Les liens économiques ne devraient pas entraîner de telles confusions politiques.

5) Depuis 1990 les partis traditionnels ont volé en éclats. Fujimori a été élu sans avoir un parti puis imposa une dictature (avec l'appui de la CIA). Ensuite il fut remplacé par Toledo (un ancien de la banque mondiale) qui n'avait pas plus de parti que son prédécesseur. Les partis traditionnels ont été balayés en Uruguay, Venezuela, Mexique, Costa Rica, Bolivie. Alors qui fabrique les présidents ?

6) Le marketing remplace les partis. Fujimori avait été animateur télé. Les amis de Vargas Llosa candidat contre Fujimori en 1990, oubliant ce passé médiatique, crurent utile de promouvoir un « imbécile » pour aider leur poulain ! Total l'imbécile gagna.

7) En 2006, la candidate des médias, Lourdes Flores, fait d'abord la promotion d'un « imbécile » sans parti réel Ollanta Humala. La télé est plus que jamais sous contrôle. Il reste des miettes d'espace politique plus libre dans la presse écrite.

5) Hildebrandt fait figure de journaliste iconoclaste, une forme de Jean-François Kahn. La bataille autour des médias devient décisive : au Chili, les télé privées sont entre les mains de l'Opus Dei qui sait que là se joue l'avenir. Pour une presse aux côtés des luttes populaires, il y a du travail à faire. Au Pérou un journaliste comme Angel Paez est un homme de poids et sérieux, César Hildebrandt joue le rôle du fou du roi. Il veut rendre le pouvoir ridicule sans craindre de se rendre ridicule. Le roi étant nu, la révolution n'est pas là pour autant.

Et Nancy Obregon allez-vous dire ? Cette *cocalera* est élue députée aux côtés d'Humala. Elle représente bien le Pérou des Andes et un Pérou au féminin ce qui n'est pas simple. Elle a connu la prison pour décourager son action sociale. La fonction de député va-t-elle l'obliger à s'assagir ? Les problèmes sociaux ne pouvant qu'empirer, sa place peut être un atout de plus aux côtés de toutes les révoltes¹².

Avec Andrés Solís en Bolivie

Les 1 et 4 mai 2006

Pour ne pas trop s'éloigner du Pérou, afin d'y être à nouveau présent pour le second tour, Diego s'achemine en bus jusqu'à La Paz sans prendre le temps de décrire les fabuleux paysages qu'il traverse. Les Amériques possèdent des merveilles naturelles disparues depuis longtemps dans la vieille Europe.

Il y arrive juste avant le 1^{er} mai dans une ambiance faite de rumeurs et de luttes. Depuis une semaine, les militaires boliviens étant consignés dans leurs casernes, l'heure de la nationalisation semble venue. Le gouvernement dément mais le 1^{er} mai à 12h 30, sur le champ pétrolifère de San Alberto, Evo Morales signe le décret n°28701 qui nationalise de manière définitive les ressources en gaz et pétrole du pays. Andrés Solís le ministre des hydrocarbures est aux anges. Cet intellectuel avait le projet dans ses cartons depuis tant d'années ! Il sait cependant que la bataille ne fait que commencer. Ce n'est pas une nationalisation complète de l'exploitation : les compagnies ont cent quatre-vingt jours pour signer de nouveaux contrats

¹² A partir du 5 juillet 2007 une grève générale des enseignants commença à secouer le Pérou. Avec d'autres députés du Parti nationaliste Nancy se rangea parmi les révoltés.

conformes aux intérêts de la Bolivie¹³. Une entreprise pétrolière nationalisée existe déjà la YPFB (un sigle dont on va beaucoup parler) et c'est par elle que devra passer toute la production. Elle contrôlera la commercialisation en Bolivie, et les compagnies, signataires de conventions d'exportation, (Repsol entreprise surtout espagnole se vantait de gagner dix dollars en Bolivie quand elle y en investissait un). Une bataille d'enfer est engagée qui n'est pas la seule dans le pays. On peut supposer que la riposte sera féroce du côté réactionnaire, dans la région de Santa Cruz (la région du gaz).

L'intervention surprise des militaires prenant possession des puits de pétrole au moment de la signature du décret est un acte audacieux du président qui reprend ainsi un exemple péruvien de 1968, et qui est le seul moyen pour négocier en position de force.

Du côté des USA, la révolte des immigrés continue de susciter inquiétude parmi les autorités et espérance parmi le peuple. Cette journée du 1^{er} mai aura été pour le pays la première grève nationale. En effet, jamais les USA n'avaient connu d'appel à une grève nationale. Les organisations syndicales refusèrent de se mouiller mais les travailleurs se mobilisèrent par centaines de milliers.

En Bolivie on va passer de la nationalisation aux négociations.

Le quatre mai, les dirigeants politiques concernés se réunissent en un lieu splendide pour tenter de calmer le jeu. Ils sont au point de rencontre de trois pays. Puerto Iguazu côté Argentine, Ciudad del Este côté Paraguay, et Foz do Iguazu au Brésil. Deux ans avant, Diego eut le plaisir d'y croiser le même José qu'à Neuquén. Il s'en souvient à cause du repas qu'il lui offrit (pour faire oublier un mauvais souvenir argentin) avec côtes de porcs à la braise, haricots frits, papaye le tout arrosé du jus de lime, le fruit du limetier à la pulpe verte qu'on appelle « lima », variante de « limon » qui donne limonade en passant par citron (limon vient de l'arabe laymûn mot pris au persan limun). Splendide lieu, aux immenses chutes d'eau agrémentées par la verdure tropicale. De magnifiques roitelets (le martin-pêcheur) y font leurs nids derrière les chutes d'eau ! Leur danse devant le fleuve constitue un ballet de premier ordre. Le rio Parana est la légende qu'il mérite (l'Amazone n'est pas seule aux Amériques).

La température est de saison : un 8° à l'entrée de l'hiver, quoi de plus normal ! Une fraîcheur qui ne change cependant pas le classique costar-cravate des présidents (sauf un qui garde le col ouvert). De toute façon, ils ne sortent de l'Iguazu Grand Hotel que pour une photo de presse où, main sur la main ils signent leur fraternité. Ce palace de cinq étoiles est le plus cher de la ville, avec casino à la clé. Lula, Morales, Kirchner (cravate bleue impeccable) et Chávez n'y sont pas pour le plaisir du tourisme mais pour ouvrir les négociations sur le prix du gaz. La chevelure noire de Morales devient plus belle encore à côté de la blancheur de la barbe de Lula. L'endroit, qui avait déjà accueilli les présidents d'Argentine et du Brésil six mois auparavant, paraissait le meilleur terrain neutre.

Comment ne pas noter l'étonnement d'observateurs qui croyaient que la nationalisation bolivienne mettrait en grande colère les USA ? Depuis longtemps les entreprises US se tiennent loin de la Bolivie (sauf pour Enron) si bien que la nationalisation a surtout concerné le Brésil (Petrobras), la France (Total) et l'Espagne (Repsol YPF). Par contre, sur la question de la coca Bush fait la guerre à Morales avec nos médias en appui qui aiment parler encore et encore du trafiquant de drogue Evo ! Le président le plus inquiet s'appelle Lula. Petrobras est « son » entreprise nationalisée qui importe de Bolivie la moitié de la consommation du pays en gaz. L'Argentine en importe cinq fois moins. Historiquement, Brésil et Argentine, les deux riches du sous-continent, qui reçoivent beaucoup d'immigrés du Pérou, ont du mal à s'entendre, et les USA jouent la carte de la division. Cette fois pourtant, face à la petite Bolivie, il faut un front uni. La réunion confirmera l'entente entre les quatre présidents ... sans rien régler ! Le point crucial, c'est-à-dire la fixation du prix à payer pour le gaz bolivien, a été renvoyé à des réunions bilatérales ... L'Argentine annonce qu'elle est prête à accepter cinq dollars d'augmentation pour mille m³ mais côté brésilien on refuse de donner un centime de plus.

Les multinationales, que disent-elles ? Exactement comme les politiques à la réunion de Puerto Iguazu : en public, tout le monde accepte la négociation décrétée par le gouvernement bolivien (et les 180 jours de délais), mais, en même temps, Repsol tout particulièrement (25% de

¹³ En France Philippe Val, sur France Inter le 8 mai, va se déchaîner contre cette mesure. « Il y a quelques jours, Chavez, affectueux et protecteur avec le tout jeune élu bolivien Evo Morales, l'a invité à discuter le coup à La Havane avec son grand ami Fidel Castro. C'est probablement là que les deux rusés compères Castro et Chavez ont persuadé Morales de nationaliser sans prévenir et sans négocier ». Le journal *Le Plan B*, qui relève cette énormité, insiste sur le fait que la nationalisation était annoncée depuis longtemps mais néglige d'indiquer qu'en réalité elle va se faire avec négociations. Des négociations qui ne vont pas manquer de poser quelques problèmes.

la production du gaz du pays), se prépare à défendre ses intérêts devant les instances internationales pour dénoncer l'illégalité de la mesure. C'est quoi les instances internationales ? Au Nicaragua, les fonctionnaires découvrirent qu'un accord signé avec le FMI empêchait le gouvernement d'augmenter ses employés de plus de 9%. Les accords internationaux sont des prisons politiques pour les peuples.

De son côté, Total indique que seulement 1% de sa production est bolivienne et qu'elle passe en plus par Petrobras, en conséquence on dort tranquille à la multinationale. Pour BP et Shell deux seconds rôles, silence.

Ceci étant, pourquoi tant de discussions suite à une nationalisation ? S'agit-il d'évaluer le montant des dédommagements ? Pas du tout, puisqu'il n'y a pas d'expropriation. Il s'agit de renégocier des contrats suivant une loi (3058) votée avant l'élection de Morales (malgré l'opposition populaire y compris de Morales) et jamais appliquée. Le décret de nationalisation consiste à donner un ultime délai aux entreprises pour se mettre en conformité avec la décision des députés : 50% des bénéficiaires doivent revenir à l'Etat bolivien qui espère ainsi une rentrée de 750 millions de dollars tout neufs (pour le moment le chiffre tourne autour de 15%). Il y a cependant une nouveauté dans le décret : « Sont nationalisées les actions nécessaires pour que YPFB, (l'entreprise nationale bolivienne) contrôle au minimum 50% + 1 des actions » de quelques entreprises dont Petrobras mais pas Repsol ou Total. Par achat d'actions ? Mystère. Aujourd'hui, après la décision bolivienne du 1^{er} mai, la balle est dans le camp des compagnies ... qui continuent en conséquence de tenir entre leurs mains le destin du gaz bolivien. D'ici six mois, que se sera-t-il passé en Bolivie ? Il y aura eu l'élection à l'Assemblée constituante que Morales espère gagner en juillet, grâce à cette annonce. Puis le 1^{er} novembre, les ressources de l'Etat bolivien devraient être meilleures, des ressources sans lesquelles Morales ne peut développer les politiques sociales qu'il a promises. Une fois encore, l'histoire se fait en marchant, une marche pour laquelle Hugo Chávez devient de plus en plus indispensable : il semblerait que la négociation entreprise à partir du cas bolivien puisse faire avancer son projet d'immense gazoduc (dix mille km et cent mille d'emplois) allant de Caracas à Buenos Aires. Petrobras, qui menace déjà la Bolivie de partir acheter du gaz au Venezuela, attend de son côté l'hypothétique réélection de Lula en octobre, juste avant l'expiration du délai fixé par Morales. Faute de contrat signé que peut-il se passer ?

Diego apporte ses informations mais pour moi, en France, j'en suis réduit à lire des articles sommaires pour comprendre la question. Dans *L'Humanité Dimanche*, Charlotte Bozonnet propose deux pages avec une carte à l'appui et un entretien avec l'ancien ambassadeur de France au Pérou, Antoine Blanca. Il déclare : « La conduite des responsables américains [quand dira-t-on étasuniens ?] témoigne le plus souvent d'une profonde ignorance de l'état d'esprit des populations qui ont pris conscience de la nature égoïste et discriminatoire des projets de Washington. » Et en conclusion : « Quant à l'annonce par Evo Morales de la nationalisation des hydrocarbures, c'est un événement considérable. Derrière ces prises de position, il y a un défi : permettre aux pays latino-américains de discuter avec les Etats-Unis en position d'autonomie. » A suivre donc.

Avec Valentina Palma à Atenco, Mexique

Le 3 mai 2006

Un étudiante chilienne à Mexico, voilà un fait banal pour débiter cette histoire banale. Une histoire qui arrive aux oreilles de Diego au cours de son passage à Cochabamba, Bolivie. Encore et toujours les mêmes croisements inter-américains.

En ce 3 mai 2006 (juste avant la rencontre de Porto Iguazu), quand Valentina Palma se décide à prendre le métro direction Texcoco, ça n'a rien d'original : elle connaît bien la ligne qui, de la capitale, conduit à l'aéroport, aéroport qu'elle utilise pour rentrer dans son pays. En quittant son appartement, elle s'est munie de sa caméra, et a suivi la ligne jusqu'à Pantitlan en direction de San Salvador Atenco.

Atenco ?

Au Mexique, dire « Atenco » c'est comme dire « Larzac » en France, sauf qu'à vingt km d'une capitale, on ne peut pas supposer que des paysans empêchèrent l'installation d'un camp militaire. La lutte débuta dès l'annonce des expropriations pour la construction du nouvel aéroport, c'est à dire le 1 décembre 2001, et ne s'arrêta même pas le jour de la victoire, le 11 juin 2002. Puisqu'en effet victoire il y eut : le président Vicente Fox opta pour l'abandon du projet. Autant dire que la réussite de ces quelques paysans, ayant pu faire céder les multinationales les plus imposantes, révèle une organisation en béton du FPDT.

FPDT ?

El Frente del pueblo en defensa de la tierra engagea une lutte sur tous les plans sans laisser à l'adversaire plus de trois jours de repos. Actions en direction de la justice, des hommes politiques, blocage de rues, émeutes. A un moment trois mille policiers furent mobilisés pour déloger les paysans. Les dirigeants furent arrêtés. Les révoltés prirent des otages qu'ils ne relâchèrent que contre la libération de leurs amis. Vicente Fox, le renard suivant son nom, comprit que face aux militants de Ignacio del Valle il fallait user d'un stratagème que Peter Handke a analysé dans un essai brillant : ***la fatigue***.

Ignacio del Valle ?

Aussi connu au Mexique que le sous-commandant Marcos, ce paysan a vécu en prison, a subi des menaces de mort et même le découragement, surtout aujourd'hui, 3 mai 2006 au moment précis où Valentina quitte le métro pour emprunter le métro-train jusqu'à La Paz et de là, avec l'aide de *colectivos* (petits bus), rejoindre enfin San Salvador Atenco. Valentina est étudiante en vidéo-documentaire aussi, quand elle apprit qu'à Atenco les forces de l'ordre avaient tué un enfant de 14 ans, elle se décida à suivre sa tendance naturelle : partir sur les lieux du drame pour pouvoir témoigner. D'autant qu'elle venait de vivre un 1^{er} mai mobilisateur avec le *délégué zéro* à l'écoute des étudiants et au cœur des manifestations.

Le *délégué zéro* ?

Le Mexique se prépare à élire son président, un acte qui se produit tous les 6 ans avec chaque fois un nouveau candidat car le président n'est pas rééligible. En l'an 2000 le PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel) perdait enfin le pouvoir après soixante-dix ans de règne de parti unique, un règne de plus en plus éloigné des intérêts du peuple. Pour ne pas être absent de ce grand moment électoral les zapatistes auraient pu proposer la candidature du sub (nom abrégé de Marcos ou sub c'est sous), mais la démarche zapatiste est opposée à toute entrée dans la mascarade politicienne. Toute élection étant devenue une lutte de personnes sur le marché électoral, les zapatistes proposèrent au mouvement social de profiter de l'occasion pour lancer « l'autre campagne », celle qui pouvait fédérer les luttes sociales. Après 3 mois de réunions d'organisation (de septembre à décembre 2005), le *délégué zéro* (le sous-commandant n'a pas fait que changer de nom comme on le verra plus loin) est parti à l'écoute du pays. Depuis, les médias disent que partout où Marcos passe, il sème la révolte.

Marcos ?

Marcos était à Atenco peu avant les événements dramatiques qui viennent de se produire mais il n'est le déclencheur de rien car à Atenco comme ailleurs, les mobilisations sont bien antérieures à son passage. Pourtant le 3 mai, en décidant la plus vaste opération policière engagée depuis des années (la précédente date de la prise de l'université occupée pendant 6 mois), « l'autre campagne » n'était pas absente des préoccupations gouvernementales. En faisant d'Atenco un point de fixation, il s'agissait de faire payer aux paysans de ce village l'enterrement gouvernemental de « l'autre campagne ». L'enjeu dépasse à présent la construction d'un aéroport. Il s'agit de la construction d'une révolution ! Ou « l'autre campagne » réussit à faire libérer les deux cent prisonniers emportés par la police et sa gloire est assurée (jusqu'à présent elle était traitée de manière folklorique), ou la guerre sociale engagée est perdue, et Marcos sera obligé de se replier une fois de plus dans la forêt Lacandona.

Deux cent prisonniers ?

L'intervention de la police fut d'une férocité exceptionnelle et Valentina Palma en est la preuve, non par ses films qui lui furent confisqués mais pas ses cris, qu'elle pousse de Santiago du Chili. Quand elle arriva à Atenco vers huit heures du soir, elle commença par filmer l'organisation des gardes populaires que le FPDT mettait en place en prévision des luttes à venir. Puis, peu de temps après, toutes les cloches de la ville se mirent à sonner pour annoncer l'entrée en action de

la police. Elle continua de filmer ici ou là avant de se protéger en se réfugiant dans la bibliothèque située face à l'église. Valentina ne pouvait imaginer la suite. La police entra partout, la captura avec tout le monde, la roua de coups sur tout le corps, lui confisqua son matériel, et la conduisit en prison. Le transfert des personnes dura de huit heures du matin à quatre heures du soir ! Après un temps immensément long car sur tout le trajet ce furent viols, attouchements et coups divers et après un court passage en prison, elle fut conduite à l'aéroport, où elle retrouva son compagnon et avec lui, elle fut expédiée au Chili. L'horrible répression lui laissa le goût d'une immense colère.

Colère ?

Ignacio del Valle ne sait plus ce qu'est la colère. Il ne plonge pas pour autant dans la résignation. Il tient seulement à avouer son impuissance. Son mouvement est décapité. Soit la peur cloître les paysans chez eux, soit ses amis sont en prison. Le 6 mai une assemblée générale des révoltés a eu lieu au siège du FPDT, sous l'œil attentif d'un grand mural représentant l'inoubliable Zapata. Après d'innombrables discussions, un plan de contre-attaque a été élaboré. Mais que va-t-il donner ? La solidarité va-t-elle fonctionner ? La présence de Marcos est-elle un atout ou un handicap ? Pour les uns, il s'agit d'un atout, et Marcos a déjà indiqué qu'il ne quittera pas les lieux tant que les prisonniers ne seront pas libérés. Pour d'autres, il s'agit d'un handicap car le pouvoir pouvait céder localement, mais il ne le peut plus face à «l'autre campagne» sauf à donner à tous les révoltés, un bol d'oxygène.

L'oxygène ?

Pour la première fois depuis cinq ans, Marcos a accepté de répondre aux questions d'un journaliste de **La Jornada**, son ami, Hermann Bellinghausen. La médiatisation d'Atenco ne peut pas être plus grande (au Mexique, car les luttes sociales sont indignes du moindre article sérieux dans la presse internationale). Que dit le délégué zéro ? Qu'Atenco confirme des observations déjà faites partout sur la planète : hier les pouvoirs publièrent des journaux à leur botte, puis les journaux devinrent un pouvoir à eux seuls (le quatrième disait-on parfois) et à présent, les médias commandent les pouvoirs politiques. Conséquence : les médias n'ont plus à parler du réel, ils parlent de ce dont parlent les médias. Ils y perdent alors toute crédibilité et risquent de ne plus rien pouvoir. Mais le journaliste insiste : « Vous, Marcos, ne cherchez-vous pas en premier lieu à occuper les médias ? » « Mais, comment pourrais-je vouloir occuper des médias fondamentalement opposés au combat que nous menons ? ». Alors le journaliste insiste : « Atenco est devenu une grande affaire médiatique ! ». Marcos précise : « J'ai vu **TV Azteca**, j'ai écouté la radio. Comme partout les médias mettent en avant la violence des paysans à laquelle les policiers auraient répliqué. Peut-être, dans certains cas, va-t-on considérer que la police a exagéré mais sur le fond, on veut faire croire que les premiers responsables, ce sont les paysans. S'ils se soumettaient à l'ordre ambiant, l'ordre serait sans problème ».

L'ordre ambiant ?

Depuis le grand texte « oxymoron » les Zapatistes démontrent les transformations profondes du système : c'est au nom du droit à manifester, du droit de vote, au nom de la liberté d'expression, de l'écologie, au nom de la démocratie et des droits de l'homme qu'on assassine le droit à manifester, le droit de vote, la liberté d'expression, l'équilibre de la nature, la démocratie et les droits de l'homme. Ce faisant, on peut répondre que le système continue d'être ce qu'il a toujours été. Non, car, pendant longtemps, le système a considéré que la liberté d'expression était dangereuse, le droit de vote un pouvoir donné aux ignorants etc. puis il a été obligé de lâcher des droits sociaux qui servent à présent de prétextes pour en finir avec les droits sociaux ! On comprend mieux le rôle des médias, car il faut de forts moyens d'intoxication pour faire avaler de tels oxymores. L'ordre ambiant est le désordre organisé !

Organisé ?

« L'autre campagne » se veut une organisation révolutionnaire nouvelle. D'abord le mot organisation. Pour les Zapatistes pas question de se battre sans organisation. Quand on construit une armée, l'EZLN, le bavardage est limité. Quand on sort d'une stratégie militaire, il importe encore plus de réfléchir à l'organisation. En conséquence, toutes les forces sociales se sont rencontrées, pour des réunions dont l'ordre a été fixé par l'EZLN afin d'élaborer un comité, avec des adhérents, des directives, etc. Rien de militaire puisque l'autonomie de chacun est

respectée mais au nom de ce respect pas question de défendre n'importe quoi, n'importe où et n'importe quand. Les bureaucrates syndicaux pourraient noyauter le mouvement. Et, à Atenco, la condamnation des violences policières ne dispense pas de toute analyse critique de l'organisation de l'action de lutte. Marcos ne dit pas que le FPDT n'a pas été à la hauteur de ses responsabilités mais que le contexte présent oblige à revoir les formes de lutte. Ce qui ne signifie pas qu'il ait la réponse aux questions posées.

La réponse ?

Le dimanche 7 : actions d'information et de collecte de fonds pour le soutien aux victimes.

Le lundi 8 : blocage d'une avenue essentielle de Mexico.

Le mardi 9 : diffusion nationale d'un tract à 500 000 exemplaires pour informer.

Le mercredi 10 : achat massif des produits des marchands de fleurs d'Atenco.

Le jeudi 11 : blocage national des routes là où les membres de « l'autre campagne » le peuvent.

Le vendredi 12 : journée nationale en faveur de la libération des prisonniers politiques avec décompte des disparus. Le même jour une grande marche à Mexico.

Le samedi 13 : nouvelle réunion du collectif d'action pour fixer les dates et moyens de la grève générale pour libérer les prisonniers.

Libérer les prisonniers ?

Les médias ont plusieurs objectifs. Raconter des salades est le plus basique mais il n'est pas très nourrissant. Pour l'essentiel, il faut appuyer les révoltes qui conduisent vers des impasses. Les médias savent glorifier des révolutions orange, rose, bleu, verte et j'en passe. Ici au Mexique, avec le cas des Zapatistes, les médias jouèrent sur toutes les cordes. Médiatiser le sous-commandant pour faire oublier les sans commandant. Echec. Ignorer le Chiapas pour parler de femmes assassinées à Ciudad Juarez. Echec. Théoriser le combat zapatiste dont l'aspect glorieux serait qu'il ne vise pas la prise du pouvoir. Des Atenco, le Mexique en connaît des dizaines et si aujourd'hui celui des cultivateurs de fleurs est médiatique c'est parce qu'il peut influencer le résultat de l'élection. Valentina a été le témoin d'un piège à plusieurs entrées (la municipalité de gauche a collaboré avec la droite pour réprimer les paysans). Le délégué zéro ne veut pas entrer dans l'un d'eux : laisser entendre que la riposte à la violence peut se faire les armes à la main. Les Zapatistes ont déposé les armes et le délégué zéro indique même que si une « autre campagne » avait eu lieu en 1993 jamais l'EZLN n'aurait surgi militairement de la forêt. Alors qu'il propose de rejeter les riches du pays ce qui est une violence extrême envers les puissants, il pense que c'est possible seulement par l'effet du nombre. Libérer les prisonniers n'est qu'une facette du plan révolutionnaire général. Et quand le journaliste lui demande comment il peut penser qu'il soit possible de faire vivre un pays sans l'appui de la grande finance, il répond par l'exemple du Chiapas : dans les fermes, dans les usines (rares cependant) l'auto-organisation du peuple a donné des résultats économiquement plus rentables et socialement plus humains. Les gens vivent mieux à tout point de vue. Et si la ville de Mexico, même si c'est une jungle, est différente de la forêt Lacandona, encore une fois, un autre type d'organisation, fondé sur la satisfaction des besoins premiers des êtres humains, y est totalement possible. Pour le moment, « l'autre campagne » est organisée dans tous les états du Mexique. Il s'agit d'un mouvement national en cours de constitution. Le soutien à ceux d'Atenco est une belle occasion « offerte » par Vicente Fox, pour tester l'Etat du réseau. Les coups reçus ne représentent rien de plus que ceux déjà reçus depuis des décennies. La qualité de la riposte est par contre du jamais vu. Les prochains jours risquent de transformer l'élection présidentielle en camp retranché. La droite dure du PAN pense ainsi arrêter la possible victoire de la gauche institutionnelle (celle qui a voté pour Monsanto et contre des droits favorables aux Indigènes). « L'autre campagne » suit sa propre logique, son propre calendrier. Aujourd'hui, ils auront été des milliers à acheter les fleurs de la victoire. Car de toute façon le peuple aura le dernier mot.

P.S. A la date du 10 juin 2007, Ignacio del Valle est toujours dans les quartiers de haute sécurité des prisons mexicaines. Sur ce point Marcos a perdu sur toute la ligne et ce n'est pas fini ...

Lettre ouverte

(Normalement, l'ex-président du Pérou n'a pas sa place dans ces pages, mais, mon absence de respect envers les règles établies – y compris les miennes – m'incite à lui écrire cette lettre ouverte qui fait suite à tant d'autres¹⁴.)

Cher Alberto,

Je t'écris de cette admirable place aux cocotiers de Piura où, sur la table voisine, des amis jouent aux échecs. Je t'écris car j'ai appris que les autorités chiliennes viennent de te libérer au moment où ton ancien bras droit s'immisce, de sa prison, dans la campagne pestilentielle du Pérou. Quelle belle coordination !

Avant hier, dans la ville, sur l'avenue Sanchez Cero, j'ai croisé, puis suivi l'homme à abattre, Ollanta Humala, le nationaliste de gauche qui s'y promenait avec, en grosses lettres sur son polo, « Amor por el Perú ». Pour le premier tour de l'élection, j'étais à Cajamarca mais avec l'approche de l'hiver j'ai préféré revenir dans cette ville toute acquise à l'adversaire d'Humala, le « social-démocrate » Alan Garcia. Voilà pourquoi l'incursion d'Ollanta dans le secteur, en cette fin de campagne, m'est apparue courageuse. Bien sûr, en approchant du quartier Los Algarobos quelques heurts se produisirent avec des défenseurs de l'APRA, au sujet de vulgaires affiches. Mais, je te rassure, cher Alberto, c'est bien toi et ton complice Vladimiro qui étaient au cœur de toutes les conversations. En écoutant le discours à La Union du candidat à l'élection de dimanche (après un agréable passage à Catacaos, village que j'ai retrouvé avec plaisir), je me disais, au milieu d'un peuple d'un millier de personnes : « Aucun pays ne peut échapper à son histoire ». Une tendance au fatalisme absente de mes habitudes, mais il faut parfois se rendre à l'évidence !

En annonçant indirectement qu'Ollanta avait été mêlé à ton passé, Vladimiro Montesinos lança un coup de poignard dans le dos du candidat sous les feux de toute la société politique du pays. Même Vargas Llosa, ce génial défenseur du néo-libéralisme que tu renvoyas à ses écrits en 1990 et qui eut des propos féroces contre Alan Garcia, le soutient aujourd'hui ! Mais Humala, ici même à Piura, a annoncé qu'il avait les preuves d'une collusion entre toi, Alberto, et Alan qui se voit à nouveau aux affaires de son pays, affaires qu'il quitta en 1990 en fuyant jusqu'en France.

Faisons fi un moment, des questions personnelles pour en arriver aux questions sociales. Ici, à Piura nous sommes à deux pas du champ pétrolifère essentiel du pays, Talara, ville sans le moindre charme, à deux pas de la mer et au cœur de l'histoire nationale. J'y étais en 1968 quand le général Alvarado décida de nationaliser l'entreprise nord-américaine qui n'avait jamais versé un seul « sol » d'impôt. Aujourd'hui, après la signature par le président sortant de l'accord avec les USA (il attend la ratification du parlement), des voix de plus en plus nombreuses demandent que PetroPerú (l'entreprise née de la nationalisation) devienne une société d'économie mixte. Humala a averti clairement : pas de signature possible du Traité de Libre Commerce sans référendum ! Alan Garcia joue double jeu comme il en a l'habitude. Et Chávez met de l'huile sur le feu. Le président du Venezuela et Humala ont la même référence : Charles De Gaulle. En conséquence, dans ce pays nationaliste au possible, l'intervention de Chávez est présentée par Alan Garcia comme une insulte envers les Péruviens. De quoi t'amuser, Alberto, toi qui sais, ô combien !, les USA sont maîtres du pays depuis longtemps. Vladimiro n'était-il pas un agent de la CIA jusqu'à ce que la CIA le lâche à cause d'une vente d'armes aux FARC de Colombie ?

Humala m'a étonné par sa franchise. A des questions sur le développement de mines dans la région, il a reconnu son incapacité à répondre faute de bien connaître le dossier. Bien sûr, il savait que l'entreprise nord-américaine Yanacocha, exploitante de la mine d'or sur le secteur Jaen-Cajamarca ne verse pas un centime d'impôt à l'Etat (décidément une habitude). Mais le souci de Humala est ailleurs et se résume en ce dilemme classique aujourd'hui : comment articuler le développement économique conçu pour le bonheur de tous, et la défense de

¹⁴ Voir un inédit de Jean-Paul Damaggio : Les tendances de la danse des futurs populistes, lettres à Fujimori.

l'environnement et des intérêts paysans ? « La décision appartient aux personnes concernées qui doivent se mettre autour d'une table pour dialoguer », dit-il. N'es-tu pas surpris Alberto, par cette démarche ? Tu penses qu'il s'agit d'une promesse de candidat et qu'ensuite, l'élection acquise, la musique changera ?

Alberto, dans ce contexte, et si on parlait de toi ? Tu viens de reconnaître quelques manquements aux droits de l'homme sous ta présidence. Admet plus simplement que tu as été bien servi et, comme me le disait un Péruvien : « Beaucoup sont prêts à te réélire car tu as tant puisé dans les caisses de l'Etat que tu ne peux faire pire ». Tu vises, à présent, la mairie de Lima pour, de là, bien observer le palais présidentiel si proche. Si Alan Garcia revient au pouvoir, s'il t'amnistie, pourquoi ne pas rêver qu'une nouvelle fois, en 2011, tu élimines le même Alan Garcia ? Dès que les Chiliens te renverront sur le terrain de tes exploits, le Pérou te fera-t-il roi à nouveau ? A cette élection pestilentielle le suspens est devenu mince - Alan Garcia aura 53%, mais l'avenir reste flou. Le rêve d'une Amérique du Sud à gauche va-t-il s'évanouir ? Après l'élection d'Uribe en Colombie que Toledo (ton tombeur, Alfredo) vient de féliciter comme il se doit, il y aura une défaite de la gauche au Mexique et ensuite, qu'en sera-t-il du Brésil ? Castro-Chávez-Morales vont être enfermés dans une boîte cernée, et si, en novembre, Daniel Ortega du Nicaragua vient à leur secours, ce ne sera que pour mieux pervertir leur morale sociale.

Tout en t'écrivant sur ma table piurane, j'écoute chanter Susana Baca. D'un quelconque appareil électronique sort son interprétation de « Valentin » accompagnée par l'immanquable **cajon** péruvien et une douceur infinie. Le ballet des moto-taxis, qui ont un coin de place comme quartier général, ne peut briser le charme qui contraste avec la musique habituelle que l'on entend ici. Dimanche soir, je noierai mon chagrin en ingurgitant une *Inca Kola*, comme pour me rassurer sur la grandeur de ce pays, et la misère de son avenir. Le peuple aura su crier son désarroi en balayant au premier tour la candidate de l'Opus Dei sans avoir les moyens d'aller plus loin. Alors, toi Alberto, tu restes prêt à assurer la relève. L'histoire de l'infamie a encore de beaux jours devant elle. Elle se répète toujours deux fois, sous forme de tragédie puis sous forme de comédie. Salutations irrespectueuses. Jean-Paul Damaggio

P.S. Le 9 juin 2007, Fujimori était à nouveau arrêté à son domicile en vue d'une extradition possible. Le feuilleton va-t-il reprendre jusqu'à offrir au monde le procès de ce dirigeant politique qui a beaucoup à dire ... s'il le veut !

Le 11 juillet 2007 le juge chilien refuse l'extradition au moment où des travailleurs du Pérou sont en grève générale.

Avec Luis Cordoba A l'heure de la défaite d'Humala Ollanta

Le 6 juin 2006

Cette fois, la mauvaise saison étant passée, Diego décide de suivre le second tour de l'élection à Piura, dans le nord du Pérou. Les discussions dans la rue tournent autour d'une grève annoncée des élus du secteur de Huancabamba, la partie montagneuse de la région. Les travaux devant goudronner le tronçon de route entre Canchaque et Buenos Aires (pas celui d'Argentine) sont pour la cinquième fois reportés. La décision, tombée juste après le vote, ne fera pas les titres de la presse, une presse qui, dans l'ensemble, préfère se réjouir de la victoire de son candidat Alan Garcia.

Le journal de référence dans la ville s'appelle *El Tiempo* et Luis Cordoba en est le dessinateur talentueux. Il vit simplement dans un quartier nord, du côté du cimetière et note sans état d'âme que le candidat largement en tête au premier tour, Ollanta Humala, est battu au second avec cependant des bons résultats dans quatorze régions sur vingt-quatre. Il est battu par l'électorat de Lima, Trujillo et Piura qui représentent 47% du total du pays. Il est battu par une union sans faille entre la droite et les bastions classiques de l'APRA, le vieux parti d'Alan Garcia qui bénéficia du soutien d'un de ses adversaires les plus connus, Mario Vargas Llosa. Cependant, avec quarante cinq élus au Congrès, et Luis en connaît très bien une, Ollanta Humala va pouvoir s'activer concrètement et se préparer de manière plus solide et plus claire pour les futures échéances.

Le second tour a été transformé en vote pour ou contre Chávez. La moindre déclaration du président vénézuélien a été cataloguée « atteinte à la souveraineté nationale ». Ollanta Humala avait beau rappeler que la colonisation actuelle du pays était orchestrée par les politiques néo-libérales chères à Alan Garcia, et non par les déclarations sans doute trop tapageuses de son soutien numéro 1, il eut du mal à contourner cet ultime piège des médias¹⁵. D'autant que Montesinos, de sa prison, a volé au secours du même Alan Garcia, au moment où les autorités chiliennes libéraient Fujimori ! (tout a été déjà expliqué sur ce point)

Dans un second tour opposant Lourdes Flores, la candidate affichée de l'oligarchie, et Ollanta Humala, ce dernier aurait gagné. Mais, Alan Garcia ayant supplanté Lourdes Flores d'un cheveu, il a pu rogner sur une partie du vote de gauche et reprendre la direction de son pays, un pays plus divisé que jamais entre la montagne (Humala) et la côte (Garcia).

Humala, par la nouveauté de sa présence, par les inquiétudes que soulevaient son parcours, laissait planer un doute sur la nature vraiment de gauche de son nationalisme. Des années dans l'opposition lui seront peut-être plus bénéfiques qu'une élection surprise pouvant devenir indigeste. Pour les leçons à tirer de l'épreuve, Hugo Chávez serait peut-être le plus concerné. Même si le scrutin ne s'est pas joué sur ses interventions (par exemple : « si Alan Garcia est élu, le Venezuela rompra ses relations avec le Pérou »), elles contribuèrent à brouiller les cartes et à détourner l'attention des situations concrètes.

Pour comprendre l'importance de la question péruvienne aux yeux de Chávez, il faut se souvenir qu'en 1974, à Lima, le jeune militaire vénézuélien tomba en admiration devant le président d'alors, Velasco Alvarado. En 1968, au moment où les militaires latino-américains tiraient sur leurs peuples, ceux du Pérou prenaient le pouvoir par un coup d'Etat, pour nationaliser le pétrole, et développer un nationalisme de gauche ! Mais le général était déjà vieux et il avoua au jeune Hugo, une de ses erreurs : ne pas avoir su susciter, autour de son gouvernement, l'enthousiasme populaire. La remarque frappa définitivement son interlocuteur.

Malheureusement, Chávez n'a pas lu les livres scolaires qui forment les enfants péruviens depuis des lustres. Il aurait été surpris d'apprendre comment on y présente son autre référence : Simon Bolivar. Dans un tableau en quatorze points qui compare San Martin et Bolivar, San Martin est le héros parfait et Bolivar le héros douteux. Simple exemple : « San Martin est simple, sincère, discipliné en tout. Bolivar est arrogant, vaniteux, exhibitionniste et aime le faste ».

Diego s'éloigne, sans doute à tort, des problèmes de la route Canchaque Buenos-Aires, cette route où les habitants voudraient pouvoir faire circuler aisément leurs riches productions : le riz, la canne à sucre, le café, le maïs, les moutons, les citrons. Une route merveilleuse où, pour le moment, les camions circulent pendant des heures à dix km/h pour arriver à Huancabamba où les attendent les chamans et leurs lagunes miraculeuses. Pour aujourd'hui, ce sont plus exactement des gens en colère qui occupent les rues de la ville car l'eau, en guise de miracle, n'arrive plus. Des tuyaux ont été détruits et pendant cinq jours elle se fit rare !

Certains penseront que pour préserver ce paradis, il faudrait lui éviter le goudron, or, pour le moment, à cause en partie du manque de communication, l'exil conduit les habitants de cette infinie verdure, vers le désert de Piura ! Des ONG allemandes ont installé des panneaux solaires pour faire fonctionner le téléphone mais tout ça ne suffit pas pour assurer une vie digne des temps présents. Alan Garcia va-t-il concevoir enfin un projet de développement qui réussissent à inverser la tendance lourde portant les habitants vers la côte où des tonnes de problèmes se concentrent ? C'est impossible car les critères de rentabilité qui fonctionnent sur les bases du FMI et qui sont les siens, ont, des territoires, une vision sommaire : « Vive les plaines et mort aux montagnes ». Le mouvement social, les forces d'Humala qui viennent des montagnes devront sans doute approfondir leurs objectifs pour imposer un Pérou plus humain, plus juste et donc débarrassé des autorités qui le conduisent à l'asphyxie. Le résultat électoral indique que ce projet peut susciter beaucoup d'adhésions. Ne pouvant sortir des urnes, il a de l'avenir dans des luttes que parfois les Péruviens conduisent à la victoire. Des luttes qui devraient se pencher sur l'état de leur télévision et de leur presse. *La República* est un quotidien de centre-gauche face au *Comercio* qui appuie les pouvoirs en place. Va-t-il saisir l'occasion pour s'ancrer davantage à gauche ?

Pour le moment la Coupe du Monde de football incite Diego à passer la frontière pour participer à la fête avec les Equatoriens.

¹⁵ Eric Dior, dans *Marianne* (10-16 juin) eut une formule juste : « A en croire certains, Hugo Chavez ressemblerait à ces boys-scouts zélés qui vous cassent un bras en vous aidant à traverser ... »

Avec Pedro Obando, instit en Equateur, la fierté foot

Le 26 juin 2006

Après une arrivée en bus à Quito, en passant par Guayaquil, Diego fonce aussitôt plus au Nord, là où Pedro Obando, l'instit de El Juncal, dans la vallée du Chota s'arrache les cheveux. Comment apporter aux enfants du village le savoir qu'ils attendent quand l'école est presque ruine et que la vie est toujours misère ?¹⁶ Parce que les habitants sont des paysans, ils ont au moins la chance de pouvoir manger à leur faim, mais s'ils tombent malade en dehors des heures autorisées (8h – 16h) ils devront attendre le retour des infirmières (et faire la queue pour que vienne leur tour). Les nombreux enfants forment plus de 50% de la population : 121 ont moins de 6 ans, 202 ont entre 6 et 12 ans, et 124 ont entre 12 et 18 ans. A l'école, ils sont 157 à vivre dans des conditions inhumaines mais depuis quelques années, les garçons se fabriquent un nouvel espoir : marquer un but pour l'Equateur.

Oui, nous sommes en Equateur, dans le Nord du pays, près de la Colombie. Bien après Otavalo, chère aux touristes, là où la façade de l'église a trois clochers, où les trottoirs attendent leur heure et où les murs des maisons sont rarement crépis. Bien sûr, les volcans servent d'horizon. Jusqu'au dernier moment tous les villageois de la vallée attendirent un miracle le dimanche 25 juin entre 10 h et midi (heure locale) : la qualification de leur équipe qui jouait contre l'Angleterre en huitième de finale de la Coupe du Monde de foot. Encore les ravages du sport-opium ? Elles sont terribles les conséquences de la folie foot : parfois jusqu'à la guerre. Mais toute pièce à son revers et de plus l'opium servi aux foules de France diffère de celui des foules équatoriennes. D'où le revers de la pièce ! Là-bas, le foot c'est aussi l'expression d'une lutte populaire, l'expression d'une dignité en marche, d'une volonté, celle de s'en sortir¹⁷. Pour tomber dans l'autre opium, le nationalisme ?

Les Equatoriens, divisés par les disparités régionales, s'unirent dans la lutte contre le Pérou (une guerre en 1995 contre ceux qu'ils appellent les poules, les Péruviens les désignant du nom de singes) et des deux côtés de la frontière on compta les morts. Ils s'unissent aujourd'hui autour de leurs héros populaires des terrains de foot au nom du même drapeau. Les tricolores, ce sont eux aussi. Des couleurs peintes sur le visage des joueurs.

Faut-il ridiculiser le sens national, ou les manipulations possibles par le nationalisme ? Toute la réponse réside dans l'opinion que l'on se fait du peuple. Si l'on prend les gens pour des imbéciles, alors, le sens national, sous forme de nationalisme, est l'instrument que les maîtres du monde utilisent comme le torero brandit le tissu rouge devant le taureau. Si on découvre que qu'une partie du peuple a conscience des dites manipulations possibles, alors le sens national devient instrument d'émancipation car le peuple ne peut s'émanciper que collectivement, sa force venant surtout du nombre, et non de l'argent ou des places occupées. Et quel autre collectif plus démocratique que la nation ? La famille (elle est de naissance) ou la tribu (elle enferme dans les traditions) ?

Agustin Delgado, affectueusement appelé Tin, est un des grands joueurs né à El Juncal. Il a cinq ans de plus qu'Edison Mendez autre grand joueur qu'on appelle « La lumière ». Il a créé une fondation pour venir en aide aux jeunes de sa vallée, fondation dont sa sœur Diana assure la direction. Elle n'est pas dupe pour deux sous : « Les autorités pensent à nous seulement tous les quatre ans, pendant la coupe du Monde, ils imaginent que nous sommes seulement foot alors que nous sommes des êtres humains comme les autres ». Qu'un gamin de là-bas veuille devenir un grand joueur, c'est parce que la fierté nationale devient la fierté populaire. Quand le « minable » Equateur entend le sélectionneur argentin dire que son équipe nationale est composée de « Nigériens nationalisés », la fierté foot devient un élément de la lutte des classes. Et si l'Equateur avait pu battre l'Angleterre, tous les habitants de El Juncal y auraient vu une revanche sociale. Il faut savoir que cette zone est splendide, ce qui veut dire propice à de riches cultures qui entraînent la présence de nombreux esclaves. Depuis leur libération et l'évolution

¹⁶ Pour suivre les mouvements sociaux, Diego aurait dû être à Santiago du Chili où des centaines de milliers d'étudiants s'opposaient à la hausse du *pase escolar*, une sorte de carte Orange.

¹⁷ La philosophe Cynthia Fleury peut, dans *L'Humanité* du 17 mai, en rajouter sur la folie foot par un large compte-rendu du livre *Le football, la peste émotionnelle*, de Jean-Marie Brohm et Marc Perelman. Pourquoi ne pas avoir insisté sur ses joies personnelles dans les stades ? Elle aurait pu élargir son regard aux pays pauvres.

de l'agriculture, ils délaissèrent la canne à sucre pour des cultures alimentaires : les merveilleux *pépinos*, les tomates, le piment, l'ail, et l'oignon indispensables au riz quotidien. Par contre, ils conservèrent leur musique dite : musique *bomba*. Elle n'est pas en vedette dans la discothèque **Zone Zéro**, l'unique du village, où un écran géant en fait l'un des lieux de rassemblement pour profiter collectivement du mondial.

Quand on voit la France vendue sur tous les marchés possibles, quand « ses » joueurs sont des mercenaires, la fierté nationale y devient seulement l'audimat de **TF1**. Et le peuple d'el Juncal est loin !

Que la défaite soit intervenue le 25 juin, date de naissance de don Eloy Alfaro, ça redouble la tristesse des habitants ! Car le 25 juin, c'est la fête nationale de la laïcité en souvenir de ce président qui, en 1905, institua l'Ecole laïque pour tous (après la création des Ecoles normales en 1901). Depuis 1989, le concept de laïcité est inscrit dans la Constitution comme une doctrine capable de fortifier la solidarité, la justice sociale et tout le système démocratique. En foot, c'est la mise en place d'une équipe capable de s'appuyer sur la diversité du pays alors qu'auparavant chaque clan régional voulait l'équipe « nationale » à sa botte. Seuls des entraîneurs étrangers, résistants aux pressions, peuvent encore aujourd'hui maintenir cette pluralité de joueurs. C'est dire que le pays est encore une nation en construction et qu'à ce titre, le nationalisme n'a rien à voir avec celui de la vieille Europe. Il en a tous les défauts mais en conserve une dimension démocratique.

La future élection présidentielle va pouvoir revenir à la *Une* de l'actualité. Chacun se souvenant que depuis longtemps aucun président élu n'arriva à finir son mandat. Alors l'élection reste une chose, la révolte une autre. Et l'immigration une dure réalité. Pour devenir grand joueur de foot au Mexique ? El Juncal attend encore son vrai terrain de foot. Certains ont les terrains et pas de champions. Là, ils ont les champions sans avoir de terrain. Ainsi va le monde. Un monde qu'après les futilités du foot, Diego se doit de retrouver à Mexico pour ce grand rendez-vous attendu, les résultats de l'élection présidentielle.

Avec Enrique Rueda Pacheco, luttes sociales et électorales au Mexique :

6 juillet 2006

Au Mexique, le *délégué zéro* parcourt à nouveau le pays pour fédérer toutes les luttes issues de la base afin de préparer un rapport de force favorable aux miséreux au lendemain de la présidentielle du mois de juillet. Quel que soit le gagnant (et le candidat de gauche a ses chances) pas question de se laisser mener en bateau. Le peuple peut se lever ! C'est ainsi qu'une étudiante chilienne a découvert dans ce pays une histoire banale le 3 mai 2006.

Le 6 juillet, une date que des journalistes mexicains décidèrent de retenir comme nom de leur organisation : **canalseisdejulio**. Ce groupe vient d'ailleurs de diffuser un DVD sur les événements d'Atenco, **Romper con el cerco**. Le 6 juillet 2006 va-t-il répéter le 6 juillet 1988 ?

Dans les rues d'Oaxaca les enseignants en lutte ont décidé d'une trêve jusqu'à la publication finale des résultats de l'élection présidentielle. Cependant les rythmes d'une chanson d'Uriel Montiel résonnent toujours dans les rues : **Oaxaca pour la liberté**. Elle est à la gloire de l'incroyable lutte engagée dans la région. Pour la quatrième mégamarche du 27 juin, vingt mille participants défendirent l'école en demandant la démission du gouverneur. Voici quelques paroles de la chanson : « Je suis écoeuré par la façon dont ils abusent de moi / dont ils maltraitent mon peuple et le font souffrir / je suis écoeuré par la disparition des enfants et des maîtres. » Le « ils » c'est le pouvoir politique qui écrase l'école, celui régional du PRI et celui national du PAN. Des forces politiques qui prétendent qu'en période électorale, il est impossible de satisfaire des revendications sociales. Conséquence : à Oaxaca le syndicat sans donner des consignes électorales, a décidé d'appeler à sanctionner PRI et PAN.

Au soir des résultats Enrique Rueda Pacheco, le leader syndical, était satisfait : le PRI et le PAN n'avaient que 2 députés sur 11 ! La victoire du PRD (les 9 autres députés), obtenue par défaut, n'entraîna cependant aucune félicitation à l'adresse de ce parti dont des dirigeants combattaient clairement le mouvement de lutte.

Le PRD (Parti de la révolution démocratique) était donné pour mort en 2000 quand le PAN (Parti d'Action nationale) réussissait pour la première fois à écarter le PRI de la présidence de la république. Pendant 70 ans, le Mexique fut le pays du parti unique, le Parti

Révolutionnaire Institutionnel (PRI), issu plus ou moins des révolutions qui traversèrent le pays de 1910 à 1920. Au début des années 70, après la considérable révolte de 1968, deux autres partis firent timidement leur apparition : le PAN pour la droite, et sur la gauche le PRD qui sut rassembler divers petits groupes dont le PCM (le Parti communiste mexicain fut le premier PC à se créer dans le monde, et le premier à se dissoudre dans une organisation social-démocrate). Petit à petit le PAN récupéra l'appui des forces économiques et le PRD celui des dissidents du PRI.

Pour la présidentielle de l'an 2000 une partie de la gauche pensa : « plutôt le PAN que le maintien du PRI au pouvoir. » Le mode de scrutin (le candidat en tête au premier tour l'emporte), conçu pour un parti unique, provoqua le séisme. Vicente Fox, l'homme des USA, s'installa au pouvoir et les Mexicains découvrirent alors qu'il pouvait y avoir pire que le PRI. Pour la ville de Mexico, Lopez Obrador l'élu PRD pansant quelques plaies devint le « sauveur » du PRD et peut-être du Mexique !

Dans le cadre de l'élection de 2006 les deux favoris furent le PRD et le PAN, les sondages étant régulièrement favorables à AMLO (initiales d'Andres Manuel Lopez Obrador). Dans cette élection terriblement disputée, les Mexicains découvrirent que les pressions phénoménales d'une droite radicalisée pouvaient aller jusqu'à employer des méthodes passablement fascistes (le modèle Berlusconi n'est pas loin). Quant aux pressions sur le PRD, du courant radical en construction avec « l'autre campagne », elles tournaient autour d'éléments tangibles comme le soutien aux OGM, un alignement sur les valeurs du FMI, un mépris envers les mouvements sociaux « archaïques ». L'expérience des gouverneurs PRD n'est pas de nature à rassurer les gens de gauche (au Chiapas par exemple).

Cependant AMLO a bénéficié du soutien d'une manif de un million de personnes quand le pouvoir tenta de l'écarter de la course à la présidence à partir d'accusations mensongères. Hugo Chávez se rangea de son côté contre le parti de Vicente Fox, le pilier de Bush aux Amériques. Son soutien fut beaucoup plus discret que pour Humala.

Que peut penser du résultat global Enrique Rueda Pacheco ? Si localement PRI et PAN furent sanctionnés, nationalement tout indique que l'éventuel succès du PRD va lui être confisqué. En 1988 la confiscation fut opérée par le PRI, aujourd'hui c'est par son successeur. Si en l'an 2000, Vicente Fox gagna en sachant que la droite radicale avait été seulement un des atouts du succès, aujourd'hui, face au candidat de gauche favori de l'élection, Felipe Calderon risque d'installer au pouvoir un clan qui va allier la mafia et le fascisme (le groupe qui s'appelle *el Yunque* est le pivot de cette stratégie : il allie intégrisme religieux catholique et pratiques politiques anti-démocratiques). Mais comment expliquer qu'AMLO qui se présenta comme le candidat des pauvres et des humbles (80% de la population du pays) n'ait pas pu l'emporter largement ?

La classe moyenne s'est féroce ment mobilisée tandis que les pauvres se sont largement abstenus pour diverses raisons. Certains ont même été sensibles à la peur suscitée par le PAN (avec une aide sans faille des médias télé les plus diffusés) autour de luttes comme celles des enseignants d'Oaxaca ou des paysans d'Atenco.

Les animateurs de « l'autre campagne », conduite à travers le Mexique par le **délégué Zéro**, devront s'interroger sur leurs capacités à résister face au nouveau rouleau compresseur. Marcos a déclaré, après les événements d'Atenco (le 3 et 4 mai dans la banlieue de Mexico), qu'il ne quitterait la capitale qu'avec la libération de tous les détenus politiques. Or, même si l'incarcération des dirigeants paysans est injuste, la puissance du mouvement de solidarité n'a pas pu les libérer et le nouveau pouvoir va sans doute maintenir dans les quartiers de haute sécurité, Ignacio del Valle, le leader paysan qui en 2001-2002 bloqua le projet de méga-aéroport à Mexico, et qui le 4 mai 2006 est tombé après l'ignoble provocation médiatico-policière déjà contée.

Dans *La Jornada*, Elena Poniatowska, qui pendant longtemps a soutenu les zapatistes, montre déjà du doigt l'irresponsabilité de « l'autre campagne ». Comment le sous-commandant Marcos qui s'est « enfermé » lui-même dans une maison de Mexico va-t-il sortir de l'ornière¹⁸ ? Le tournant de juillet 2006 risque d'être crucial dans l'histoire de toute l'Amérique latine. Les prochains jours sont de la plus haute importance par rapport aux futures échéances électorales de la région dont la présidentielle brésilienne d'octobre.

¹⁸ Est-ce cet auto-enfermement qui l'incita à écrire un roman étrange : *Noches de fuego y desvelo* ? Il fait ainsi une intrusion dans la littérature érotique après avoir commencé par la littérature policière en compagnie de Paco Ignacio Taibo II (livre traduit en France chez Rivages thriller 2005) : *Des morts qui dérangent*.

Avec Dretford Escorcia bouquiniste à Maracay

Le 10 juillet 2006

On ne connaît jamais une ville d'où la chance que représente le séjour forcé d'une semaine, que Diego passe à Maracay. C'est seulement six jours après ses premiers pas dans les rues, qu'il trouve un bouquiniste installé sur un trottoir. Bien sûr, il aurait suffi de demander et quelqu'un l'aurait orienté vers **Dretford Escorcia**. Mais cherchait-il un bouquiniste ?

Le maigre étalage exposé sur des cartons contient quelques grands classiques du pays et du monde. Pour le monde, il s'agit souvent des écrivains français du 19^{ème} siècle. Le gouvernement de Chávez vient par exemple de décider la publication de cinq cents mille exemplaires d'une traduction des *Misérables* de **Victor Hugo** (pour distribution gratuite) et quand Diego pense aux propos d'un ami péruvien « c'est le plus beau roman de toute la littérature », il a la sensation que le choix n'est pas l'effet du hasard.

Parmi les livres, Diego découvre la présence de *Historia y comunicación social* de **Manuel Vázquez Montalbán**. Ce livre étant déjà dans sa bibliothèque, il passe son chemin. Cependant, quelques minutes après, il revient en arrière pour l'acheter quand même (5000 bolos pour bolivars soit 2 euros environ), la couverture ne lui semblant pas la même. Pas question de marchander, le libraire ne manifestant aucun désir de vendre. Assis sur la marche du magasin de produits ménagers devant lequel il est installé, magasin pourvoyeur de monnaie à l'occasion, il a la quarantaine avec un air ailleurs. Peut-être a-t-il la tête dans les livres ?

De retour en France, Diego constate qu'à Maracay il a trouvé la première édition du livre, alors qu'il avait acheté à Bordeaux l'édition de poche de 1985. Les deux livres sont identiques à quelques détails près : les citations qui ornaient chaque chapitre ont été éliminées en 1985. Avec l'édition originale Diego découvre un beau texte de **Louise Michel** en ouverture du chapitre 9.

Ce livre de Vázquez Montalbán n'a pas été traduit en France. Il s'agit d'une étude entreprise au cours des années 70 pour donner quelques pistes établissant des liens entre l'histoire sociale et l'histoire de la communication. Depuis, le monde a changé, et des chapitres ne sont plus du tout d'actualité, sauf à titre de documents pour découvrir comment un communiste pouvait se tromper à ce moment là. Le chapitre 11, à la gloire de Lénine et du socialisme d'URSS qui volait de victoires en victoires, face au capitalisme sombrant de défaites en défaites, dénote un optimisme que pourtant Vazquez Montalban pratiqua très peu. Pas question d'en déduire que toutes les pensées de Lénine sont devenues inutiles dans le cadre du capitalisme féodal. Il suffit de compter combien d'égarements furent engendrés par la croyance en la « fatale » victoire du socialisme.

A l'heure où, au Venezuela, se construit un socialisme du XXI^{ème} siècle, ce travail de Montalban lui-même peut-il être utile ? Diego ne sait même pas si l'écrivain catalan eut l'occasion un jour de poser ses pieds à Caracas où il aurait été charmé par la place qu'on y accorde encore à la chanson populaire (fait assez général en Amérique latine d'où le succès de cette musique dans le monde, manifesté par la très large diffusion du film *Buena Vista Social Club*). Dans son hôtel, la chambre de Diego étant située à côté de la lingerie, il écoute souvent les employées qui reprennent en cœur une chanson qui passe à la radio. La chanson fut l'art populaire par excellence aux yeux de Montalban : la chanson catalane arme contre le franquisme, et la chanson française arme contre soi-même. Si on ne l'a pas oublié, cet écrivain mériterait un livre sur le thème : La chanson chez Vazquez Montalban.

Par hasard, à son retour en France, Diego est tombé sur le titre énigmatique d'un des petits textes que tous les lundis l'écrivain publiait dans *El País* : Sauvage. La grande **Catherine Sauvage** venait de mourir et ne saura donc jamais que c'est de Barcelone que lui viendrait le plus bel hommage. C'était le 21 mars 1998 et, lecteur de *L'Humanité*, Diego prit

connaissance de la nouvelle, grâce à l'hommage de **Guy Silva**. Ce genre de journaliste a disparu. Il offrait sa vie à sa passion et connaissait tout d'elle. Pour Guy Silva, sa passion, c'était la chanson. Pourtant, à la lecture du texte de Manuel, on comprend que Guy n'était « que » journaliste. Vazquez Montalban, loin d'une utile somme de connaissances accumulées sur la chanteuse (il passa un court temps à Saint Germain des Prés au début des années 70), nous livre seulement un sentiment. La traduction du texte bénéficie de notations de **Rosendo Li** :

« J'informe les consommateurs de nostalgie de moins de quarante ans qu'elle fut une des meilleures chanteuses françaises de la dernière moitié de ce siècle, liée à la splendeur culturelle que la France atteignit au cours des quinze années qui suivirent la deuxième guerre mondiale. »

Montalban cite alors ses auteurs français de référence : **Sartre, Camus, Merleau-Ponty, Lefebvre, Prévert, Brassens, Léo Ferré, Brel** puis précise :

« J'accomplis mon devoir pédagogique en mettant en valeur la façon dont un peuple peut vivre des séquences culturelles magiques qui rendent possibles au même moment Sartre - je ne cite pas Camus mon préféré parce qu'il est à la mode dans la nouvelle droite - et Brassens, Gérard Philippe ou Edith Piaf ».

Au tournant des années 50, le lien Barcelone-Paris donne cette conclusion désabusée au petit mot de Manuel sur la chanteuse:

« Catherine Sauvage nous prépara à l'échec dans la vie, au moment où Camus nous préparait à l'échec dans l'histoire. Mais personne ne nous alerta sur l'échec de la mémoire qui s'en va toujours avec quelqu'un de plus jeune ».

Le Venezuela dans tout ça ? Vit-il des séquences culturelles magiques ? En matière de chanson le peuple de ce pays est pris dans une contradiction : il aime la musique colombienne (le *vallenato*) mais, comme souvent aux Amériques, la majorité du peuple n'a que haine pour les habitants des pays voisins, ici les Colombiens qui seraient les truands porteurs de violence au Venezuela. L'incontestable force musicale du *vallenato* s'appuierait sur l'aide économique du narco-trafic ! Alors on assiste aussi à la célébration d'un folklore national venu de l'intérieur du pays, un folklore fait de harpe et de petite guitare.

Faut-il craindre l'échec de la révolution bolivarienne ? Par chance, pour le moment elle n'alimente aucun romantisme !

En attendant le 19 août 2006, des latinos à Moissac reprenaient une chanson de Mercedes Sosa. En ce samedi soir, sur la place publique de cette ville, je retrouvai tout mon voyage estival aux Amériques. Un groupe musical franco-équatorien avec piano, guitare, violon, tentent de chanter dans la rue. De bons musiciens mais pas un bon spectacle car le mélange du français et de l'espagnol, le cadre place publique pour une telle musique faite de douceur, c'était pas idéal. Cependant, ils abandonnèrent un moment leur répertoire pour une chanson classique argentine et démontrèrent qu'ils étaient très forts en s'appuyant sur un tel chef d'œuvre, que je dédie à tous les amoureux de la terre, avec la traduction du premier couplet.

Pour décider si je continue cette vie sur terre
Ce cœur qui va sous le soleil et les ténèbres
Pour continuer de marcher sous le soleil à travers ces déserts
Pour vérifier que je suis vivant au milieu de tant de morts
Pour décider, continuer, vérifier et considérer
Il ne me manque que toi ici avec tes yeux clairs

A mon amour fou et mon guide
Ma raison de vivre ma vie (bis)

Le 11 septembre 2006

Si j'étais Alexandre Adler je vous expliquerais que toute l'histoire actuelle du Mexique se réduit à l'opposition entre la civilisation venue du nord (les USA, la droite, Felipe Calderon), face à l'archaïsme venu du sud (les paysans, les indiens, Lopez Obrador). Ayant vu à l'œuvre notre grand savant journaliste, quand il se voulait conseiller du prince George Marchais, j'ai compris comment éviter la réduction du monde à de tels schémas, aussi, dès que j'apprends le passage à Paris de **Lila Downs**, je lui envoie une place pour qu'il aille au concert.

Dans ce nom, **Lila Downs**, vous découvrez sans mal le Sud et le Nord mais vous n'imaginez pas la puissante originalité de ce métissage, une originalité à la gloire de « l'archaïsme », autant le dire de suite. Lila Downs, de mère indienne mistèque et de père nord-américain, parle aussi bien l'anglais que la langue natale d'Oaxaca. Elle chante en mêlant toutes les musiques et son succès est international (du moins à suivre les concerts à Genève, Londres, Madrid etc.). Elle sait mettre des bottes nord-américaines avec des habits traditionnels de son village. Elle mêle sans mal les mariachis et le hip hop.

Son succès est tout autant local qu'international et Diego a eu le plaisir de la croiser à Cuernavaca, Mexique, en novembre 1985 pour 300 pesos seulement. Dans le Zocalo de cette petite ville charmante (rien à voir avec la vie folle dans la capitale si proche), ils étaient 7000 à reprendre les chansons de son dernier disque *Una sangre*, chansons chargées de tous les rythmes latinos, et porteuses de la joie des chansons de l'isthme de Tehuantepec. Un frisson traversa les corps aux premières notes de *Dignamente*, une chanson en l'honneur de l'avocate Digna Ochoa sauvagement assassinée, et défendue en permanence par le sous-commandant Marcos. Naturellement, Lila Downs vient de manifester son soutien aux révoltés d'Oaxaca et son indignation devant la manipulation des résultats électoraux.

Felipe Calderon est président comme l'est Bush aux USA ou Oscar Arias au Costa Rica, trois scrutins aux résultats très serrés où les conservateurs révélèrent leur faible respect de la démocratie électorale. L'histoire du Mexique ne s'arrête pas là. Nous savons qu'après le trucage électoral la répression va s'amplifier mais les conditions de la révolte restent identiques : le fossé s'agrandit entre la majorité à qui on vole les richesses, et la minorité qui pense pouvoir s'en servir sans comptes à rendre.

A Oaxaca la révolte conduite par l'APPO (Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca) s'ajoute à tant d'autres révoltes exemplaires. Pour éviter les amalgames inutiles, précisons que l'APPO avait reçu la caravane du sous-commandant Marcos, sans adhérer au mouvement mis en place sous le nom de « l'autre campagne ». Mais les tenants du pouvoir ne font pas dans la nuance : tout est fait pour détruire l'image du leader **Enrique Rueda Pacheco**, tout est fait pour susciter la division, l'usure, et cependant, après plusieurs mois d'actions ininterrompues pour demander la démission du gouverneur, l'organisation reste solide, démocratique et inventive. Une auto-organisation massive à travers tout l'Etat permet à la fois d'éviter l'isolement de la lutte armée, et le risque d'échec. Dès à présent, un « Etat » parallèle s'est mis en place pour se substituer à l'Etat ordinaire. Phénomène rendu possible par l'historique insertion des enseignants dans les communautés rurales à partir d'Ecoles normales rurales que le pouvoir tente d'éliminer (lire le roman de **Carlos Montemayor** : *Guerre au paradis*). Ces instits avaient perdu un peu le contact avec le peuple depuis quelques temps à cause d'un découragement devant le travail à accomplir, mais cette énergique lutte a retissé les liens solidaires. Après des manifestations de près de cent mille personnes, le système n'a pas cédé, tentant en permanence de réduire le mouvement à quelques agités. Or, le peuple tout entier apprend en de telles circonstances les ressorts du pouvoir qu'il tient entre ses mains (blocages les plus divers de la vie du pays par des barricades, des occupations, des réunions) et la nature des armes de l'ennemi, la télévision étant encore plus féroce que les fusils.

Ce combat héroïque des peuples du Sud (deux morts tués par des paramilitaires) a une autre dimension quand on regarde celui de Mexico où plus de deux millions de personnes manifestèrent pour défendre l'élection de Lopez Obrador (création de la convocation nationale démocratique : infos sur <http://www.cnd.org.mx>). Là aussi, une organisation se met en place,

une organisation démocratique qui risque de développer une révolution que Lopez Obrador n'avait pas prévue. Dans ce contexte de radicalisation, les forces démocratiques du Mexique risquent d'être contraintes à inventer un nouveau rapport au pouvoir. Pour le PRD, le parti de Lopez Obrador, il y avait la voie électorale classique, et de l'autre côté, pour les Zapatistes, il fallait se tenir loin d'un pouvoir sur lequel on n'avait pas les moyens de peser. Une convergence peut-elle surgir ? Le métissage pourrait-il être aussi une forme de la révolution ?

Alexandre Adler ne le comprendra pas, même s'il acceptait d'écouter Lila Downs, car son souci n'est plus de comprendre (parfois on vieillit mal) mais de tromper (on finit par se tromper soi-même) !

Pour mémoire, la sinistre ville mexicaine aux centaines de femmes disparues est au Nord. Cher Alexandre, Ciudad Juarez symbolise le Nord et l'avenir inhumain qu'il prépare à tous les Mexicains (mais un Nord qui n'est pas géographique pas plus que la révolution serait au Sud). Sauf que Lila Downs, la *Woody Guthrie* mystère et tous ses amis n'ont pas dit leur dernier mot ...¹⁹

Avec Oscar Olivera, de l'eau dans le gaz de Bolivie

Le 20 novembre 2006

Un paysan acharné, décidé et infatigable, fit la *Une* des gazettes du monde début décembre 2005²⁰. Il était devenu président de la République de Bolivie en sachant que l'heure du repos n'avait pas sonné, d'autant qu'il avait l'intention de réaliser son programme en trois points : une nouvelle assemblée constituante, une nationalisation du gaz et une réforme agraire (dans cet ordre car toute action a besoin d'ordre). L'Assemblée est en place depuis le 6 août, la réforme agraire suit son cours, mais la nationalisation des hydrocarbures... où en est-on depuis le 1^{er} mai ?

« Avec le pétrole en arrière-fond, comme grand protagoniste de la division internationale du travail, le monde du capital est celui qui détermine cette crise, nos souffrances, nos immaturités, nos faiblesses, et en même temps les conditions d'assujettissement de notre bourgeoisie, de notre néo-capitalisme présomptueux. » C'est Pasolini parlant de la toile de fond de son dernier roman ... **Pétrole** déjà en 1974 !

En nationalisant, Evo Morales et son gouvernement n'avaient pas la sensation d'aller à l'aventure, d'abord parce que c'est la troisième nationalisation dans le pays, qu'il y avait déjà une petite entreprise publique à disposition, YPFB, que la privatisation précédente avait laissé 49% des actions à l'Etat bolivien (sans lui en laisser la gestion) et que les amis de la PDVSA vénézuélienne étaient aussitôt accourus en renfort. D'ailleurs, Hugo Chávez en personne fit le voyage à Ciudad del Este pour arrondir les angles avec Lula et Kirchner (voir texte 1^{er} mai). Quels angles ?

La nationalisation touchait surtout l'entreprise nationale brésilienne **Petrobras** et l'entreprise argentine-espagnole **Repsol** (à un petit degré **Total**, qui se pliera aux décisions de **Petrobras**). Le lecteur naïf peut penser qu'entre latinos tout allait couler de source d'autant que la Bolivie souhaitait seulement accéder à 51% du capital des entreprises, et augmenter le gaz à un tarif plus correct que le pillage organisé depuis des années. Or, **Petrobras** ne veut rien entendre ! L'entreprise l'a annoncé dès le départ et confirme depuis : cette nationalisation est inacceptable ! Le 18 août, les négociations furent rompues, et côté brésilien, le gouverneur de Mato Grosso se mit à craindre des coupures, en représailles.

La tension monte à La Paz où, qui plus est, les enseignants entament une grève dure pour demander des augmentations de salaire. **Andrés Solís** le courageux ministre des

¹⁹ Malheureusement, par la suite, une terrible répression s'est abattue sur Oaxaca et depuis, Enrique Rueda s'est exilé en Bolivie.

²⁰ Même l'hebdomadaire *Marianne* l'interrogea, début janvier 2006, quand il passa à Paris. Sur le Mercosur auquel vient d'adhérer le Venezuela, Morales est prudent : « C'est compliqué. Pour l'heure nous n'avons pas encore envisagé cette éventualité (...). Si le Mercosur contribue vraiment à promouvoir la justice sociale, alors pourquoi pas ? ».

hydrocarbures va-t-il être censuré par le sénat et obligé de démissionner ? L'acharné et infatigable Evo, depuis qu'il a mis un pied dans la lutte, n'a cessé de surprendre autour de lui. Dix fois, il a été considéré mort, dix fois il est revenu au premier plan, jusqu'à cette élection historique avec 55% des voix dès le premier tour. En juillet, tous les instituts de sondages confondus en font le président le plus aimé de toutes les Amériques (loin devant Bush bien sûr). Il a trouvé l'instrument de la contre-attaque hors des Amériques ... en Norvège !

C'est sûr les Brésiliens l'emportent pour le moment, ils retardent la nationalisation, interviennent comme chez eux dans les affaires intérieures du pays (mieux que ne pourraient le faire les USA) et réussissent même à passer pour des martyrs ! **Petrobras** a beaucoup investi en Bolivie, c'est vrai. Mais sans retour en termes de bénéfices ? A qui peuvent-ils le faire croire quand tous les pays producteurs d'hydrocarbures ne savent plus combien de millions de dollars leur tombent sur la tête ? La Norvège est le troisième plus grand bénéficiaire de la montée du prix du baril, après l'Arabie Saoudite et la Russie et le gouvernement sait très exactement le chiffre des bénéfices de ses deux entreprises nationales **Statoil** et **Norsk Hydro**.

Erik Solheim le ministre norvégien en charge du dossier passa en août en Bolivie pour fixer la forme de l'aide à apporter, une aide qui n'est pas que technique. Ce pays a mis en place une structure pour aider les petits pays qui veulent contrôler la corruption, et calculer les taxes pétrolières (la négociation avec **Petrobras** semble achopper sur les chiffres quand on compare le montant des bénéfices affichés l'an dernier et l'étrange baisse de cette année). Elle travaille déjà dans seize pays d'Afrique et d'Asie et va pour la première fois mettre les pieds en Amérique latine. Son intervention est devenue urgente car contrairement à ce qu'espérait Morales, **Petrobras** a mis en œuvre un énorme plan de déstabilisation. Si Hugo Chávez se montre généreux en fourniture d'asphalte (1600 tonnes pour être précis), **PDVSA**, son entreprise pétrolière, a tendance à se faire oublier. Pour ne pas faire de l'ombre à l'ami Lula en instance de réélection ?

Quel plan de déstabilisation ? Les investissements de capitaux internationaux tombent de six cent à cent millions de dollars. Or, dans le type de nationalisation choisi, les capitaux privés étaient toujours inclus comme partenaires (avec **Repsol** l'accord est en bonne voie !). Les petites entreprises sous-traitantes boliviennes qui travaillent donc avec **Petrobras**, sont invitées, par cette entreprise, à chercher du travail ailleurs. Or Evo, plus acharné que jamais, a démontré, preuve à l'appui, que **Petrobras** se propose de financer soixante-quinze jours de campagne de presse à la gloire des transnationales (soixante-quinze jours c'est le délai qu'il reste aux entreprises pour conclure les négociations ou partir de Bolivie). Bouquet final, l'entreprise brésilienne dénonce la corruption qui domine dans l'entreprise bolivienne au moment où les scandales de corruption révélés au Brésil semblent n'y être que la partie visible de l'iceberg !

L'iceberg, les Norvégiens connaissent, mais, quand *le Wall Street Journal* rend compte des problèmes boliviens, avec une certaine courtoisie, le quotidien prend soin d'oublier les capacités nordiques (peu connues en Europe aussi, il est vrai). Veut-il laisser entendre que la nationalisation à La Paz c'est fini ? Mais Evo continue sur le fil du rasoir, entre ceux qui veulent garder la privatisation, et ceux qui veulent une nationalisation plus radicale. Sa peau d'Indien en a vu d'autres et les neiges de l'Altiplano risquent de plaire aux Norvégiens.

Avec **Bolpress**, **La Razon**, **Econoticias**, **El Tiempo**, et le **Wall Street Journal** Diego ne prétend pas expliquer tout le drame bolivien. Il veut seulement informer. La date cruciale du 8 novembre, date limite donnée aux multinationales des hydrocarbures pour signer un accord avec le pouvoir, est passée et Andrés Solís n'est plus ministre. Sur ce dossier, le gouvernement a été obligé de reculer, en particulier suite à l'action de **Petrobras**. Or, cette nationalisation est vitale pour apporter financièrement et politiquement un peu d'oxygène au gouvernement et au pays, et en même temps elle est minime.

Le gouvernement affaibli se trouve aussi confronté au problème des mines où le ver est dans le fruit depuis que Morales a décidé de laisser le choix du ministre des mines aux "travailleurs" des coopératives (en fait de travailleurs, il s'agit d'une union patrons-travailleurs) qui imposèrent un des leurs Wálter Villarroel. Au premier abord, des mineurs dans une coopérative, c'est plutôt sympathique, mais cette organisation est un Etat dans l'Etat

qui, en usant de la dynamite dans ses manifestations, veut défendre ses SEULS intérêts. Tous les gouvernements doivent passer un pacte avec ce secteur. En face, les travailleurs salariés de l'entreprise d'état COMIBOL disent depuis des mois qu'un drame va se produire mais Morales ne veut pas y mêler l'armée. En conséquence quand les affrontements eurent lieu, les forces de l'ordre laissèrent faire malgré la vingtaine de tués. Roberto Chávez, dirigeant syndical des salariés en appelle à l'armée pour séparer les secteurs en bataille : « Les coopérativistes sont en train de dynamiter les maisons des dirigeants syndicaux, ils ont détruit la radio de Huanuni, ils ont même attaqué l'Eglise etc... ».

Résultat : le ministre a été destitué et les coopérativistes refusent à présent son remplaçant, José Guillermo Dalence, comme ils refusent la présence de l'armée et se préoccupent uniquement des soins à apporter aux blessés et veuves de leur camp (certains crient : A mort Morales !). Aujourd'hui le nouveau ministre propose d'entreprendre des négociations pour régler le problème en litige : une zone très riche en minerai que les coopérativistes veulent occuper et qui est à l'entreprise d'Etat (par ailleurs les salariés paient des impôts et les coopérativistes n'en paient pas). Les coopérativistes ont décidé de s'emparer de la zone par la force. Que peut-il en sortir ?

La situation est également tendue avec une grève indéfinie des transports à La Paz (pour imposer un sens de circulation et avec en toile de fond un refus d'en passer par la régularisation des transports illégaux). Les "guerres" régionales autour de l'assemblée constituante qui n'avance pas (le gouvernement a décidé de calmer ses troupes qui voulaient bloquer les régions des forces de droite) complètent un triste tableau. Qui plus est, au même moment, un accord militaire avec le Venezuela fait polémique. Morales ne peut convaincre personne quand il invoque l'effet de complots pour expliquer la situation. Il y a un affrontement d'intérêts très clair, une lutte des classes, et il croit pouvoir se tenir au milieu, entre les deux camps (on en revient au décret de nationalisation où d'une part il utilise l'armée pour montrer sa détermination et où d'autre part il répète que les multinationales ne seront pas lésées). En plus des luttes autour d'Oruro (Huanuni, lieu des morts, est à quelques kilomètres de la ville) il y a eu deux cocaleros tués par les forces anti-drogue.

L'autre combat, celui de l'eau, débuta en 2001 par une révolte populaire à Cochabamba quand les nouveaux propriétaires capitalistes de l'eau décidèrent d'augmenter les tarifs de 200%. Le héros de cette lutte, Oscar Olivera préféra rester loin de la politique pour garder intacte la capacité de révolte. A Cochabamba il existe « los regantes » qui sont des paysans auto-organisés depuis des centaines d'années quant à l'utilisation savante de l'eau. Ils furent la base militante qui permit de riposter aux attaques des multinationales par une Coordination de l'eau dont Oscar Olivera est devenu la référence. Le fonctionnement démocratique de cette lutte reste exemplaire. Avec elle, l'heure de la revendication des nationalisations est revenue. A celle de l'eau, s'ajoute celle des hydrocarbures et celle des mines. D'une lutte à l'autre, d'une révolte à la suivante, la Bolivie peut beaucoup nous apprendre mais ici je délaisse les questions économiques pour m'en tenir au mot rayé du vocabulaire politique français d'aujourd'hui : « nationalisation ».

La question nationale aux Amériques

Pour les Boliviens le terme de nationalisation est « d'évidence » même si deux nationalisations précédentes échouèrent. La référence à la nation est une référence glorieuse et non pas honteuse. La porte de sortie de la misère s'appelle : récupération par l'Etat des richesses nationales afin de provoquer une redistribution des richesses. Dans toutes les Amériques, de la nationalisation au nationalisme, la démarche saute aux yeux. Du cas du Québec, tentant depuis des années de se constituer en nation, au cas bolivien en quête plutôt d'une dignité nationale, on peut passer par le Pérou où dernièrement le candidat Ollanta lança un Parti nationaliste, par l'Equateur avec le candidat Rafael Correa (résultat de la présidentielle le 26 novembre) et s'arrêter un instant au Venezuela où la révolution bolivarienne ne fait pas mystère de son nationalisme. En Europe, il est de bon ton de faire glisser ce nationalisme affiché, vers l'infâme populisme, sans chercher à comprendre. Or, aux Amériques, la décolonisation a commencé voici très longtemps, avec la création des USA (où le nationalisme n'est pas moins fort qu'ailleurs) pour s'achever autour de 1820 avec la victoire finale de Bolivar sur les Espagnols. En deux cents ans, l'indépendance s'est transformée en nouvelle colonisation. En conséquence le nationalisme existe en tant que récupération d'une mémoire historique des luttes populaires : Tupac Amaru,

Bolivar, Zapata, Sandino et d'autres. C'est vrai aussi pour les zapatistes qui s'opposent à toute revendication du genre : « indépendance du Chiapas ». Ils inscrivent leur revendication autonomiste dans la nation mexicaine qu'il serait fatal d'affaiblir face au géant voisin.

La coopération entre nations aux Amériques

S'arrêter au nationalisme comme repli sur des frontières serait faire fi des évolutions du capitalisme international. Les USA travaillent donc depuis des années à une zone de libre-échange des Amériques, zone que les peuples refusent car ils y voient aisément le développement d'une soumission à la nation la plus puissante (d'où l'obligation faite aux USA de proposer des accords bi-latéraux). La révolution bolivarienne insiste pour proposer un type d'association entre pays qui soit un facteur de développement de chaque pays. Concrètement, deux cas de figures se présentent : le Mercosur auquel le Venezuela vient d'adhérer et qui représente la côte Est des Amériques, le Brésil servant de pilier ; la Communauté Andine des Nations (CAN) qui représente la côte Ouest avec le Chili comme puissance majeure. La Bolivie d'Evo Morales a décidé de rester avec la CAN (par solidarité andine mais pas seulement) qui double la dimension strictement économique de marché commun, par une structure politique avec des députés élus, même s'ils sont le plus souvent inconnus des citoyens (comme nos députés européens). En 2006, personne ne connaît le sort des députés du Venezuela à la CAN vu l'abandon par Chávez de cette structure²¹.

La décentralisation aux Amériques

Quand la France de 1981 lance son projet de décentralisation, la plupart des observateurs y voient une réaction au « centralisme » français, en clair une affaire « franco-française ». Au même moment un ultime processus de nationalisations est mis en place. La Bolivie est confrontée au même problème (avec bien sûr de multiples décalages) : au moment de la nationalisation, le parti de Morales (le MAS) préparait le référendum sur l'autonomie régionale. Dans un premier temps, le MAS, en référence aux traditions indigènes se plaça en faveur du OUI au référendum qu'il avait lui-même préparé, mais très vite il changea son fusil d'épaule et appela à voter NON ! Pourquoi ce revirement ? Comme partout dans le monde, les forces dominantes du capitalisme féodal poussent à la « décentralisation ». Même dans un petit pays comme l'Equateur ! La décentralisation est une obsession au Pérou comme partout. Pourquoi ? Tuer les nations c'est fragiliser encore plus les pouvoirs politiques seuls capables de s'opposer au rouleau compresseur de la globalisation. On assiste à ce tour de passe-passe génial et très fréquent depuis 1968 : au nom de la démocratie on tue les traces vivantes actuelles de démocratie ! En Bolivie, le MAS comprit juste à temps que la décentralisation c'était offrir aux régions pétrolières leurs propres richesses qui échapperaient en suite à la redistribution nationale. Du temps du premier capitalisme, les régions pauvres demandaient leur autonomie pour éviter le pillage de leurs richesses par les riches. A l'heure du capitalisme féodal, les régions riches demandent leur autonomie car elles ne veulent plus supporter « le poids » des pauvres qui empêche tout « développement ». L'effondrement de la Yougoslavie fut l'annonce de multiples effondrements appelés justement « balkanisation » (même les USA subissent de tels tiraillements : des forces veulent diviser la Californie en deux pour que l'eau du Nord ne soit pas au bénéfice du Sud).

Comment sortir du piège ?

Les territoires de nos démocraties ont besoin d'être reconstruits. Pour cette œuvre de salubrité révolutionnaire le premier geste consiste à ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain. La question nationale est une question d'avenir partout dans le monde (mais oui, même en France) et le terme de nationalisation me semble aussi glorieux hier qu'aujourd'hui. Il n'est pas seulement digne de peuples attardés comme les Boliviens. Après l'avoir cherché en vain dans tous les programmes politiques des partis français, j'ai découvert qu'il avait été troqué contre la formule de « propriété publique élargie » (la nationalisation serait devenue synonyme « d'étatisation »). C'est en plaçant la question nationale au cœur du débat qu'on pourra d'autant mieux traiter des deux autres questions : la supra-nationalité et la « sous-nationalité ». C'est vrai, en 2006 la supra-nationalité fait que les décisions majeures de la France sont prises à l'échelle européenne

²¹ Eric Dior dans *Marianne* (20-26 mai 2006) évoquera la question de l'entrée du Venezuela dans le Mercosur. Il en profitera pour montrer les contradictions d'intérêts entre pays. Hugo Chavez a cru dès 2002 qu'il pourrait transformer en profondeur ce marché commun latino-américain. Aujourd'hui, il semble que ce soit son échec le plus cuisant. Mais j'écris « il semble » car en France les infos manquent cruellement sur cette question.

qu'il serait donc néfaste de sous-estimer. Cependant la riposte n'a pas besoin d'une auto-mutilation anti-nationale.

L'étude concrète des réalités permet d'éviter les abstractions néfastes comme « l'Empire » ou « la démocratie de proximité ». Les transnationales ont toutes une base nationale et quand la Bolivie a discuté avec Repsol elle a tout autant discuté avec le gouvernement espagnol. Dans le capitalisme féodal la nation ne disparaît pas mais les acquis démocratiques antérieurs, oui (qui parfois viennent d'avant même la domination globale du capitalisme). Plutôt que de se chamailler entre pour et contre la supra-nationalité ou la décentralisation, mesurons leur fonction dans le système dominant pour susciter en réponse, la coopération entre nations et la solidarité entre régions. Bien sûr je ne limite pas l'analyse de la riche expérience bolivienne à cette dimension.

Les Boliviens sont-ils pris dans un piège ?

Le 18 décembre 2006, à Santa Cruz Bolivie, ils étaient des centaines de milliers à crier « Evo cabron ... ». L'argument de « l'autonomie » vient de se retrouver au cœur de la contre-attaque néo-libérale. L'instrument nouveau de cette lutte s'appelle la CONFILAR à savoir la Confédération Interaméricaine pour la Liberté et l'Autonomie Régionale dont le siège a été fixé, sans doute par hasard, à ... Santa Cruz. Cette institution n'a pas encore son site internet mais en a-t-elle besoin quand on sait qu'elle regroupe les références libérales des Amériques ? Conçu dans une réunion à Guayaquil, son texte est clair : « Les peuples actuels réclament la liberté d'investissement, la liberté du travail, la liberté du culte, la liberté de décider de son futur, et tout ça ne pourra se réaliser, si nous continuons de vivre avec un Etat centraliste ». Pour être convaincante la déclaration en appelle à l'expérience internationale : « Dans le monde entier toutes les sociétés libres et les Etats avec gouvernements autonomes ou fédéraux ont triomphé, le centralisme, lui, ayant échoué ». Inutile de préciser le sens de « liberté d'investissement » et autres formules liées au capitalisme féodal.

L'idée est simple : que les zones riches (Santa Cruz et le croissant de l'ouest bolivien, Guayaquil en Equateur et le Zulia au Venezuela) obtiennent leur autonomie. Le président de la CONFILAR est Bolivien : Carlos Dabdoub, et le secrétaire, Péruvien : José Luis Tapia le directeur de l'Institut de la Libre Entreprise, un institut lié à Alvaro Vargas Llosa, le fils du romancier, qui, pour sa part, est directeur à Miami du Centre de Prospérité globale. Le président sortant d'Equateur était l'invité d'honneur de la dernière séance (15-09-2006) car elle se tenait à Guayaquil. Heinz Dieterich, le philosophe à la fois mexicain et allemand, parle d'Internationale Latinoaméricaine de la Balkanisation.

Pour ses 61 ans, Carlos Dabdoud est heureux de pouvoir participer au vaste rassemblement de Santa Cruz qui donne encore meilleur goût au « postre de las tres leches », le gâteau habituel de ses anniversaires. Incontestablement, l'appel à l'autonomie a permis d'entraîner dans la lutte une partie considérable du peuple. La lutte sociale est devenue une lutte géographique : Santa Cruz contre La Paz !

L'embrouille est telle que même le maire de Quito plutôt à gauche, Paco Moncayo, ne discerne pas sous la rhétorique démocratique (liberté et autonomie), le coup de poignard contre la révolution sociale. Electoralement, la droite ne peut plus rien espérer ; la sociale-démocratie va être de plus en plus piégée, donc il fallait trouver une autre porte de sortie.

Le Nord du Pérou se sent victime de Lima quand les habitants de la montagne se sentent victimes de ceux de la côte, partout la Balkanisation peut rendre les pays politiquement ingouvernables pour que socialement ils soient plus que jamais à la solde des multinationales. Et il ne s'agit plus d'une discussion de salon : les organisateurs de la marche de Santa Cruz parlent d'un million de manifestants (cinq cents disent les observateurs plus sérieux) qui étaient là au nom de « la DEMOCRATIE ». Car tel est le paradoxe : les libéraux sont passés à l'offensive avec en tête le drapeau de la démocratie.

Pendant ce temps, que fait le gouvernement ? Une contre-manifestation a eu lieu à La Paz mais elle ne peut qu'accréditer l'idée d'une lutte géographique. Or, au cours des dernières élections, y compris à Santa Cruz, le parti d'Evo Morales a eu de très bons résultats. Le gouvernement hésite quant à la nature de la mobilisation à susciter, au moment où, à l'assemblée, c'est le blocage autour de la question : faut-il 50% ou 66% pour faire accepter le nouveau texte constitutionnel ? Morales est devenu le méchant « centraliste ».

Avec Rafael Larrea Coup de génie du peuple équatorien

Le 3 décembre 2006

Le 15 janvier 2003, deux hommes au milieu de la foule, sur la Place San Francisco de Quito, se récitent des vers. « Ce que vous cherchez, c'est un autre monde dans ce monde, bonne chance ! » dit le premier. Quand le second indique, « je lui raconte des histoires qui feraient sourire un mur », sa voix est recouverte par un tonnerre d'applaudissements. Au loin, un homme à la chemise rouge regagne sa place. Hugo Chávez découvre pour la première fois qu'il est plus populaire que l'homme assis à côté de lui, Fidel Castro. Le dirigeant cubain en est tout heureux : il a enfin trouvé un successeur ! Pendant ce temps, le nouveau président d'Equateur, Lucio Gutiérrez, au cœur des festivités, se demande comment il va pouvoir rejoindre le camp de Bush après une telle journée. En six mois, il oubliera la révolution et deux ans après, son peuple l'obligera à fuir en cachette vers le Brésil de Lula, Lula qui était présent aux côtés de Chávez et Castro pour fêter son accession au pouvoir.

Depuis avril 2005, l'équipe d'Equateur a enthousiasmé la dernière Coupe de Monde de foot et nos deux poètes admirateurs d'un peintre fabuleux Oswaldo Guayasamin en furent tout heureux.

Aujourd'hui, en Equateur, pays coincé entre trois géants - Brésil, Pérou, Colombie - Diego assiste à une nouvelle victoire électorale de gauche. Rafael Correa, le vainqueur, vient de Guayaquil sur la côte, base connue de toutes les opérations de droite (dont celle conduite par son adversaire, le roi de la banane Alvaro Noboa), quand généralement la gauche est originaire de la montagne et de Quito. Rafael Correa, avant d'accéder au poste de ministre de l'économie, voici un an (pour cent jours seulement), avait écrit une étude précieuse où on retrouve la banane : « De la république bananière à l'absence de république ». Vous pouvez le trouver sur internet car en Equateur « la toile » est plus présente que les bibliothèques (grâce aux cyber-cafés). Le quotidien *Hoy* se présente comme le premier journal d'Amérique latine à avoir diffusé une version internet dès 1994.

Peut-être que les deux poètes, le jour de la grande fête à Quito, le 15 janvier 2007, pour célébrer l'arrivée du nouveau président, réciteront du Correa. Son livre est si beau !

Pour le moment, Correa, sans attendre les ordres de Washington, annonce le nom de son ministre de l'économie : Ricardo Patino un adversaire très connu du paiement de la dette. Et sa première destination : la Bolivie. Avec ce pays, l'Equateur appartient à la Communauté Andine des Nations (CAN) que le Venezuela vient d'abandonner. Les deux hommes vont pouvoir coordonner leur action. Mais comment une telle victoire de gauche a-t-elle été possible avec un parti qui n'existait pas, il y a un an ? Le peuple équatorien sait se relever de ses échecs mais tout dépendra de la prochaine bataille électorale puisque le parti de Correa, *Alliance Pays*, a décidé de ne pas présenter de candidats aux législatives, la première tâche du tout nouveau président étant de faire élire une assemblée constituante.

On reconnaît là le modèle de la révolution bolivarienne. Beaucoup de journaux évoquent l'amitié qui unit Correa et Chávez. Incontestablement le président du Venezuela, très populaire en Equateur (situation différente de celle du Pérou), a été un des atouts de Correa pour favoriser sa victoire. Cependant, les deux pays comportent des différences très importantes. Correa n'est pas un militaire mais un intellectuel tout comme son vice-président Lenin Moreno. Diego aurait-il tendance à préférer de tels intellectuels au paysan Morales, au militaire Chávez ou à l'ouvrier Lula ? Le vice-président de Bolivie est aussi un intellectuel, un titre qui ne donne aucune assurance de succès mais qui témoigne d'une prise de conscience très large des méfaits de la phase actuelle du capitalisme.

Correa, plus radical que Chávez (refus du paiement de la dette) n'ambitionne en rien le titre de leader de l'opposition à Bush, rêve qui conduit le président du Venezuela à des alliances dangereuses avec Poutine ou Bouteflika, et qui le pousse même à célébrer la « révolution islamique » dont il devrait savoir pourtant qu'elle alimente la misère en Iran. Au Venezuela, la télé d'Etat (qui est gouvernementale pour s'opposer au matraquage des chaînes privées) peut faire l'éloge de Dieudonné et diffuser en boucle une publicité où la croix gammée remplace l'étoile de David sur le drapeau israélien (c'était pendant la guerre contre le Liban). En Equateur, les autorités pourront se dispenser de telles manœuvres.

Le 15 janvier 2007, date d'intronisation du nouveau président, les deux poètes seront au rendez-vous, la place San Francisco de Quito est si belle. Elle a été conçue pour accueillir la foule dans des conditions meilleures que tous les Zéniths du monde. Je sais le poème qu'ils se répèteront : « L'Amour/ c'est le seul filet / qui attrape le poisson / pour le sauver / de la mort ». Ils célébreront ainsi Rafael Larrea tout en attendant que leur Rafael de président sorte sa ceinture pour montrer comment il va châtier la corruption : correa signifiant ceinture. L'homme se présente comme capable de venir à bout de l'infamie à coups de ceinture s'il le faut. En 2003, Rafael Correa était-il dans la foule pour soutenir Lucio ? Se souvient-il que la lutte contre la corruption fut le cœur de son intervention ? Le nouveau président se présente comme chrétien social, un engagement religieux qui ne peut le faire mentir. Parce que la corruption serait le résultat d'esprits mauvais qu'il faudrait ramener à la raison ? Sur la question, il existe en Equateur un livre fabuleux (encore plus fabuleux que celui de Correa). Il me faudra le retrouver. Belle occasion de revenir vers ce pays !

Avec Heinz Dieterich après des élections au Venezuela

Le 10 décembre 2006

Comment Diego ne serait-il pas revenu dans son petit hôtel de Maracay pour suivre le grand show électoral vénézuélien ? Vivre à Caracas c'est trop cher pour sa bourse et de toute façon les capitales le fatiguent. Il s'arrête un instant dans sa marche entre la grande place Bolivar (la présence d'immenses iguanes le surprend toujours) et la place centrale, à la station service où l'on vend l'essence. Au sud des Amériques, les stations services sont des lieux de rassemblement de la jeunesse le samedi soir. Avec la musique des sonos des voitures, avec de la bière et d'autres stimulants, c'est la fête. Au Venezuela, les stations services apportent une autre surprise : le très faible prix des carburants. Le simple citoyen, comme partout dans la région, utilise le bus plus que la voiture, et de ce point de vue, l'Amérique du Sud est un paradis pour le voyageur qui peut prendre un moyen de transport collectif presque à tout moment, et pour toute direction. Oui, Diego reprend sa calcuette quand il note le faible prix marqué sur la pompe de la station qu'il traverse à pied. Pas de doute, un plein d'essence d'une voiture se fait avec un euro (le prix de cinq litres d'eau naturelle ordinaire) !

Cette situation tient à la puissance des transporteurs privés qui, depuis toujours, combattent avec acharnement l'installation de voies ferrées. En dehors du métro de Caracas (construit par la France), il existe seulement quatre cent cinquante km de chemin de fer, en deux lignes, dont l'une sert uniquement au transport de minerai de fer, et l'autre sert aux voyageurs allant de Puerto Cabello à Barquisimeto.

Le Vénézuélien qui lui brosse le tableau de la situation a la cinquantaine. Il se plaint de ne plus comprendre l'espagnol de ses enfants. Non qu'ils y mettent des anglicismes mais ils vivent à l'âge du SMS. Tout en votant Chávez, il ne le soutient pas totalement. Il vote Chávez car il a maintenu le projet de train Puerto Cabello – Caracas en tenant tête au lobby du pétrole. Mais, par rapport au projet de huit mille km de voies ferrées en vingt ans, ça avance lentement. La première trame Caracas-Cua (quelques dizaines de kilomètres) a été inaugurée en octobre pour un contrat signé en 1992 ! Et le transport concerne uniquement des passagers. La ligne doit avoir le tunnel le plus long d'Amérique latine : six km.

Le bas prix du carburant étonne les Vénézuéliens ayant vécu à l'étranger. L'un d'eux explique : « oui, le Venezuela a beaucoup de pétrole mais le Mexique aussi, où le carburant est, à la consommation, au même prix qu'aux USA (mais il reste plus bas qu'en l'Europe car il est très peu taxé) ». Cependant, pas de confusion : aux USA, la voiture est au-dessus de Dieu, au

Venezuela son prix est très au-dessus du seuil de pauvreté qui reste répandu. Les bricoleurs du pays recyclent donc les vieux monstres à quatre roues des années 50, venus des USA. Même à vingt-cinq litres aux cent kilomètres, le prix de leur consommation reste ridicule, avec, en prime des moteurs presque éternels ! Mais le pétrole, lui, ne le sera pas !

Faut-il souhaiter, au Venezuela, une augmentation du prix du carburant utilisé par le consommateur ? Avec une réduction de la marge bénéficiaire des transporteurs ? Le problème mérite d'être observé dans son ensemble. Voici quelques années, Chávez expliqua que le prix du baril devrait être entre vingt et quarante dollars. Vingt dollars minimum pour que les pays producteurs y trouvent leur bénéfice et quarante dollars maximum pour ne pas écraser les pays pauvres sans or noir. Depuis, le prix du baril tourne plutôt autour de soixante dollars que de quarante, et comme la politique sociale de la révolution bolivarienne s'appuie sur les ressources du pétrole, la tendance est à l'augmentation de la production pétrolière. Est-ce que vous suivez le mécanisme ? Depuis 1998, le président Chávez a décidé de conduire une politique en faveur des couches les plus pauvres avec des centres de santé, des écoles, des aides alimentaires etc. Il opère une redistribution des richesses qui fait hurler les autorités nord-américaines. Cette stratégie, d'abord appelée « révolution bolivarienne » (en l'honneur de Simon Bolivar), a évolué en stratégie pour « un socialisme du XXI^{ème} siècle ». La montée du prix du pétrole ne change rien au mécanisme, au contraire. Qui dit « plus de pétrole », dit « plus d'école » et autres avantages sociaux aux Vénézuéliens, mais dit en même temps, plus de misère là où ne jaillit pas le pétrole. Chávez se sert alors de l'arme du pétrole comme moyen de pression politique sur des pays (par exemple le Nicaragua) en vendant à bas prix du carburant à ses amis politiques. Comment ne pas découvrir ce qu'écrit Paul Ariès : « Il ne suffira pas de partager autrement le gâteau mais il faut en changer totalement la recette »²² ? Comment ne pas découvrir qu'en dehors d'une gestion publique planétaire des hydrocarbures, le système piège le combat progressiste habituel ? La construction d'une nouvelle raffinerie avec le Brésil, a cependant fait discussion y compris quant aux conséquences pour l'environnement et ce, d'autant qu'elle touche directement des communautés indiennes (déjà rares dans le pays).

Pour sortir du débat faussé en France autour du cas « Chávez » prenons un autre exemple. L'utilisation capitaliste de la richesse pétrolière avait conduit la classe politique traditionnelle à minimiser l'agriculture (comme en Algérie mais c'était au nom du socialisme). La révolution bolivarienne inversa la tendance en favorisant une réforme agraire et le refus des OGM. Malheureusement, les paysans authentiques s'inquiètent aujourd'hui car en faisant entrer le Venezuela dans le Mercosur, Chávez a semé le trouble. Le Mercosur englobe le Paraguay, l'Uruguay, avec deux piliers, l'Argentine et le Brésil passés maîtres dans l'utilisation des OGM. Comment les paysans vénézuéliens vont-ils pouvoir résister ? Le Mercosur est une union économique, comme notre marché commun, dont les chefs du Brésil veulent se servir pour peser face aux USA et à l'Union européenne. « Les politiques d'intégration économique » ressemblent à ce que nous croisons partout. Le sommet de la Communauté Sud américaine des Nations (CSN) vient de proposer à Cochabamba le 14 décembre 2006, trois cents méga projets surtout des infrastructures routières. Les mouvements sociaux disent leur colère avec l'appui des présidents du Venezuela (et ses contradictions évoquées), d'Equateur et de Bolivie, mais les grandes multinationales pèsent plus que les peuples.

Le Venezuela, relayant un phénomène cubain, a donné au monde la salsa, une musique latino porteuse souvent de luttes populaires, qui nous laisse avec cette question : à quelle sauce les peuples des Amériques seront-ils mangés ? La même que celle de chez nous ? Pas forcément car les luttes populaires imposent parfois leurs revendications, y compris des luttes qui conduisent au refus de ce que les autorités appellent le « progrès », quand le progrès c'est déboiser l'Amazonie, faire des autoroutes partout et laisser le peuple dans la misère.

Par son émission *Aló Presidente*, Chávez montre qu'il est sensible à la diversité géographique du pays. Le 10 septembre, il était dans une plantation de café à Bocono dans l'Etat de Trujillo. Personne dans l'émission ne posa la question pourtant présente sur beaucoup de lèvres : l'entrée du Venezuela dans le Mercosur n'est-il pas un coup de poignard dans le dos des paysans du pays ? Comment un pays où les OGM sont interdits va-t-il pouvoir lutter à armes égales avec l'agriculture du Brésil et de l'Argentine où les OGM font la loi ? La plantation de café

²² Paul Ariès, No Conso, Golias.

de Bocono a été rachetée par l'Etat, et dans la nouvelle unité de production, personne n'est exploité. Et Chávez d'expliquer : « voilà le socialisme que nous voulons et qui commence à se construire ». Car le capitalisme d'aujourd'hui procède comme celui d'hier ? L'épée de Damoclès sur toute l'agriculture que représente les OGM n'est-il pas une nouvelle forme d'exploitation ?

Le succès électoral de Chávez (c'est l'essentiel pour l'heure) est incontestable, et même incontesté par une opposition qui semble avoir enfin admis les avancées démocratiques du pays. Le premier élément du scrutin touchait au taux d'abstention : seulement 25%. Le peuple décida de s'exprimer avec deux candidats en présence (les dix autres feront 0,25% ensemble). Le soutien au président est clair et net : 56% en 1998, 59% en 2000 et 63% en 2006. L'analyse peut-elle se limiter à ce constat ? Non car en plus, cette fois la victoire se fait sur un programme socialiste ! Le succès de Chávez annonce le passage de la révolution bolivarienne à la construction d'un nouveau socialisme²³. En Bolivie, tout au contraire, le vice président Alvaro Garcia aime rappeler que les conditions du socialisme ne sont pas mûres et qu'il s'agit seulement d'avoir pour objectif la construction d'un capitalisme andin.

En dialogue avec beaucoup d'autres²⁴, le penseur qui incita Chávez à passer de la révolution bolivarienne au discours socialiste s'appelle Heinz Dieterich²⁵. Mexicain et Allemand en même temps, il appartient à cette vague intellectuelle des Amériques qui a décidé de mettre ses talents au service du peuple. Avec Bolivar²⁶ comme source, un socialisme nouveau va-t-il s'écouler jusqu'à l'embouchure du grand fleuve de l'histoire ? Ce socialisme serait-il nouveau car Bolivar en est à la source ? Ne s'agit-il pas seulement de remettre Keynes sur les rails du nouveau train Puerto Cabello-Caracas ?²⁷

A mi-chemin entre les deux villes, sur la vaste place Bolivar de Maracay, les iguanes suivent leur train quotidien sans se soucier des promeneurs. Parmi eux, un membre du parti communiste du Venezuela est facilement reconnaissable : il porte le tee-shirt de son parti dont le congrès s'est tenu en juillet. Un parti qui se veut l'aile gauche du gouvernement du pays. Un parti parmi plusieurs autres dans la coalition gouvernementale. Certains voudraient qu'ils ne fassent qu'un, et avec le souhait de Chávez de pouvoir se représenter à l'élection présidentielle, la révolution bolivarienne est-elle arrivée à ses limites ? Une révolution qui s'accroche à l'image d'un homme comme référence mobilisatrice, peut-elle nous laisser seulement admiratifs ?

Combien d'articles avez-vous lu sur le nouveau syndicat de ce pays et sur ses difficultés ? Combien d'articles sur le Mouvement pour la 5^{ème} république (le parti de Chávez)²⁸ et ses difficultés ? Sur Internet, il suffit de chercher le site de ce mouvement politique pour vérifier sa pauvreté démocratique. Par contre, à la base, une démocratie active s'enracine, en conséquence ne va-t-on pas assister à un choc entre ces deux phénomènes ? Pour le moment les discussions de l'an dernier, autour de la nomination des candidats chavistes aux législatives, laissent deviner l'enjeu de la bagarre : la création d'une nouvelle classe politique. Mais suffit-il de la décréter ?

²³ Le succès tient au projet mais aussi au bilan. Les politiques sociale, éducative, de santé et culturelle sont des atouts incontestables. Mais le cas Chavez démontre surtout que la dignité acquise par le peuple vaut autant que les politiques sociales. La pauvreté a en réalité peu reculé, la politique du logement est plutôt en panne mais la fierté de se sentir partie prenante du gouvernement est très forte. Cathy Ceibe a su en rendre compte dans *L'Humanité Dimanche* du 30 novembre 2006.

²⁴ Comme Marta Harnecker, Eduardo Galeano ...

²⁵ Hugo Chavez et le socialisme du XXI^e siècle, Heinz Dieterich, Monte Avila Editores (la seconde édition de juin 2007 est préfacée par le général et ministre de la défense Isaias Badeuel).

²⁶ Bolivar vu par Marx est une lecture utile grâce à un petit livre disponible sur le net avec introduction de José Arico et épilogue de Marcos Roitàn Rosenmann et Sara Martinez Cuadrado.

²⁷ Parmi les intellectuels notons l'Etasunien James Petras dont nous pouvons lire en France : *La face cachée de la mondialisation, l'Impérialisme au XXI^e siècle*, Parangon, 2001. Livre en collaboration avec Henry Veltmeyer.

²⁸ Depuis l'élection, dans un discours publié en français par les Editions la Brochure (Quel socialisme pour le Venezuela ?) Hugo Chavez a annoncé la création d'un parti socialiste unifié du Venezuela qui doit intégrer tous les partis de sa coalition. Contrairement à ses prévisions, la plupart des partis dont le parti communiste ont refusé de s'auto-dissoudre dans ce nouveau parti.

Avec Dora María Téllez. Droit des femmes aux Amériques

Le 1^{er} janvier 2007

Pour Diego l'année débuta si bien à Matagalpa qu'il décida d'y passer le nouvel an 2007. Depuis son précédent passage, les députés, avec l'appui de la majorité de ceux du FSLN, en ont fini avec la loi de 1893 qui autorise l'avortement quand la vie de la mère est en danger. Cette loi obtenue du temps du premier président laïque du pays, Zelaya, était si modérée que le droit à avorter fut refusé à une gamine de neuf ans enceinte suite à un viol, sous prétexte que sa vie n'était pas en danger !

La nouvelle loi fut votée le 26 octobre avec l'appui de vingt-huit députés FSLN sur cinquante-deux²⁹. Vingt-quatre députés FSLN n'ont pas voulu se rallier à ce vote malgré les ordres donnés par **Rosario Murillo** chef de la campagne de Daniel Ortega l'habituel candidat du FSLN, et qui n'est autre que son épouse.

René Nuñez président sandiniste de l'Assemblée nationale assumait cette ignominie. Avant le vote, une importante manifestation catholique (les élèves des écoles religieuses étaient menacés de perdre vingt points sur leur carnet de notes pour absence à ce grand rendez-vous « démocratique »), partie de la cathédrale de Managua, alla jusqu'à l'Assemblée nationale où une délégation fut reçue pour s'entendre confirmer, par le responsable sandiniste, le bien fondé des revendications les plus folles en matière d'avortement : oui il est possible d'augmenter les peines de prison contre les médecins avorteurs, oui il est possible d'abolir la loi de 1893 !

Une contre manifestation tenta en vain d'empêcher cette régression historique mais celle-ci n'a pas été reçue par le président de l'Assemblée nationale ! Un seul candidat avait accepté de participer au cortège : Edmundo Jarquin, du Mouvement pour la Rénovation du Sandinisme. Une des candidates au poste de député de cette organisation, Monica Baltodano, ancienne *comandante* de la guérilla, n'a pas mâché ses mots pour dire sa colère : « Cette conduite hypocrite montre la double morale des dirigeants du Front daniéliste [daniéliste : pour dire que le FSLN est devenu le parti de son chef Daniel Ortega] qui envoient sans honte leurs mères et filles avorter à Cuba, ce pays ayant une législation moderne et respectueuse de notre droit à la vie, et où, en plus, ils bénéficient de la générosité cubaine puisque l'avortement est gratuit, mais qui, en même temps, condamnent les femmes pauvres du Nicaragua interdites de rêver à un tel voyage hors de leur pays ».

Les participant-e-s à cette manifestation eurent l'appui de plusieurs gynécologues qui indiquent que, sans cette loi minimum d'avortement en cas de danger pour la vie de la mère, ils ne pourront plus faire leur travail. Que se passera-t-il pour les femmes diabétiques et cardiaques, dont la grossesse se révèle contre-indiquée ?

Et Monica Baltodano d'ajouter : « Jamais je n'aurais pensé que des rangs d'une organisation qui fut révolutionnaire puissent sortir des propositions aussi abjectes vis à vis de nos droits élémentaires ».

Ce revirement fut annoncé ainsi par **Rosario Murillo** dans cette déclaration d'un autre âge pour une personnalité politique : « Nous sommes profondément croyants. Nous pensons que les valeurs religieuses sont un soulagement, une protection. La foi est une façon pour les êtres humains de rencontrer la paix. Les valeurs religieuses sont la force dont nous avons besoin pour conduire notre vie quotidienne qui a été ces dernières années très dure. La vie quotidienne nous oblige à affronter des défis très forts or, avec la protection et la consolation de la foi, les gens se nourrissent, se lèvent et l'âme se fortifie. Nous, précisément parce que nous avons la foi et une religion, parce que nous sommes croyants et que nous aimons Dieu par dessus tout, nous avons pu survivre à tant de tourmentes, uniquement en apprenant de chaque difficulté que le Seigneur nous a envoyé, comme une leçon, comme un moyen d'apprendre. Voilà pourquoi nous sommes totalement d'accord avec l'Eglise et les Eglises en ce qui concerne l'avortement qui est un acte qui affecte fondamentalement les femmes car jamais on ne peut se remettre des douleurs d'un avortement, du traumatisme d'un avortement. Quand des personnes ont été obligées d'y recourir elles ne s'en remettent jamais. Et cette douleur nous ne la désirons pour personne.

²⁹ L'alliance du FSLN et de la droite a généralement été notée dans les médias français de gauche. Voir Dominique Josse (2 novembre *L'Huma Dimanche*) ou Maurice Lemoine (site internet du *Monde diplomatique*).

De plus, c'est un attentat contre la foi, contre la vie. Pour ça, nous disons que nous nous unissons aux clameurs de l'Eglise, aux clameurs de la majorité des Nicaraguayens qui sont contre l'avortement. Le FSLN dit : "Non à l'avortement, oui à la vie!" Nos candidats, nos responsables, nos maires, nos députés vont se prononcer aujourd'hui. Je le répète clairement : Non l'avortement, Oui à la vie! Oui aux croyances religieuses, Oui à la foi, Oui à la quête de Dieu, car c'est ce qui nous renforce tous, chaque jour pour reprendre la route. Oui à la foi, à la religion, et à la vision de nos guides pastoraux et spirituels du peuple comme son éminence le cardinal Obando y Bravo qui a offert aux Nicaraguayens le drapeau de la Réconciliation, et que l'Unité du Nicaragua [nom du FSLN pour la campagne électorale] triomphe. C'est ce qui portera en avant le Nicaragua ».

Et la réponse est tombée le 8 novembre. Ce jour-là une femme se meurt. Va-t-elle être la cinquième victime de la loi inique que nous venons de présenter ? Pendant que le Nicaragua tire les leçons d'un scrutin historique, elle se débat entre la vie et la mort dans un hôpital de Masaya sous l'œil désespéré des médecins. A l'intérieur du placenta, un caillot de sang considérable justifierait une IVG mais la nouvelle loi interdit un tel acte. Tout être un peu sensé pense que la victoire de la « gauche » va mettre un terme à ce recul sauf que, nous l'avons vu, c'est la dite « gauche » qui est à l'origine de la nouvelle loi ! Le FSLN d'Ortega fut cependant divisé : 40% des députés refusèrent ce cadeau offert au cardinal Obando.

Le 8 novembre, le FSLN fut au plus haut avec 38% des voix et la famille Ortega jubile. Daniel revient à la présidence de la république grâce au mode de scrutin. La droite perd ... avec 55% : ses divisions lui ont été fatales. La vérité du scrutin nous vient par le nouveau vice-président : Morales Carazo, un libéral parmi les libéraux qui, auparavant, travailla pour la droite avec Aleman (ex-président de la droite dure actuellement en résidence surveillée suite à une condamnation pour corruption) et aussi avec **la Contra** (la main armée par les USA pour tuer la révolution sandiniste). Cette « réconciliation » complète l'alliance du FSLN avec le cardinal Obando. Le FSLN, le parti de quelques nouveaux riches, est devenu le symbole à gauche d'un double discours : des pratiques politiques de droite et un discours très radical avec Chávez, Castro, Morales ; un discours qui cependant ne l'empêche pas de rester au chaud au sein de l'Internationale socialiste.

Le 8 novembre, un ami de Diego lui explique qu'il était à Managua, et qu'il suivit un débat à quatre, autour d'une table à la nappe orange comme le tee-shirt de la seule femme, **Dora María Téllez** qui parle à côté de Edmundo Jarquin, le candidat du MRS (un mouvement pour la rénovation du sandinisme). Seulement 6% pour leur parti, c'est pas brillant ! Dora, symbole du sandinisme audacieux de la révolution, en a vu d'autres et ne baissera pas les bras. A la droite de la table Carlos Mejía Godoy semble avoir la tête dans ses chansons. La famille Godoy, c'est une légende dans le pays. A Managua, ils ont ouvert en 1998 « La Maison des Mejía Godoy », car à côté des chanteurs Carlos et Enrique, il existe aussi les dessinateurs et peintres Chico et Armando. Dans cette élection, avec d'autres figures du sandinisme comme Ernesto Cardenal, il a décidé de soutenir le MRS jusqu'à accepter la place de candidat à la vice-présidence. Fera-t-il une chanson pour expliquer l'échec ? Fallait-il écouter le journaliste d'**El País**, Francisco Peregil, pour qui la position de Jarquin en faveur du maintien de la loi minimum d'IVG fut une erreur. Il écrivit : « Jarquin a fait une déclaration en pleine campagne électorale qui, suivant ses partisans, a pu lui coûter beaucoup de votes dans un pays d'importante tradition catholique ». Les sondages lui donnaient entre 10 et 15% et comme le PSOL au Brésil (le parti voulant reprendre le flambeau de gauche du PT) le résultat est là : 6%. Un résultat acquis cependant sur des positions inverses puisque, là-bas, la candidate du PSOL souhaite affirmer son opposition à toute forme d'IVG. Non seulement la sociale-démocratie est en crise mais la recherche d'alternative aussi, d'autant que le MRS, sur le plan social, était plutôt centre-gauche alors que le PSOL se voulait très à gauche. Articuler combat social et combat laïque serait-il impossible ?

Au Brésil la situation pour les femmes n'est pas meilleure avec Lula. L'aile gauche du PT a mis les voiles en créant le PSOL et en présentant Helena Héloisa à la présidence (en alliance avec d'autres). Une femme candidate pour parler du droit des femmes, c'était la bonne voix ? Femme très à gauche Helena Heloisa est tout autant catholique conservatrice, en conséquence elle est totalement opposée à l'avortement mais totalement favorable à la contraception. Helena Heloisa ayant fait surtout campagne contre le « gangster » Lula, elle bénéficia de la faveur des médias, elle pensa atteindre 15% mais quand deux journalistes de **TV Globo** lui posèrent enfin

la question qui fâche, sa position sur l'avortement, elle s'est mise en colère : « L'avortement n'est ni moderne, ni civilisé. Je connais des milliers de femmes qui l'ont subi et qui en sont sorties traumatisées ». Parce qu'en effet 31% des grossesses se finissent par un avortement ... clandestin au Brésil. Pour comprendre la situation, voici un autre chiffre qui fait froid dans le dos : 14% des jeunes « femmes » ont eu leur premier enfant entre 10 et 12 ans !

Et puisque élection il y a eu au Brésil indiquons plus globalement la situation du PSOL. Dès le soir du premier tour, Helena a annoncé que les deux candidats en lice, c'était blanc bonnet et bonnet blanc (même si en portugais la formule n'est pas la même). D'autres membres du PSOL (Plinio) furent scandalisés par cette prise de position. Le Franco-brésilien Michael Lowy³⁰ qui a soutenu le PSOL a appelé à voter Lula au second tour.

Si pour une première candidature 6% c'est pas mal, la division qui s'en suivit rend le résultat d'autant plus fragile que sur le site internet de Heloisa, son slogan majeur c'était : Heloisa, la mieux placée pour battre Lula au second tour. L'ambition était grande mais la ligne erronée.

Après la présidentielle, voyons les législatives que les médias passent à la trappe, dans leur perpétuelle campagne contre la démocratie. Comme pour la présidentielle, le PSOL peut à la fois se réjouir et s'inquiéter. Réélection de trois de ses députés : Luciana Genro, Ivan Valiente, Chico Alentar, mais baisse d'influence que cela représente (perte de 4 députés). Pour le poste de gouverneur, là où le PSOL était présent il tourna autour de 2% (4% dans le district fédéral). Bref le PSOL ne dépassant pas le 5% en tant que parti, il n'aura pas accès à la télévision et au financement.

Ces résultats sont d'autant plus décevants, que les candidats de la gauche du PT subirent une déroute et que Lula est devenu un candidat au-dessus des partis. Son succès attendu dans le Nordeste s'est vérifié : un succès fondé sur une aide financière de l'Etat aux plus pauvres (1 dollar par jour à des millions de familles) et non sur une conscience politique.

Le politologue Heinz Dieterich, faisant, au même moment, un bilan récent de la gauche latino-américaine, ne parle plus de poussée à gauche dans la région. Comme Chávez, il était favorable à Lula, et il s'inquiète du raté du premier tour au Brésil, de l'échec du Venezuela aux Nations Unies, de la vente finalement refusée d'avions espagnols à Caracas, de la situation bolivienne (le PSOL n'a pas osé prendre parti pour Evo Morales contre Lula dans l'affaire du pétrole), des fraudes en Equateur et au Pérou, de l'échec politique considérable de la CONAIE en Equateur (2%), de l'absence de réflexion stratégique à Cuba pour remplacer Castro, du rapprochement entre l'Uruguay et le capitalisme nord-américain, de la persistante hégémonie des moyens de communication de masse malgré *Telesur*, de la pénétration militaire nord-américaine toujours plus importante en Amérique latine, bref autant de signes qui ne sont pas de nature à indiquer un affaiblissement des USA dans la région.

Ce n'est pas Heinz Dieterich qui nous ramènera aux questions féministes donc revenons par nous-mêmes au sujet par un détour en Argentine. Deux jeunes filles handicapées, violées puis enceintes ont voulu faire appliquer la loi sur le droit à l'IVG quand la santé de la femme est en danger. Comme au Nicaragua où ailleurs, dans des cas similaires, l'Eglise a crié au scandale menaçant d'excommunication toute personne se livrant à l'IVG. La justice a autorisé les avortements ce qui fait que pour la première fois, l'Argentine connaissait des avortements légaux³¹.

Si on passe au Chili tout proche, la lutte concerne le droit de pouvoir accéder à la pilule du lendemain. La présidente Bachelet s'est décidé à donner ce droit mais l'Eglise se révolta contre les autorités « totalitaires qui prétendent depuis l'Etat réguler la vie intime des personnes en fonction de critères autoritaires ». Je vous laisse juge de l'argumentation qui incita des juges à aller dans leur sens ! Des manifestations féministes avec comme banderole « la démocratie sera laïque ou ne sera pas » ont obtenu en appel que la justice revienne sur sa décision.

Il suffit de remonter vers le Pérou pour croiser les mêmes phénomènes. Six grossesses sur dix sont le résultat d'abus sexuels ! Et quand on arrive en Equateur on s'arrête dans un lieu surprenant, à quatre-vingt km au nord de Quito, donc près du parallèle zéro : la vallée de Cayambe. Soixante mille personnes travaillent pour y produire les roses les plus belles du

³⁰ Michael Lowy : La guerre des Dieux, religion et politique en Amérique latine, Editions du Félin, 1998.

³¹ Cristina Kirchner candidate à la présidentielle en Argentine a tenu à réaffirmer son opinion claire et nette à l'avortement.

monde avec comme résultat parallèle un chiffre édifiant : 90% des femmes qui y travaillent se considèrent victimes de harcèlement sexuel de la part des chefs mais aussi de leurs compagnons d'exploitation !

On pourrait penser qu'en arrivant dans la dramatique Colombie, l'état des lieux y serait pire que partout, ce pays ayant depuis toujours l'Eglise la plus réactionnaire et souvent un pouvoir de droite dure. Un premier avortement légal vient de se produire sur une enfant de onze ans enceinte suite à un viol. Les parents ont tenu bon face à une énorme pression pour les empêcher de signer la décision d'IVG.

Et le Venezuela de Chávez alors ? Si les féministes y ont imposé voici deux ans le droit d'accéder à la pilule du lendemain, le débat sur l'avortement a laissé la situation en l'état : il est seulement autorisé pour sauver la vie de la femme. Les autorités traitent le pape de nazi, tout en aimant la référence au « camarade » Jésus. « Le socialisme – que nous commençons à construire, avec l'aide de Dieu et l'inspiration du Christ, l'inspiration de Bolivar et la conscience de notre peuple, c'est différent [du capitalisme] » dit Chávez. Que le Christ soit une source d'inspiration privée est une chose, qu'il soit la source d'inspiration d'un Etat, en est une autre. Oui, le pays connaît une amélioration des conditions sociales et culturelles mais, nous le savons par l'expérience des pays développés, rien ne peut dispenser d'une législation favorisant l'avortement légal. J'ai lu avec attention « las ideas feministas latinoamericanas » de l'italo-mexicaine Francesca Gargallo. J'y ai découvert un inquiétant oubli du peuple au nom « d'utopies » qui pourraient tout à fait croiser celles « d'un islamisme féministe ». Je préfère la voix de **Donatella Iacobelli**³², qui demande clairement la dépénalisation de l'IVG. Les nombreux médecins cubains pourraient aider à cette tâche.

Pour conclure par le Nicaragua, sachez que le 8 novembre une nouvelle chaîne de télé était inaugurée à deux pas de Masaya, à Granada. Cette chaîne, **Canal Cristo TV**, ne peut exister qu'avec l'appui financier et technique de la chaîne californienne catholique, **Le Semeur**. Elle ne va émettre pour le moment que 12 heures par jour. Parions qu'elle ne donnera jamais la parole à ce catholique installé près de Granada qui s'appelle Ernesto Cardenal, le grand poète et symbole de la théologie de la libération.

On comprend, au bout de ce voyage, que Cuba et Porto Rico sont des exceptions qui ont « engrangé » les acquis démocratiques des années 60 et 70 avec une autorisation entière du droit à l'IVG.

Conclusion sous forme de devinettes

Qui a écrit : « Elu comme Hitler, histrion comme Mussolini, populiste comme Péron, Chávez a déclenché (parce qu'il n'a pas pu la contrôler) une marée de divisions, de régressions économiques, d'illusions sociales qui pourraient être contagieuses dans une Amérique latine qui se réjouit d'être devenue démocratique mais qui se demande : à quelle heure nous aurons le pain, le toit, l'école et la santé ? » ?

Pour vous aider à trouver la réponse, je vous indique que son auteur bénéficie de deux pages dans le **Monde Diplomatique** de décembre 2005. Ne lisez pas là une attaque contre ce journal, puisque je cite au positif, Maurice Lemoine, un rédacteur en chef-adjoint (devenu juste après rédacteur en chef). Il s'agit plus simplement de noter, une fois de plus, le double langage de certains. L'auteur de la citation a jugé utile de préfacer la biographie d'un des plus grands millionnaires des Amériques devenu l'adversaire acharné de Chávez, Gustavo Cisneros (tapez sur un moteur de recherche d'internet Cisneros Fuentes et vous aurez le texte en entier). C'est de ce texte qu'est extraite la citation de départ écrite en effet par **Carlos Fuentes**.

Quand Carlos Fuentes, ce Mexicain de gauche, fait de la politique, il a un œil fixé sur l'Internationale socialiste qui vomit Chávez, le « tombeur » d'un de ses héros, Carlos Andres Perez. Ce dernier n'a pas hésité à déclarer que le président du Venezuela méritait de mourir comme un chien. En conséquence, si je vous dis que je préfère Vargas Llosa à Carlos Fuentes j'espère que vous ne vous étonnez pas. Au moins, avec le Péruvien, on sait à quoi s'en tenir, il défend le système sans espérer deux pages du **Monde Diplomatique**.

³² En mai 2007, la dépénalisation de l'avortement dans le District fédéral du Mexique entraîne des avancées importantes partout aux Amériques et je mentionne ici, dans la revue **Envio** du Nicaragua l'entretien important avec Maria Guadalupe Morfin Otero, pas seulement à cause du débat dans le pays mais par le lieu de publication.

Qui aura le courage de dépister partout le double langage et en particulier celui d'intellectuels de gauche de renom qui mettent leur notoriété au service des pires causes ? Ils aident le capitalisme féodal à accomplir son rêve : se servir des idéaux de gauche pour réaliser des politiques de droite ! Partout, le capitalisme féodal sème d'autant mieux la misère que la gauche semble se réduire à une redistribution des richesses, surtout possible au Venezuela vu l'argent du pétrole. La gauche soigne ainsi la pauvreté (un moindre mal) sans soigner la société (qui va continuer à créer la pauvreté, source de l'action de la gauche redistributive). Cette redistribution a joué aussi dans les élections du Nicaragua car Chávez vend déjà du pétrole à bas prix ... aux municipalités du FSLN. Elle suscite un clientélisme que le capitalisme féodal ne peut capter (d'où la crise politique des droites en Amérique latine et ailleurs), mais qui conforte son idéologie ! Même un pays comme la Chine, dirigé par des communistes, en accepte les principes.

Quel est le nom du vice-président du Brésil ?

Il s'appelle José Alencar et ce nom mérite quelques secondes d'attention. José Alencar est une vedette parmi les évangélistes (les pentecôtistes) et sa place de vice-président est un cadeau à cette mouvance religieuse qui, dans le pays, est passée de 9% en 1991 à 15% en 2001. José Alencar est membre du nouveau parti municipaliste rénovateur qui rassemble le mieux les évangélistes. Un nouveau parti car, religion ou pas, la corruption traîne aussi chez les évangélistes. En terme de députés, ils ne sont plus que trente et surtout, même avec le soutien de Lula, ils n'obtiennent pas l'Etat de Rio après l'échec de l'évêque-sénateur Marcelo Crivella. Mais ils n'en demeurent pas moins très puissants. Comme chez tous les fondamentalismes religieux, la puissance des évangélistes vient de leur puissance économique qui entraîne un soutien sincère de couches populaires en partie bénéficiaire de cette manne (une autre forme de clientélisme). La montée de la pauvreté développe donc ce renouveau religieux pendant que la machine à fabriquer des OGM (simple exemple) impose ses règles à Lula. Fidèle au système social actuel, la puissance économique des évangélistes se matérialise de deux manières : les aides sociales et la communication médiatique.

Qui se souvient de Porto Alegre ?

Nous restons au Brésil où, pendant quelques années, la ville du Rio Grande do Sul fut La Mecque de l'altermondialisme. Livres, rencontres, voyages, l'expérience du budget participatif fut ausculté sous toute ses coutures. Elle devait permettre une reconstruction de la gauche sur de nouvelles bases plus conscientes, plus actives, plus démocratiques. L'expérience eut son heure de gloire avec l'arrivée au pouvoir à Brasilia de Lula, membre du Parti des Travailleurs qui était l'initiateur de la stratégie « Porto Alegre ». Depuis, chacun peut vérifier que le budget participatif n'avait aucune valeur d'exemple puisque les leçons citoyennes du pouvoir de Lula sont simples pour Porto Alegre : le PT perdit d'abord le pouvoir dans l'état de Rio Grande do Sul ... puis il le perdit à Porto Alegre. Les forces démocratiques européennes, plutôt que de se pencher sur les leçons de l'échec, préférèrent en bien ou en mal, centrer leurs rêves ou leurs haines sur un nouveau cas : Chávez.

Les Amériques restent en France le lieu mythique de l'ultime Eldorado. L'illuminé ne veut ni lâcher les Amazonnes, les Indiens, les Cow-Boys, ni accepter l'indépendance de ces contrées. Parmi les rares découvreurs qui ne furent en rien des conquérants je compte Alexandre de Humboldt³³. Historien et géographe il partit là-bas plus pour constater que pour diriger, imposer, ordonner etc. Il le fait avec précision, avec les moyens de son époque (aussi bien techniques qu'intellectuels) avec son honnêteté propre. Qui sont les Humboldt d'aujourd'hui ?

Tableau sommaire des présidentielles 2004-2007 :

31 octobre 2004 : Tabaré Vasquez élu à la tête du Frente Amplio en Uruguay (3 400 000 habitants pour un PIB de 9107 dollars par habitant et 20% de pauvres).

18 décembre 2005 : Evo Morales élu dès le premier tour en Bolivie (9 100 000 habitants pour un PIB de 2902 dollars par habitant et 60% de pauvres).

15 janvier 2006 : Michelle Bachelet élue à la tête du Chili (coalition PS et Démocrates Chrétiens) (16 200 000 habitants pour un PIB de 10 869 dollars par habitant et 20% de pauvres).

³³ Charles Minguet, Alexandre de Humboldt, L'Harmattan, 1997.

25 mai 2006 : Alvaro Uribe est réélu en Colombie contre Carlos Gavira (46 000 000 d'habitants, 64% de pauvres).

6 juin 2006 : Alan Garcia élu au Pérou contre Humala Ollanta.

6 juillet 2006 : Felipe Calderon élu au Mexique contre Andres Manuel Lopez Obrador.

29 octobre 2006 : Lula réélu au Brésil (188 000 000 habitants pour un PIB de 8328 dollars par habitant et 25% de pauvres).

5 novembre 2006 : Daniel Ortega pour le FSLN est élu président du Nicaragua au premier tour dans une élection à quatre (pas de second tour quand le premier passe la barre de 35%). (5 800 000 habitants pour un PIB de 2677 dollars par habitant et 60% de pauvres)

26 novembre 2006 : Rafael Correa élu en Equateur à la tête d'un nouveau parti contre Alvaro Noboa, le roi de la banane (13 200 000 habitants pour un PIB de 3819 dollars par habitant et 43% de pauvres).

3 décembre 2006 : Hugo Chávez est réélu au Venezuela contre le gouverneur du Zulia Manuel Rosales (26 700 000 habitants pour un PIB de 5571 dollars par habitant et 40% de pauvres).

9 septembre 2007 Guatemala,

22 octobre 2007 Argentine puis celles du Paraguay.

Sources : Etat du Monde, La Découverte.

Livres récents en français :

Renée Fregosi, Altérité et mondialisation : la voie latino-Américaine éditions Ellipses

Maurice Lemoine, Le Venezuela de Chávez, Editions Alternatives

Sous-commandant Marcos, Calendrier de la résistance, Rie des cascades, 2007-07-15

Luis Bilbao, Entretiens avec Chávez, Le Temps des Cerises, 2005

Rodrigo Contreras (sous la direction de), La gauche au pouvoir en Amérique latine, L'Harmattan, 2007

Georges Couffignal, Amérique latine, les surprises de la démocratie, Documentation française, 2007

Léo Gabriel, Autonomies multiculturelles en Amérique latine, L'Harmattan, 2007

Teyssset Edouard, L'état de l'Amérique latine, géopolitique, économique et social, Ellipses, 2007

Sources (sans revenir à celles citées dans le texte) :

Site internet **Rebellion.**

Sites internet de journaux :

Argentine :

Journaux : *Página 12, Rio Negro, Clarin.*

Revue française : *Géopolitique* (n°96) article de **Gerardo della Paolera**

Livres : *Patagonia rebelde*, d'**Osvaldo Bayer**

Journaux du **Nicaragua** : *La Prensa, Nuevo Diario, Envio*

Journaux du **Costa Rica** : *La Nación*

Journaux d'**Equateur** : *Hoy, La Hora*

Journaux d'**Uruguay** : *La Opinión*

Journaux de **Bolivie** : *Bolpress, La Razon, Econoticias, El Tiempo*

Journaux du **Pérou** : *La República, El Comercio, El Tiempo, Caretas*

Journaux français : *L'Humanité, Marianne, Le Monde diplomatique, Latinos, Le Monde, Libération.*